

صلى الله عليه وسلم

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE — N° 12454 — 4,20 F Fondateur : Hubert Beauve-Méry Directeur : André Fontaine MERCREDI 13 FÉVRIER 1985

Le maître de Santiago

Interrompant brusquement la traditionnelle trêve de l'été austral, le général Pinochet a, le lundi 11 février, demandé la démission du gouvernement de M. Sergio Onofre Jarpa.

Cette décision a pris tout le monde par surprise au Chili — à commencer par le principal intéressé, qui s'apprêtait à partir en tournée dans le sud du pays. Elle est bien pourtant dans la manière de ce centurion brutal qui, des grands politiques, possède l'art de ruser secrètement ses desseins avant de trancher tout soudain. Car la crise venait de loin.

Face à une contestation civile, que, de façon assez imprévue, s'était enflée de mai à août 1983, au fil des « journées de protestation nationale », le général Pinochet, ébranlé, avait résolu de faire appel à un véritable politicien — un homme de la droite traditionnelle qui souhaitait ouvrir le dialogue avec l'opposition. C'était à quelques semaines seulement du dixième anniversaire du putsch contre Allende, et le chef de l'État redoutait cette échéance symbolique.

Rappelant M. Jarpa de son ambassade de Buenos-Aires, le général Pinochet lui laisse alors une certaine liberté pour composer une équipe, ce qui confierait au nouveau ministre de l'Intérieur un rôle de chef de gouvernement tout à fait inédit sous ces latitudes.

Mais l'ouverture, naturellement, a tourné court. M. Jarpa, tout d'abord, n'a pas compris que l'anticommunisme des classes moyennes avait cédé le pas à une aspiration démocratique profonde. Il n'a pas réussi à persuader M. Gabriel Valdés, leader d'une démocratie chrétienne demeurée le centre de gravité politique du pays, qu'il fallait créer entre eux un pôle anticommuniste modéré, en vue de préparer un doucement le retour à un régime civil.

Il est vrai que les gestes concrets de M. Jarpa en faveur d'une réanimation de la vie politique ont aussitôt été sabotés par le général Pinochet. Demeuré le véritable maître des forces de sécurité, le chef de l'État a fait réprimer impitoyablement les « protestations », qui se poursuivaient. L'extrême gauche, de son côté, ne l'entendait pas non plus de cette oreille. Un parti communiste radicalisé entreprenait de capter à son profit la haine du régime qui explosait périodiquement dans les quartiers pauvres de Santiago. Et un « Front patriotique, Manuel Rodríguez » multipliait les attentats.

M. Jarpa a bien tenté de séduire sur le terrain économique ce même centre qu'il n'avait pu attirer politiquement. En avril 1984, il a mis fin au régime des « Chicago boys » — ces tenants de l'hyperlibéralisme qui, après quelques succès, avaient échoué à conduire leurs concitoyens au chômage et à la misère. Mais, là encore, ce n'était que faux-semblant : les disciples de Milton Friedman n'avaient pas perdu leurs entrées à la présidence.

Conscient de cet échec complet, M. Jarpa avait, à l'automne dernier, offert sa démission. Le général Pinochet l'avait refusée, avant d'insinuer, le 6 novembre, le retour à l'état de siège. Aujourd'hui, le premier ministre, assés, est « jeté ».

Dans une Amérique où les dictatures militaires cèdent l'un après l'autre la place à des présidents élus, le général Pinochet est totalement isolé. Les États-Unis de Ronald Reagan eux-mêmes commencent à montrer des signes d'impatience. Mais le maître de Santiago n'est pas homme à céder. C'est donc bien à un nouveau durcissement que s'attend le pays.

Le dollar à plus de 10 F dopé par la confiance et la croissance

Une nouvelle poussée a été enregistrée sur le dollar lundi soir 12 février, la monnaie américaine battant de nouveaux records vis-à-vis du franc français et de la lire italienne : à New-York, les cours de 10 F et de 2 000 lires ont été atteints. Vis-à-vis du mark, le dollar a retrouvé son niveau de décembre 1971, à près de 3,28 DM, et de février 1975 vis-à-vis du franc suisse (2,786 FS), tandis que la livre tombait, pour la première fois, au-dessous de 1,10 dollar. A Paris, il a dépassé 10 F le 12 février en début d'après-midi : 10,023 F.

Aucune raison particulière n'est avancée pour expliquer cette nouvelle poussée, si ce n'est une très forte demande mondiale de dollars, avec des achats spéculatifs sur le marché à terme de Chicago, où les opérateurs se sont remis à jouer la hausse du « billet vert ».

Toutefois, après une étape qui a hissé le dollar de 3,17 à 3,28 DM et de 9,69 à 10 F, une certaine hésitation est perceptible chez ces mêmes opérateurs, qui se montrent prudents, d'autant que la majeure partie des banques américaines sont fermées mardi 12 février pour le Lincoln's Day. Dans ces conditions, les banques centrales pourraient intervenir plus efficacement.

Au cours de leur réunion mensuelle à Bâle, en début de semaine, leurs gouverneurs sont tombés d'accord, à l'unanimité, pour ne pas abandonner le principe des interventions, qui doivent être « opportunistes et bien coordonnées ».

Comme d'habitude, certains d'entre eux ont estimé que ces interventions ne devaient pas contrarier la tendance de fond, qui pour l'instant est à la hausse de la monnaie américaine. Ils soulignent au surplus que, sur des marchés où les échanges peuvent atteindre 200 milliards de dollars par jour, l'action des banques centrales ne peut être que ponctuelle, d'où la nécessité d'utiliser « d'autres moyens ».

Les milieux financiers internationaux demeurent sceptiques sur l'efficacité de ces moyens, quels qu'ils soient, étant donné l'ampleur des flux financiers qui se dirigent vers les États-Unis.

A Zurich, par exemple, les gérants de portefeuilles soulignent qu'il existe un seul marché au monde où l'on puisse vendre ou acheter 100 millions de dollars de bons du Trésor américain ou 2 millions d'actions IBM à 135 dollars pièce sans que les cours varient sensiblement : c'est le marché de New-York.

F.R. (Lire nos informations page 2.)

Les socialistes lancent une campagne contre M. Le Pen

Il est loin le temps où M. Jean-Marie Le Pen était considéré comme un homme qui pose de « vraies questions », mais y apporte de « fausses réponses ». Cette définition élaborée par M. Fabius le 5 septembre 1984 n'est plus de mise. « Vraies questions » ou pas, le Front national et son président feront l'objet, dans les semaines qui viennent, d'une campagne politique de grande ampleur engagée par les socialistes. M. Jean Poperen, numéro deux du PS, l'a annoncé lundi 11 février sur Antenne 2, à l'« heure de vérité » dont il était l'invité.

Cette campagne répond à deux nécessités. Une fondamentale — il s'agit de lutter contre la banalisation des thèmes de l'extrême droite, l'autre électorale, à un mois des élections cantonales et à un peu plus d'un an des législatives.

Dire que les idées de l'extrême droite « pénètrent » petit à petit, y compris dans les forces de la droite « traditionnelle », est devenu banal. Avant même les élections européennes de juin 1984, une enquête SOFRES, réalisée par un groupe de journaux de province, indiquait (1) que le succès de M. Le

Pen est fondé d'abord sur l'immigration et l'insécurité, et que le président du Front national exerce, à propos de l'immigration, son pouvoir de séduction sur un sympathisant de gauche sur cinq (autant de socialistes que de communistes). Les thèses de M. Le Pen pénètrent donc non seulement la droite « traditionnelle » mais aussi une partie de la gauche.

L'analyse des attitudes politiques des sympathisants du Front national et du PFN incite aussi à une certaine prudence quant aux comparaisons historiques avec l'extrême droite fascisante, totalitaire et résolument réactionnaire. Plus portés que la moyenne des sympathisants de l'opposition classique sur l'ordre et l'autorité de l'État, ils réclament plus massivement le rétablissement de la peine de mort, mais jugent majoritairement, contrairement aux autres, que la libéralisation de l'avortement constitue un progrès.

JEAN-YVES LHOMEAU. (Lire la suite page 8.)

(1) « SOFRES, Opinion publique 1985 », Gallimard.

L'avenir du plan Pisani

Dans une conférence de presse, tenue ce mardi 12 février à Nouméa, M. Edgard Pisani s'est estimé conforté dans sa mission par la lettre que lui a adressée lundi M. Laurent Fabius. Dans ce texte, le premier ministre recommande cependant au délégué du gouvernement en Nouvelle-Calédonie de « prendre en compte les plus intéressantes des propositions avancées par les diverses parties », c'est-à-dire aussi le plan avancé par M. Diek Ukebo, président du gouvernement territorial.

par DANIEL VERNET

Le plan Pisani repose sur un postulat et sur un pari. Comme le rappelle le programme du Parti socialiste, le postulat voulait que la Nouvelle-Calédonie soit en mal de décolonisation, confondue avec « la revendication indépendantiste qui a ses fondements dans l'histoire », pour citer la déclaration du délégué du gouvernement le 7 janvier dernier. Le droit du peuple canaque à l'indépendance avait été encore reconnu en juillet 1983, lors de la table ronde de Nouméa-Roches (Essonne) qui réunissait le gouvernement, les Caldoches et les représentants des populations d'origine mélanésienne. Le « statut Lamoignon » de septembre 1984 prévoyait l'autodétermination pour 1989.

En admettant que la Nouvelle-Calédonie soit une société coloniale et l'indépendance indésirable, on ne peut que trouver paradoxale la volonté manifestée par le gouvernement d'accélérer le processus au lendemain d'élections territoriales qui ont consacré la prééminence des anti-indépendantistes. Certes les indépendantistes canaques du FNKS ont boycotté ces élections, mais toutes les consultations de ces dernières années ont montré qu'il n'y avait pas en Nouvelle-Calédonie de majorité pour l'indépendance.

Difficile pari donc que de vouloir obtenir par des moyens démocratiques ce que refuse la majeure partie d'une population. Plus que l'Algérie, à laquelle on le, à tort comparée, la situation politique en Nouvelle-Calédonie évoque plutôt l'Irlande du Nord. Une minorité catholique y revendique au nom des droits historiques et nationaux, la réunification de l'île, contre une puissance étrangère.

(Lire la suite page 10.)

La déprime des syndicats

par MICHEL NOBLECOURT.

M. Krasucki semble prêcher dans le désert. S'il peut se réjouir de l'échec de la négociation sur la flexibilité de l'emploi — en ce attribuant un peu vite le mérite à sa centrale, — il ne peut constater une mise en mouvement qui ne vient pas. Le 10 janvier, à l'issue de la commission exécutive, le secrétaire général de la CGT avait affirmé : « Il ne doit pas s'agir d'une grève de vingt-quatre heures mais d'un mouvement plus important ».

Quelle pourrait donc bien être l'année de référence pour un tel mouvement ? 1947, 1953, 1963 voire 1968 ? L'exemple de 1947 est éloquent. Cette année-là aussi les quatre ministres communistes avaient cessé de participer à un gouvernement dirigé par un socialiste, Paul Ramadier.

Mais à trente-huit ans d'intervalle, les différences sont saisissantes. Le 25 avril 1947, un conflit avait démarré aux usines Renault, à Boulogne-Billancourt. Débordée dans un premier temps par cette grève motivée par une demande d'augmentation salariale, la CGT avait pris le train en marche et apporté sa caution, rejointe aussitôt par le Parti communiste qui s'était ainsi sur l'occasion. Face à une telle situation, Ramadier choisit l'épreuve de force : question de confiance et renvoi des ministres.

(Lire la suite page 30.)

Le point sur...

les cantonales

NOTRE DOSSIER PAGE 11

Alain DUHAMIEL



Le complexe d'Astérix

essai sur le caractère politique des Français

GALLINARD inf

AU JOUR LE JOUR

Répétition

Quoi de neuf ? Le dollar, comme d'habitude, monte, monte partout et a franchi un nouveau « seuil psychologique ». En Iran, des foules fanatiques sont encore descendues dans les rues pour acclamer l'imam Khomeiny et dénoncer l'impérialisme américain. Au Kremlin, on s'interroge sur la santé du numéro un soviétique et sur une éventuelle succession.

En France, la fin de la rupture de l'union de la gauche est consommée, et les états-majors s'en réjouissent. On parle de la torture en Algérie, l'essence et la baguette augmentent, le froid revient en force.

Il y a vraiment des jours où l'actualité ne fait aucun effort d'imagination.

BRUNO FRAPPAT.

LIRE

2. DÉBATS

La réforme électorale, par Maurice Duverger et François Luchaire.

5. ÉTRANGER

L'interminable lutte pour le pouvoir en Iran.

9. POLITIQUE

« Le tournant du PC et la politique du président », par Alfred Grosser.

17. SOCIÉTÉ

Deux nouvelles techniques d'investigation bouleversent le diagnostic médical.

34. LITTÉRATURE

La mort de Conrad Detrez.

DIPLOMATIE

RECEVANT A NEW-DELHI LE GÉNÉRAL JARUZELSKI

M. Gandhi évoque le rôle d'un agent polonais dans l'affaire d'espionnage

New-Delhi. — Le premier ministre indien, M. Rajiv Gandhi, a officiellement « attiré l'attention » du général Jaruzelski, en visite à New-Delhi, sur la mise en cause d'un agent polonais dans l'affaire d'espionnage qui agite la capitale indienne depuis trois semaines. Interrogé, lundi 11 février, par la presse après le premier entretien entre les deux chefs de gouvernement, le porte-parole du ministère indien des affaires extérieures a donné cette information, mais s'est refusé à s'engager plus avant, précisant seulement que ce dernier sujet n'avait pas figuré dans la conversation entre la délégation qui accompagne le général et les membres du gouvernement indien.

Reste que la publicité volontairement donnée par New-Delhi à cet aspect particulier de la rencontre au sommet constitue, malgré la brièveté de la référence, la première évocation officielle d'une implication polonaise dans le scandale. La presse indienne, habituellement alimentée par des « fuites » contrôlées, avait révélé, la semaine dernière, que l'attaché commercial adjoint de l'ambassade polonaise à Delhi, M. Jan Haberk, était, avec le colonel français Alain Bolley, l'un des clients réguliers du réseau d'espionnage mis au jour le mois dernier.

Après quatre années d'activité clandestine, l'intérêt est normalement centré à Varsovie en août 1984 ; il n'aurait donc pas fait l'objet d'un rappel ou d'une rentrée obligée. L'expulsion d'un second diplomate polonais après la confession de M. Coester Narayn, le chef supposé du réseau, n'a pas été confirmée. Pas plus d'ailleurs que les allégations similaires concernant un diplomate allemand et un Soviétique.

La mise en cause désormais officielle des services d'espionnage polonais est cependant d'autant plus embarrassante pour le général

De notre correspondant

Jaruzelski que sa visite en Inde constitue sa première sortie importante hors du bloc de l'Est. Le visiteur de Varsovie a néanmoins été reçu avec tous les honneurs, lundi matin, à l'aéroport de Delhi, par M. Rajiv Gandhi en personne et quelques-uns de ses ministres. Tapis rouges, revue de la garde, musique militaire et courtoisie du palais du président de la République : le déroulement traditionnel était en place, et il fallut attendre l'indication du porte-parole des affaires extérieures pour prendre la mesure du déplaisir indien à l'égard des diplomates espions venus de l'Est.

Ambiguïté

Rien de comparable cependant avec le traitement infligé à Paris. Tandis que l'ambassadeur de France à Delhi, M. Serge Boidewain, prépare discrètement ses bagages — il sera rentré à Paris pour la fin de ce mois — le représentant de la Pologne est resté par tous les dignitaires de l'Etat indien. Ambiguïté dont l'explication se trouve peut-être en partie dans le soutien polono-indien apporté par le numéro un polonais aux initiatives prises par New-Delhi en matière de désarmement nucléaire mondial.

Lundi soir, au banquet officiel offert en son honneur, le général Jaruzelski a dénoncé « les tentatives de déstabilisation économique, les agressions propagandistes » et, à l'ironie, « les interférences dans les affaires intérieures d'Etats souverains » dont la Pologne serait l'objet. Réaffirmant l'appartenance de son pays au pacte de Varsovie, le ministre polonais a eu une comparaison et indiqué que les tentatives pour briser ces liens n'avaient « pas plus de chances d'aboutir que la restauration du colonialisme en Inde ».

Un protocole commercial prévoyant une augmentation de 30 % des échanges entre les deux pays est en négociation et devrait être signé avant la fin de la visite, vendredi, du général polonais. En dehors de l'Union soviétique, Varsovie est le premier partenaire économique de l'Inde dans le bloc de l'Est. Mais les échanges, en déséquilibre constant au profit de New-Delhi, demeurent assez modestes et étaient par exemple trois fois moins élevés en 1984 que le commerce franco-indien (1). C'était il est vrai avant le « scandale du siècle ».

PATRICE CLAUDE.

(1) Les échanges indo-polonais se sont élevés à 1,6 milliard de francs en 1984, ceux de la France avec l'Inde ont atteint 5 milliards de francs, dont 2,9 milliards de francs d'exportations françaises.

« Flambée de violence au Cachemire. — Une flambée de violence a marqué, lundi 11 février, le premier anniversaire de l'indépendance du Cachemire. Des responsables du Front de libération du Cachemire, réclamant la formation d'un Etat du Cachemire souverain et unifié, A. Srinagar, capitale de la partie sous administration indienne de cette province, une pétition a été déposée quand la police a ouvert le feu pour disperser des manifestants. — (Rester.)

« Ultimatum des dirigeants algériens. — Des responsables du parti ALAN Dal (autonomiste sikh, modéré) ont adressé, le 11 février, un ultimatum au gouvernement central, dans lequel ils demandent notamment la libération des militants sikhs arrêtés à la suite de l'intervention de l'armée au Pendjab, en juin dernier, et la punition des responsables des actions terroristes qui se sont produites après l'assassinat d'Indira Gandhi. L'ALAN Dal a l'intention d'organiser une « longue marche » sur New-Delhi à partir du 8 mars si ses exigences ne sont pas satisfaites. — (AFP.)

« Le seul espoir des juifs soviétiques est de servir de monnaie d'échange »

assure Alain Finkelkraut

L'écrivain Alain Finkelkraut a rendu compte, le lundi 11 février à Paris, des informations qu'il avait pu recueillir sur les juifs d'URSS lors de son voyage à Moscou et à Kiev. Ce voyage, qui devait se poursuivre dans d'autres villes d'URSS, avait été interrompu, l'écrivain et son amie Dominique Nora, journaliste à Libération, ayant été expulsés jeudi après trois jours d'interrogatoire par le KGB à Kiev.

L'écrivain avait cependant pu s'entretenir avec un certain nombre de réfugiés (juifs à qui le visa d'émigration pour Israël a été refusé). Il en retire le sentiment que les juifs d'URSS ne sont pas seulement, comme les minorités nationales, soumis « à l'assujettissement de l'impérialisme russe », mais que leur communauté fait l'objet « d'un effort programmé et méthodique de dissolution » et est poussée vers « l'assimilation forcée ».

Alain Finkelkraut fait remarquer que, dans l'idéologie officielle, c'est maintenant la seconde guerre mondiale et non plus la révolution qui est présentée comme l'événement fon-

damental et que « l'antisémitisme est en quelque sorte légitimé par l'antisémitisme ». Il relève trois types d'antisémitisme en URSS : l'antisémitisme « ordinaire », quotidien et traditionnel, l'antisémitisme officiel et celui de ceux « qui, en privé, conviennent que la révolution a été une catastrophe, mais qui attribuent aux juifs bolcheviks ».

Les juifs d'URSS, estime Alain Finkelkraut, ne peuvent espérer d'amélioration de leur sort pour des raisons d'ordre humanitaire de la part « d'un régime auquel tout humanisme est étranger ». Leur seul espoir, dit-il, réside dans le pragmatisme des autorités ; c'est l'espoir de servir de monnaie d'échange dans les négociations internationales qui vont s'ouvrir. L'aggravation de la répression qu'ont actuellement à subir les juifs d'URSS serait ainsi une façon de faire monter les enchères avant les négociations.

Alain Finkelkraut relève également que les réfugiés s'inquiètent de recevoir de moins en moins de visites d'Occidentaux.

Ambassadeur des Etats-Unis à Paris

M. EVAN GALBRAITH
ANNONCE
SON PROCHAIN DÉPART
DE FRANCE

M. Evan Galbraith, ambassadeur des Etats-Unis en France, a annoncé, lundi 11 février, qu'il quitterait ses fonctions en juillet prochain après un peu plus de trois années de séjour à Paris. Dans un communiqué diffusé par l'ambassade des Etats-Unis, M. Galbraith déclare que l'annonce de ses fonctions en France a été pour lui une « expérience unique ». « Ma femme, qui a été pour moi un partenaire dans cette entreprise, et moi-même resterons très proches de la France et espérons y revenir fréquemment. »

Banquier de profession, M. Galbraith avait été nommé à Paris en novembre 1981, après avoir activement participé à la campagne de M. Reagan en 1980. Dans le communiqué diffusé lundi, M. Galbraith n'exclut pas la possibilité de jouer un rôle actif dans les rangs des conservateurs après son retour aux Etats-Unis.

LE VOYAGE DU ROI FAHD AUX ETATS-UNIS

Les divergences subsistent entre Washington et Ryad sur le règlement du conflit israélo-arabe

Correspondance

Washington. — Le premier jour de la visite du roi Fahd n'a pas été exempt d'un climat d'ambiguïté, mais les déclarations publiques du souverain et du président Reagan confirment que les divergences de point de vue subsistent. Dans son allocution d'arrivée, le souverain saoudien, en évoquant le problème palestinien, « réitère essentiellement l'instabilité et de l'agitation dans la région », invite le président « à soutenir la juste cause du peuple palestinien ». Mais, dans sa réponse, le président Reagan souligne que « la sécurité d'Israël et d'autres nations de la région, ainsi que les droits légitimes du peuple palestinien, pouvaient et devaient faire l'objet de négociations directes ». Le secrétaire d'Etat, M. Shultz, devait être encore plus explicite en déclarant qu'il n'y avait qu'une « seule voie » pour arriver à la paix au Proche-Orient, à savoir « des négociations directes entre Israël et ses voisins arabes » fondées sur la résolution 242 du Conseil de sécurité impliquant l'abandon par Israël des territoires occupés depuis 1967 en échange d'un traité de paix avec ses voisins arabes.

Ainsi les premières conversations d'annonces aucun changement des positions respectives des deux parties. Les Américains n'ont pris aucun engagement de jouer un rôle plus actif, sauf si un véritable accord se dégageait des discussions entre le secrétaire d'Etat, M. Shultz et le roi Fahd. La nouvelle d'un accord intervenu à Amman sur « une formule d'action commune » pour aboutir à la solution du problème pa-

lestinien ne semble pas avoir modifié le point de vue des Américains. Le département d'Etat faisait savoir que les Saoudiens eux-mêmes s'interrogeaient sur ce que signifiait cette formule vague. Quant aux diplomates américains, ils affichaient leur scepticisme sur la portée de l'accord intervenu à Amman. Seul l'acceptation par l'OLP de la résolution 242, dit-on, représenterait une véritable « percée » vers un règlement de paix. Mais étant données les divergences de vues entre les pays arabes et au sein même de l'OLP, cette perspective paraît encore bien lointaine.

Le problème des livraisons d'armes à l'Arabie saoudite a été abordé indirectement dans la discussion au sujet de la guerre entre l'Irak et l'Iran. Le président Reagan a souligné que les Etats-Unis feraient tout leur possible pour mettre fin au conflit, mais aussi pour coopérer avec l'Arabie saoudite afin de protéger l'intégrité de son territoire. Le secrétaire d'Etat, M. Shultz, évoqua « les longues années d'une coopération militaire efficace » entre les Etats-Unis et l'Arabie saoudite, qui, selon lui, a permis de créer un bon climat de confiance face aux menaces de l'Irak. A dire vrai, en soulignant que la sécurité de l'Arabie saoudite était un élément vital pour la sécurité des Etats-Unis, les dirigeants américains préparent déjà le terrain en vue d'obtenir du Congrès son approbation à la vente de quarante appareils F-15 supplémentaires.

HENRI PIERRE.

LA VISITE DE M. DUMAS A ALGER

« Il n'y a pas de problèmes entre la France et l'Algérie »

assure le ministre des relations extérieures

Alger (AFP). — M. Roland Dumas a effectué, lundi 11 et mardi 12 février, à Alger, une « visite de travail » au cours de laquelle il s'est entretenu avec son homologue algérien, M. Ahmed Taleb-Abrahimi, et a rencontré le président Bendjedid Chadli. A son arrivée, le ministre français des relations extérieures, accueilli par M. Noureddine Harbi, vice-ministre chargé de la

coopération, a indiqué qu'il venait « débattre des grands dossiers qui intéressent les deux pays ».

Il a souligné qu'il n'avait pas employé le mot « problèmes », car « il n'y a pas de problèmes, il y a des dossiers et des affaires qui concernent l'Algérie et la France ainsi que cette région du monde ». Cette visite « de contact » est la première qu'effectue M. Dumas au Maghreb depuis qu'il est à la tête de la diplomatie française. Le ministre français se rendra, vendredi 15 février, au Maroc avant d'aller ultérieurement en Tunisie.

Réunis à Rome LES MINISTRES DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DES DIX S'INOUEVENT DU DÉVELOPPEMENT DU TERRORISME

Les ministres des affaires étrangères des dix pays de la Communauté européenne se sont réunis, ce mardi 12 février, à Rome, pour une séance de coopération politique d'une journée. Le principal sujet de cet échange de vues devait être le développement du terrorisme en Europe et les moyens d'y faire face. Sur cette question, il était prévu que le ministre français des relations extérieures, M. Roland Dumas, fit le point de la coopération entre Paris et Rome avec son collègue italien, M. Giulio Andreotti, à l'occasion d'un entretien en aparté, compte tenu de la controverse à laquelle le problème des extraditions a donné naissance entre les deux capitales.

En cours de cette journée, les ministres des affaires étrangères de la CEE devaient également examiner la situation au Proche-Orient et les initiatives que la Communauté serait susceptible d'y prendre, ainsi que les rapports Est-Ouest à trois semaines de la reprise des pourparlers américains-soviétiques sur la limitation des armements en Afrique et l'Amérique centrale figurant également au programme des discussions.

« Le numéro deux du FLN à Paris. — M. Mohamed Chérif Messadia, numéro deux du Front de libération nationale, devait — fait inhabituel — être reçu, ce mardi 12 février, par le président Mitterrand, à l'occasion de la première visite de travail qu'il effectue en France, depuis dimanche, à l'invitation du Parti socialiste. Il devait également rencontrer, mardi, M. Michel Rocard, ministre de l'Agriculture, et le groupe socialiste de l'Assemblée nationale, et quitter Paris le soir même. Le responsable algérien s'est entretenu, lundi, avec les dirigeants du PS, notamment M. Lionel Jospin, avant d'être l'hôte à dîner de M. Christian Nucci, ministre délégué à la coopération et au développement.

« M. Chadli au Etats-Unis. — Le président Chadli Bendjedid sera reçu à la Maison-Blanche par le président Reagan, le 17 avril, a indiqué officiellement, lundi 11 février, la présidence américaine (le Monde du 9 février). En annonçant cette visite d'Etat, la première jamais effectuée aux Etats-Unis par un président algérien, la Maison-Blanche s'est félicitée des « excellentes relations » entre les Etats-Unis et l'Algérie. — (AFP.)

LE ROI HUSSEIN ET M. ARAFAT SONT D'ACCORD POUR POURSUIVRE LES ENTRETIENS JORDANO-PALESTINIENS

(Correspondance)

Amman. — A l'issue d'une visite de vingt-quatre heures de M. Yasser Arafat à Amman, un communiqué officiel a annoncé, lundi 11 février, que le roi Hussein de Jordanie et le chef de l'OLP étaient tombés d'accord sur « une action commune en vue d'un règlement pacifique du problème palestinien ». Aucun détail n'était cependant fourni sur le contenu de cet accord dont le principal intérêt semble, en attendant plus ample information, de relancer l'attention sur les discussions jordanopalestiniennes, qui n'avaient guère avancé depuis la tenue en novembre dernier à Amman du Conseil national palestinien.

Le souverain jordanien avait alors appelé l'OLP à s'associer à la Jordanie dans une initiative susceptible de relancer le processus de paix au Proche-Orient. Il suggérait de prendre pour but de cette initiative la résolution 242 du Conseil de sécurité des Nations unies et proposait pour cadre à des négociations de paix une conférence internationale. Les Jordaniens souhaitaient une réponse de l'OLP dans les délais les plus brefs possibles afin de pouvoir tirer parti du climat créé par la réélection du président Reagan à la Maison-Blanche.

Au cours des trois dernières semaines, le comité exécutif de l'OLP s'est réuni à plusieurs reprises à Tunis pour étudier la proposition du roi Hussein, tandis qu'un des proches conseillers de M. Yasser Arafat, M. Khalid El Hassan, faisait la navette entre la capitale jordanienne et Amman. Le scepticisme était cependant de rigueur dans la capitale jordanienne, où l'on s'attendait à une nouvelle reculade du chef de l'OLP.

A première vue, l'accord annoncé lundi soir va à l'encontre de ce scepticisme, mais il convient toutefois de ne pas en tirer de conclusions hâtives. Les dirigeants jordaniens et palestiniens interrogés sur le contenu de cet accord demeurent extrêmement vagues. « Il s'agit, juste de principes », déclare un conseiller du roi Hussein. « Les discussions vont continuer », souligne-t-on dans l'entourage de Yasser Arafat, ce qui paraît signifier qu'il s'agit avant tout d'un accord sur la poursuite des pourparlers jordanopalestiniens.

L'OLP rejette toujours la résolution 242 des Nations unies, que le roi Hussein considère comme la seule base réaliste pour un règlement de la question palestinienne. Les modalités de représentation de la centrale palestinienne dans d'éventuelles négociations de paix, autre sujet sensible, n'ont pas non plus été définies.

Selon un membre du comité exécutif, l'OLP attendrait, d'autre part, les résultats de la visite à Washington du roi Fahd d'Arabie saoudite.

EMMANUEL JARRY.

Soudan

SUPPLICES EN TOUT GENRE

Khartoum (AFP). — Un tribunal pénal de Khartoum a condamné, dimanche 10 février, à des supplices variés, qui vont de la mort aux coups de pied, trois personnes reconnues coupables de coups et blessures volontaires.

Selon le registre quotidien des décisions des deux tribunaux pénaux de la capitale soudanaise, la douzième chambre a décidé que l'un des condamnés, Ismaïl Adam, garçon de courses, recevra vingt-cinq coups de fouet, des coups de pied à la tête et sera mortu dans le dos.

Un second coupable, Ismaïl Mohamed Khode, se verra également infliger vingt-cinq coups de fouet et des coups de pied dans le ventre.

Le troisième condamné, Jaber Ismaïl, Af-Fau, boucher, recevra trente coups de fouet, des coups de pied à la tête et aura la main droite brisée.

En outre, tous trois devront soit payer une amende de 20 livres (à peu près 25 dollars américains), soit passer trente jours en prison. La teneur de ces amendes sera versée à la partie civile, à titre de dommages et intérêts, a décidé le tribunal, qui n'a pas précisé par qui ni comment seraient appliqués les châtiements corporels.

(Publicité)
DES IDÉOLOGIES AUX TERRORISMES ?
Le FORUM pour l'Indépendance et la Paix organise un débat avec la participation de :
Pierre BLANCHET, André GLUCKSMANN, Olivier MONGIN
le JEUDI 14 FÉVRIER 1985, à 20 h 30
Entrée sur invitation. Tél. : 222-77-75.

Le Monde
CONSEILS ET COORDONNÉS
DE FÉVRIER EST PARU

PATIO DU GRAND HOTEL
LE RENDEZ-VOUS DES AFFAIRES PLACE DE L'OPÉRA.
Menu 185 F, vins, taxes et service compris
LE GRAND HOTEL - 2, rue Scribe - Paris - Tél. : 268.12.13

مكتبة الجليل

PROCHE-ORIENT

Iran

LE SIXIÈME ANNIVERSAIRE DE LA RÉVOLUTION ISLAMIQUE

Une interminable lutte pour le pouvoir

Six ans après la révolution islamique du 11 février 1979, le régime est toujours en proie aux conflits qui opposent entre elles les différentes factions du clergé au pouvoir. Ce défi persistant vous soumet la politique de Téhéran à un immobilisme stérile et dangereux. Plus grave encore, les rivalités au sein du sérail islamique se sont aggravées, une lutte féroce pour la succession s'étant engagée en 1984 à la suite de la dégradation de l'état de santé de l'imam Khomeiny. Le « guide de la révolution », qui intervient moins fréquemment dans ces querelles intestines, demeure cependant le seul maître à bord et l'arbitre incontesté qui impose ses vues. Malgré ses quatre-vingt-six ans et sa santé fragile, il reste la pièce maîtresse du régime et l'autorité suprême dont les décisions ne sont jamais mises en cause ouvertement.

Amoini physiquement, l'imam ne peut contrôler l'application au jour le jour de sa politique et a délégué une partie de ses attributions à l'ayatollah Hossein Ali Montazeri, qui passe de plus en plus pour son dauphin. Contesté il y a encore deux ans par ses pairs au sein de la haute hiérarchie religieuse, l'ayatollah Montazeri s'est révélé au fil des mois un tacticien habile et efficace. Il ne possède certes pas le charisme de l'imam, mais est pourvu d'une bonne dose de sagesse paysanne, et son discours a récemment évolué pour devenir celui d'un dirigeant responsable soucieux d'améliorer l'image de marque du régime.

C'est ainsi qu'il est intervenu à plusieurs reprises vers la fin de l'année 1984 en faveur de M. Bazargan et de ses amis libéraux en butte à la vindicte des éléments jusqu'au-boutistes des Gardiens de la révolution. Éliminé du Parlement sous la pression des ultras, M. Bazargan, qui avait été le premier chef de gouvernement de la République islamique, n'a pas désarmé et poursuit massivement, dans la mesure de ses moyens, sa lutte tranquille pour la libéralisation du régime de Téhéran. Il a publié en septembre dernier un ouvrage fort critique, *La Révolution en deux mouvements*, dans lequel il affirme que tous les malheurs présents de l'Iran proviennent de la regrettable proposition qu'ont les religieux de monopoliser le pouvoir. Il va encore plus loin en soutenant que l'imam Khomeiny porte l'entière responsabilité de cette situation, car, dit-il, il a taillé à sa mesure un régime qui n'est « ni démocratique, ni fasciste, ni marxiste », mais constitue un ensemble hétéroclite qui ne tient que par sa seule présence. Il laisse ainsi entendre que la Révolution islamique survivra difficilement à la disparition de l'imam.

L'ouvrage de M. Bazargan, tiré à deux reprises à plus de 60000 exemplaires et vendu dans toutes les librairies de Téhéran, a attiré la colère des « radicaux ». L'ancien procureur de la révolution de Téhéran, M. Asadollah Ladjevardi, et

les étudiants de la ligne de l'imam ont tenté aussitôt de discréditer M. Bazargan en publiant des documents « compromettants » découverts dans l'archive de l'ambassade des États-Unis. Le domicile de M. Yazdi, ancien ministre des affaires étrangères et l'un des fidèles lieutenants de M. Bazargan, et celui du fils de ce dernier ont été incendiés par des Gardiens de la révolution proches de M. Ladjevardi. Le siège du parti de M. Bazargan a été attaqué lors d'une réunion publique, et plusieurs des collaborateurs les plus proches de l'ancien premier ministre ont été passés à tabac. Sollicité par M. Bazargan, l'ayatollah Montazeri n'a pas hésité à intervenir personnellement pour exiger qu'un terme soit mis aux attaques contre le groupe des « libéraux », qui, selon lui, ont la même légitimité que les autres groupements islamiques. L'attaque dont vient d'être l'objet le siège du parti de M. Bazargan constitue un échec pour le dauphin de l'imam.

Une victoire des « modérés »

L'ayatollah Montazeri, dont l'une des attributions est précisément de superviser et d'unifier le pouvoir judiciaire, avait eu plus de succès dans l'épreuve de force qu'il avait engagée contre M. Ladjevardi, qui avait fait de la prison d'Evin, dont il était le directeur, un véritable État au sein de l'État, en s'opposant systématiquement aux tentatives du Conseil supérieur de justice (qui comprend cinq hauts dignitaires religieux traditionnels) pour normaliser la procédure judiciaire en l'islamisant conformément à la Constitution. En sa qualité de procureur de la révolution de Téhéran, M. Ladjevardi s'est opposé à toute ingérence du pouvoir judiciaire dans les affaires de la prison d'Evin, qu'il a toujours considérée comme une chasse gardée, y multipliant les exécutions sommaires. Celui que beaucoup d'Iranais appelaient le « boucher de Téhéran » a été neutralisé rapidement, en deux temps. En octobre 1984, il a été privé de son poste de directeur de la prison d'Evin, et tout récemment encore, au début de février, de ses fonctions de procureur de la révolution de Téhéran.

Le départ de M. Ladjevardi, qui fut pendant près de cinq ans l'âme et le principal inspirateur de la répression, constitue une importante victoire pour les « modérés » du régime. L'ancien directeur de la prison d'Evin était notamment hostile à toute mesure de libération des détenus politiques, estimant qu'une fois libérés ces derniers recommenceraient aussitôt leurs « activités subversives ». L'ayatollah Montazeri pense pour sa part que les groupes opposés à la révolution, défaits politiquement et militairement, ne représentent plus un danger pour le régime, et que, en consé-

quence, il faut prendre le risque de libérer graduellement certaines catégories de détenus dont le maintien en prison discrédite le régime. Dans cet esprit, le dauphin de l'imam avait fait préparer une liste de trois mille détenus politiques, pour la plupart des femmes et des enfants, dont il suggérait l'élargissement. Il n'a pu cependant obtenir le feu vert de l'imam, qui, dans ce cas précis, semble s'être rangé à l'avis de M. Ladjevardi.

La victoire remportée par l'ayatollah Montazeri semble donc fragile et partielle. Bien qu'affaibli par sa double disgrâce, M. Ladjevardi demeure dans la hiérarchie judiciaire et dispose en outre de puissantes complicités au sein de la fraction jusqu'au-boutiste des Gardiens de la révolution. Il est vrai que désormais — théoriquement du moins et en vertu d'une décision rendue publique il y a deux mois — aucune sentence de mort ne pourra être appliquée sans l'approbation du Conseil supérieur de justice et que de nombreux tribunaux révolutionnaires connus pour leur procédure expéditive ont été dissous à travers le pays. Mais la lutte entre l'appareil répressif datant du début de la révolution et les nouvelles institutions de la justice islamique péniblement mises en place n'en est encore qu'à ses débuts. Nombreux sont les parquets et tribunaux révolutionnaires qui échappent au contrôle du pouvoir judiciaire central et continuent leur travail de répression d'une manière indépendante.

En ce qui concerne la stratégie à suivre pour mettre un terme à la guerre du Golfe, les divergences entre les différents courants du pouvoir sont moins évidentes. Nul parmi les dirigeants n'a osé en effet s'opposer à l'imam et s'élever ouvertement contre la poursuite de la guerre, qui est devenue d'autant plus impopulaire qu'on ne voit pas comment elle peut se terminer par une victoire militaire de plus en plus improbable. L'imam Khomeiny a d'ailleurs découragé toute réclamation possible à ce sujet en réaffirmant une fois de plus, en décembre dernier, à l'occasion de la commémoration de la naissance du prophète, et en paraphrasant un des versets du Coran, que la guerre durera « jusqu'à la disparition de tous les centres de complot à travers le monde ».

Une guerre d'usure

On note cependant un net infléchissement du ton des discours officiels concernant la poursuite de la guerre. Les responsables ne parlent plus de l'« opération finale » censée mettre les Irakiens à genoux, semblant ainsi envisager une interminable guerre d'usure qui ne prendrait fin qu'avec l'effondrement politique du régime irakien.

La guerre d'usure est cependant une arme à double tranchant et coûte aussi cher à l'économie iranienne qu'à celle de Bagdad. Le coût du conflit pèse lourdement sur le niveau de vie d'un pays qui compte entre trois et quatre millions de chômeurs. C'est d'ailleurs dans le but d'aggraver une situation économique désastreuse que l'Irak a déclenché une nouvelle escalade militaire, dans les eaux du Golfe, pour tenter de priver le régime de Téhéran de son unique source en devises étrangères.

Les dures réalités de la crise financière et économique, accentuées par le blocus de l'île de Kharg, ont apparemment renforcé le courant modéré, mais les tensions subsistent. Selon toute évidence, celui-ci est à l'origine des tentatives d'ouverture vers l'Occident ébauchées en juillet dernier par l'homme d'État Rafsanjani, qui a renforcé son pouvoir au Parlement et dans le pays à la suite des élections législatives et qui dispose apparemment d'un soutien discret de l'ayatollah Montazeri.

Mais les adversaires d'une paix négociée et d'un rapprochement avec l'Occident demeurent encore tout-puissants et semblent confiants dans leur détermination par l'intransigeance dont fait montre l'imam Khomeiny en ce qui concerne la poursuite de la guerre.

JEAN GUEYRAS.

LA FRANCE

Déjà pré-contaminée, a retrouvé sa grande territorialité par les zones maritimes (saumon mondial). La perte de la Nouvelle-Calédonie entraînerait un retrait de 2 millions de km² (soit 10 millions de km² restants par effet de contagion) de zones maritimes aux juridictions nationales, avec les possibilités de nouvelles pêcheries et autres richesses à découvrir, voir la page 1.

LA FRANCE 3^e SUPERPOUissance de François de Pressat (356 pages, 70 F franco) 49500 NUËLL-SUR-LAYON

A ses lecteurs qui vivent hors de France

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE SÉLECTION
INTERNATIONALE

Ils y trouveront une sélection des informations, commentaires et critiques pures dans leur quotidien

BROCANTE de PARIS
100 ANTIQUAIRES et BROCANTEURS

17^{ème} SALON DU VIEUX PAPIER DE COLLECTION
Cartes postales, livres, affiches, gravures, etc.

1^{re} FOIRE DE L'OCCASION
DES AFFAIRES À FAIRE, NEUF ou SECONDE MAIN
Cafés - Vêtements - Livres - Matériel de cuisine - Véhicules - Caravanes - Sports - Matériel de réceptions - Bouteaux - Matériel de bureau - Machines à écrire - Disques - etc.
8 AU 17 FÉVRIER/PORTE DE VERSAILLES
du 11 h à 19 h - sois. et dim. de 10 h à 20 h

EN SUEDE, SELON L'OCDE, IL Y A PLUS DE ROBOTS PAR OUVRIER QUE DANS TOUT AUTRE PAYS.

VOLVO EST LA SOCIÉTÉ SUEDOISE QUI EN EMPLOIE LE PLUS. AVEC EUX, DEPUIS 10 ANS, VOLVO SUPPRIME PROGRESSIVEMENT LE TRAVAIL À LA CHAÎNE.

VOLVO

BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1984



Le « Bilan économique et social » du Monde a dix ans. En 1975, le premier numéro décrivait un monde en état de crise après le premier choc pétrolier. La dixième édition, intitulée « Dérive », dresse en 198 pages un nouvel état des lieux et établit un constat : le retard de l'Europe par rapport aux États-Unis et au Japon dans la course au développement se creuse. La « dérive » européenne se précise d'alarmante façon. Montée du dollar et niveau élevé des taux d'intérêt américains, réchauffement des dettes en Amérique latine, aggravation de la situation du tiers monde, progression du chômage en Europe : autant de faits qui ont dominé l'année 1984 et qui sont analysés en profondeur illustrés de nombreux tableaux et graphiques. En France l'insécurité fait suite à la rigueur. Le bilan analyse les grandes tendances de l'année et fait le point sur la politique des restructurations industrielles. Enfin les correspondants du Monde à l'étranger décrivent ce qu'a été l'année économique et sociale 1984 dans 143 pays et présentent ainsi avec cartes et graphiques une véritable « radioscopie » de la planète qui ne laisse pas de côté les départements et territoires d'outre-mer.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 35 F ET AU « MONDE »

Le Monde

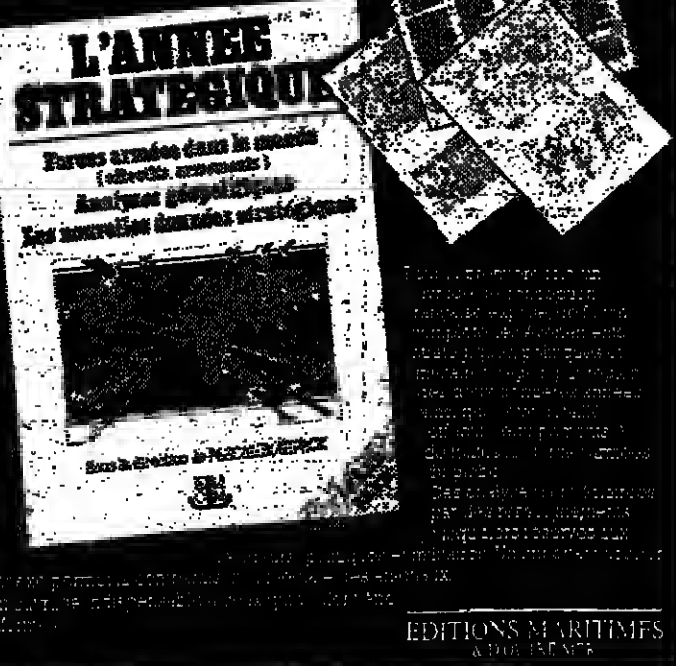
5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09

BON DE COMMANDE BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1984

NOM PRÉNOM
ADRESSE
CODE POSTAL VILLE
Nombre d'exemplaire(s) x 39,00 F (frais d'expédition inclus) = F

Commande à faire parvenir avec votre règlement au MONDE, service de la vente au numéro, 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

Le premier guide complet de stratégie mondiale



EDITIONS MARITIMES

Soudan SUPPLICES EN TOUT GENRE

Le Soudan (AFP). — Un tribunal de Khartoum a condamné, dimanche 10 février, dix-sept personnes à des peines allant de la prison à la mort. Les condamnés sont des membres de la résistance armée, des soldats de l'armée gouvernementale et des civils. Les juges ont déclaré que les accusés étaient responsables de la mort de plusieurs personnes et de la destruction de biens. Les condamnés ont été exécutés par tirage au sort. Les juges ont également condamné à la prison à vie un certain nombre de personnes. Les condamnés ont été exécutés par tirage au sort. Les juges ont également condamné à la prison à vie un certain nombre de personnes. Les condamnés ont été exécutés par tirage au sort. Les juges ont également condamné à la prison à vie un certain nombre de personnes.

EUROPE

Grande-Bretagne

Le gouvernement convaincu de « désinformation » pendant la guerre des Malouines

Londres. — Le premier ministre et la plupart des membres du gouvernement sont furieux. Ils avaient du mal à cacher leur embarras lors de la réception organisée lundi 11 février pour célébrer le dixième anniversaire de l'élection de M^{re} Thatcher à la tête du Parti conservateur. A cette occasion, le premier ministre ne s'attendait pas à recevoir ce que la presse considère comme « une sévère leçon ».

Quelques heures plus tôt, à la surprise générale, le jury de la cour de Londres venait d'acquiescer à un haut fonctionnaire du ministère de la défense accusé, aux termes de la loi sur les secrets officiels, d'avoir transmis à un député de l'opposition un dossier confidentiel concernant les « circonstances troubles » au cours desquelles le croiseur argentin *General Belgrano* a été coulé par un sous-marin britannique au début de la reconquête des Malouines.

En juillet 1984, M. Clive Ponting, trente-huit ans, chef du bureau chargé des opérations de la marine, a adressé anonymement à M. Tam Dalyell, député travailliste, deux rapports (qui n'étaient pas ou plus classifiés) révélant que le gouvernement avait immédiatement induit en erreur le Parlement sur cet épisode crucial du conflit et qu'ensuite le ministère de la défense s'était efforcé de dissimuler cette « désinformation », malgré de multiples demandes d'explications présentées à la Chambre des communes.

Cette révélation a relancé avec éclat la polémique sur les événements du 2 mai 1982 à propos desquels existaient déjà de sérieux soupçons, puisque l'opposition, depuis deux ans, réclamait la création d'une commission d'enquête à ce sujet. On devinait que le gouvernement avait agi avec précipitation, en choisissant délibérément l'escalade. En effet, le torpillage du *General Belgrano* — dont 368 membres d'équipage ont péri — avait marqué un point de non-retour au lendemain du commencement des hostilités. A l'époque, le gouvernement de M^{re} Thatcher avait eu du mal à justifier l'ordre d'interception car le navire argentin se trouvait en dehors

De notre correspondant

de la « zone d'exclusion » fixée précédemment par le commandement britannique.

C'était d'autant plus gênant que, au moment de l'attaque, le gouvernement péruvien tentait une ultime médiation entre Londres et Buenos-Aires (mais M^{re} Thatcher a toujours déclaré que le 2 mai elle ignorait encore cette démarche). Le 4 mai, Sir John Nott, ministre de la défense, devait affirmer que l'intervention du sous-marin nucléaire d'attaque *Conqueror* avait été rendue inévitable parce que « le *Belgrano* se dirigeait vers la flotte britannique et était donc sur le point de franchir la limite établie ».

Or l'un des documents transmis par M. Ponting l'an dernier a montré que, plusieurs heures avant le torpillage, le croiseur avait fait demi-tour et s'éloignait de la flotte britannique. Scandale : si M^{re} Thatcher et les membres de son cabinet, quand l'ordre a été donné, n'étaient pas au courant de ce changement (curieusement, l'état-major a cru bon de ne pas fournir aussitôt cette information), ils le savaient fort bien deux jours après, lors de la communication aux Communes. M. Ponting a apporté la preuve d'un mensonge évident que les services de M. Michael Heseltine, actuel ministre de la défense, ont voulu taire.

L'opposition triomphe...

Face à un tollé général, M^{re} Thatcher a dû reconnaître en septembre dernier que la version gouvernementale était inexacte. Mais elle a fait front comme à son habitude en répliquant que la question sur la « position précise du *Belgrano* était hors de propos » et que si c'était à refaire elle agirait de même, car le croiseur argentin représentait, quoi qu'il en soit, une menace pour le corps expéditionnaire britannique. Cependant, quelques semaines plus tard, on devait apprendre que un des livres de bord du sous-marin *Conqueror* avait mystérieusement disparu, ce qui ne faisait qu'ajouter à la confusion du gouvernement.

« Quelqu'un », a déclaré M. Ponting à son procès, devait apprendre au Parlement comment il avait été trompé et comment le gouvernement se proposait de tromper encore une commission des Communes. » Débat de principe : la défense de M. Ponting était aussi celle de la démocratie parlementaire à laquelle les Britanniques sont profondément attachés.

Ce jugement ne manquera pas d'avoir de multiples répercussions. Toute la presse le soulignait mardi matin dans ses éditoriaux. Le titre du *Financial Times* était éloquent : « La loi est un âne ». Pour sa part le *Times* félicitait le jury pour « son subtil mépris » du caractère « répressif » de la loi sur les secrets officiels (qui date de 1911). Le quotidien estime qu'il ne reste plus au gouvernement qu'à introduire une nouvelle législation plus adaptée, plus limitée dans son champ d'application, et à en faire usage seulement à bon escient. Le *Daily Telegraph* est plus réservé sur cette décision de justice et fait observer que M. Ponting, malgré son geste, continue de défendre le bien-fondé de l'opération sur les Malouines, dans son ensemble. Quant au *Daily Telegraph* et au *Daily Star* ils considèrent ce verdict comme un danger pour le pays.

L'opposition travailliste triomphe et estime que le gouvernement va devoir cesser la « chasse » à laquelle il s'est livré ces dernières années pour tenter d'empêcher les fuites de plus en plus nombreuses dans les diverses administrations. Les dirigeants travaillistes rappellent que M^{re} Thatcher a profondément remanié la haute fonction publique, selon ses conceptions, après son arrivée au pouvoir. Ils affirment qu'elle peut maintenant se excuser et la « manie du secret » dont fait preuve son cabinet. Plusieurs groupes de pression se sont constitués pour réclamer une loi sur la liberté de l'information telle qu'elle existe aux Etats-Unis, où M. Ponting n'aurait pu être poursuivi.

FRANCIS CORNU.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

Une large majorité d'Américains sont favorables à la peine de mort

Deux sondages récents aux Etats-Unis viennent d'indiquer qu'une majorité sans précédent d'Américains sont favorables à la peine de mort. Dans une enquête de la firme Gallup, 72 % des personnes interrogées se sont prononcées pour la peine capitale, ce pourcentage s'élevait à 64 % d'après un autre sondage réalisé par une agence de presse américaine. En 1966, ce nombre était de 42 %.

La dernière étude d'opinion, menée sur un échantillon d'environ mille cinq cents personnes, révèle cependant que près de 53 % des Américains interrogés estiment que la peine de mort n'est pas appliquée de manière équitable et 65 % pensent que les condamnés appartenant à des minorités raciales sont exécutés en plus grand nombre que les autres.

Une chose est sûre : le rythme des exécutions dans les prisons américaines ne cesse de s'accroître. Alors qu'en 1977, l'année qui avait suivi la remise en pratique

de la peine capitale, un seul condamné était passé sur la chaise électrique, ce nombre a été de deux en 1979 et 1982, de cinq en 1983 et de vingt et un en 1984. Au cours des deux premières semaines de 1985, quatre exécutions ont déjà eu lieu, dont celle d'un homme — un Noir — qui n'était même pas accusé de meurtre. Quelques mille quatre-vingt-cinq personnes, condamnées à la peine capitale, attendent leur sort actuellement dans les cellules de la mort, de leur prison.

La peine de mort est particulièrement populaire dans les Etats du Sud — une femme a été exécutée, début novembre, en Caroline-du-Sud — et notamment en Floride. Cet Etat avait été entré en 1972 et 1976 à la pointe de la bataille juridique menée par les partisans de la chaise électrique (ou de tout autre moyen autorisé pour donner légalement la mort) et visant à mettre la législation

des Etats en conformité avec les exigences de la Cour suprême (le *Morde* du 3 novembre 1984).

En quarante ans, le gouvernement de Floride, M. Bob Graham, a signé quatre-vingt-seize verdicts de culpabilité à mort, dix de ces sentences ayant été, dans le même temps, appliquées.

Même des personnalités très libérales, comme M. Henri Schwarzschild de l'American Civil Liberties Union (Union américaine pour les libertés civiles) désemparent de pouvoir envoyer cette vague et parlent d'un véritable « élan de sang ». Le dernier sondage réalisé aux Etats-Unis indiquait un tel élan positif : 83 % seulement des Noirs interrogés et 28 % des Blancs sont d'une façon absolue et définitive favorables à la peine de mort. Les chiffres concernant une abolition éventuelle — 28 % de Noirs, 11 % de Blancs — ne sont pas tout à fait encourageants.

M. L.

Polémique autour de la série télévisée « Les meurtres des enfants d'Atlanta »

Atlanta (AFP). — Quatre ans après la vague de meurtres d'enfants noirs à Atlanta, la capitale de la Georgie revit l'affaire avec colère et angoisse à travers une série télévisée qui suscite une polémique nationale. « Les meurtres des enfants d'Atlanta », film réalisé par la chaîne CBS et programmé cette semaine paraît, en effet, innocenter l'homme qui a été condamné pour ces assassinats, Wayne Williams, provoquant la fureur des autorités de la ville, qui accusent CBS de « distorsion dégoûtante ».

Le téléfilm, réalisé en deux parties, recrée l'atmosphère de terreur qui régnait dans Atlanta, alors que durant vingt-deux mois, de 1979 à 1981, vingt-neuf jeunes Noirs du

quartier pauvre de la ville étaient assassinés, la plupart par étranglement. On ne retrouva ni armes ni témoins pour aucun de ces crimes. En février 1982, l'arrestation de Wayne Williams, reconnu ensuite coupable de deux meurtres, et sa condamnation à la prison à vie mirent un terme à l'affaire. La police le considérait également comme responsable, quoique sans preuves formelles, de vingt-deux autres assassinats.

Le film défend une thèse que les notables d'Atlanta jugent inacceptable et contre laquelle ils protestent avec véhémence : l'émission suggère, en effet, avec insistance que Wayne Williams a été un bouc émissaire innocent et que, agneau

sacrifié sur l'autel d'Atlanta, il a été condamné d'une façon expéditive par des autorités plus préoccupées de l'image de leur ville que d'une enquête qui plétinait depuis de longs mois.

Plusieurs responsables, dont le maire de la ville, M. Andrew Young, ancien représentant des Etats-Unis auprès des Nations unies, sont devenus insultés par les conclusions du film et ont pris à parti la direction de CBS, qui a dû accepter de préciser, avant sa diffusion, qu'il ne s'agissait pas d'un documentaire.

Quant à Wayne Williams, qui a toujours clamé son innocence, il a regardé la première partie du film dans sa cellule de la prison de Jackson.

Il était journaliste au New-York Times. Son récit sur la guerre du Cambodge lui valut le Prix Pulitzer du reportage international.

Mais l'ami qui a rendu cela possible se trouvait à l'autre bout du monde, sa vie était en grand danger...

Ceci est l'histoire d'une guerre et d'une amitié ; la tragédie d'un pays dévasté et l'aventure d'un homme qui lutta pour survivre.

7 NOMINATIONS AUX OSCARS HOLLYWOOD 1985.
MEILLEUR FILM
MEILLEUR ACTEUR
MEILLEUR SECOND RÔLE MASCULIN
MEILLEUR RÉALISATEUR
MEILLEURE ADAPTATION
MEILLEUR DIRECTEUR DE LA PHOTOGRAPHIE
MEILLEUR MONTAGE

LA DECHIRURE
(THE KILLING FIELDS)

GOLDCREST INTERNATIONAL FILM INVESTORS... UNE PRODUCTION ENIGMA "THE KILLING FIELDS"
par SAM WATERSTON - DR. HAING S. NGOR - CRAIG T. NELSON - JOHN MALKOVICH - ATHOL FUGARD
Musique de MIKE OLDFIELD scénario de BRUCE ROBINSON Adapté de l'article "The Death and Life of Dith Pran" de Sydney Schanberg du New York Times Magazine Producteur DAVID PUTTMAN Réalisé par ROLAND JOFFE



AVERTISSEMENT
CE FILM EVOCQUE LA GUERRE DU CAMBODGE
IL PRÉSENTE CERTAINS SCÈNES DE VIOLENCE
IMPRÉCONSEILÉES AUX ENFANTS ET AUX FEMMES

Uruguay
ÉMISSION
PRÉSENTANT SORTANT
GREGORIO ALVAREZ

(AFP, AP, Reuters). — Le général Gregorio Alvarez, qui a quitté ses fonctions de

ministre de la Défense, a été nommé à la tête de la République uruguayenne le 11 février, qu'il a juré de défendre.

Alvarez intervient plusieurs fois avant la date prévue de la prestation de serment au président élu, M. Julio Sanguinetti, le 15 mars. La nouvelle loi électorale, émise en novembre, se réunissant le

conseil de la nation (la plus haute instance du pays) a accepté la proposition de conserver au président jusqu'à la prestation de serment.

Le général Alvarez, âgé de 55 ans, en l'an des officiers, a été élu du président de la nation le 15 septembre 1981.

LIVRES
OLONAIS
L'Europe française
par la Pologne
et
l'Europe de l'Est
pages sur demande
LIBELLA
1001-326-51-09

سكزا من الاربع

صلى الله عليه وسلم

AFRIQUE

Uruguay Démission DU PRÉSIDENT SORTANT

LE GÉNÉRAL GREGORIO ALVAREZ

Montevideo (AFP, AP, Reuters). — Le président de la République uruguayenne, le général Gregorio Alvarez, a annoncé lundi 11 février, qu'il démissionnait de ses fonctions de chef de l'Etat.

Cette démission intervient plusieurs semaines avant la date prévue pour la passation des pouvoirs au président élu, M. Julio Sanguinetti, qui doit prendre officiellement ses fonctions le 1^{er} mars, la nouvelle Assemblée législative, élue en novembre dernier, se réunissant le 15 février.

Le Conseil de la nation (la plus haute instance du pays) a accepté la démission du président mais a demandé aux ministres de conserver leurs portefeuilles jusqu'à la prestation de serment du président élu. Le président de la Cour suprême, M. Rafael Adiego, doit être désigné pour assurer l'intérim.

La tradition aurait voulu que le général Alvarez remette les symboles du pouvoir — l'écharpe et le bâton — à son successeur, mais celui-ci a refusé que le chef de la justice et son gouvernement participent à la cérémonie.

Le général Alvarez, âgé de soixante ans, est l'un des officiers qui s'emparèrent du pouvoir en juin 1973. Il avait été élu président de la République en septembre 1981.

Cameroun

L'UPC est prête à « sortir de la clandestinité »

affirme son secrétaire général

Les militants de l'UPC (Union des populations du Cameroun) ont dit M. Paul Biya lors de sa récente visite officielle à Paris, « peuvent rentrer dans leur pays natal, mais pas avec l'étiquette de l'UPC » (Le Monde du 9 février).

« Nous voudrions que les propos du chef de l'Etat signifient quelque chose », nous a déclaré, lundi 11 février, le secrétaire général de l'UPC, M. Woungly Massaga. « Moi, je suis disposé à rentrer demain au Cameroun. Mais que signifie abandonner son « étiquette » ? Cela veut-il dire que nous devrions nous livrer à un lavage de cerveau ? Juste ça n'est qu'un jeu. Nos camarades ont fait des démarches répétées auprès de l'ambassade (du Cameroun) pour obtenir des passeports, sans aucun résultat. Toutes les ambassades ont reçu des instructions de Yaoundé pour refuser des passeports aux opposants. » Invité à assister au vingt-cinquième congrès du Parti communiste, M. Massaga a

reçu des autorités françaises un « sauf-conduit de quelques jours », qui expire mercredi.

Tous les gouvernements français successifs, explique-t-il, ont reconduit mon interdiction de séjour. « Je suis clandestin dans tous les pays », ajoute-t-il, précisant qu'il vit « avec des identités d'emprunt un peu partout ». « Cela va faire quinze ans que je n'ai pas vu ma femme et mes enfants, qui vivent à Cuba. » Aujourd'hui, affirme M. Massaga, l'UPC « sort de clandestinité » et va engager une action sur le plan international pour, notamment, faire admettre que l'interdiction qui la frappe au Cameroun est contraire à la Constitution camerounaise.

L'Union des populations du Cameroun fonde sa revendication sur l'amnistie, décrétée le 25 février 1960 par M. Ahmadou Ahidjo, alors chef de l'Etat, qui reconnaissait à

nouveau son existence légale. Un médecin de Yaoundé, le docteur Sendé, s'est prévalu de ce même décret pour intenter un procès devant la Cour suprême, le 31 janvier dernier. Le tribunal s'est déclaré incompétent, et le docteur Sendé a été déboulé. Selon M. Massaga, « il a été arrêté il y a trois jours ». Un autre mouvement d'opposition, l'OCLD (Organisation camerounaise de lutte pour la démocratie), qui devait organiser à Paris un « colloque national des Camerounais de l'étranger », s'est vu interdire cette manifestation, vendredi 6 février, au motif, selon le ministère de l'intérieur, que cette réunion était « de nature à troubler l'ordre public et à porter atteinte aux relations internationales de la France » (1). De son côté, l'UPC devait organiser une conférence de presse, mardi 12 février, à Paris, salle de la Mutualité.

Pour M. Massaga, « la raison d'Etat permet tous les abus ». Il explique que l'UPC est « une organisation progressiste dont les thèses se réclament du socialisme », mais qui ne reçoit aucune aide des pays « progressistes et socialistes ». Le secrétaire général de l'UPC estime que le gouvernement français a les moyens de peser sur le gouvernement camerounais de façon que celui-ci instaure le multipartisme, comme l'autorise, affirme-t-il, la Constitution camerounaise. En revanche, si le gouvernement français ébauchait le « pourrissement » de la situation politique au Cameroun, ajoute-t-il, cela « peut aboutir à des explosions ». M. Massaga justifie la nouvelle stratégie de l'UPC par les résultats d'un travail de « formation des militants » au Cameroun. Il se fonde aussi sur les résultats d'un sondage effectué par le journal camerounais Le Messager (mais non publié), montrant que 85 % des personnes interrogées se déclaraient favorables au multipartisme et donc, estime-t-il, à la légalisation de l'UPC. « Les autorités se rendent compte de notre implantation au Cameroun », assure M. Massaga, ajoutant : « Nous sommes décidés à nous comporter de manière très responsable. » « Nous sommes prêts, poursuit-il, à désigner une dizaine de nos camarades pour faire l'expérience de l'expression apéciste au sein de l'UNC — Union nationale camerounaise, parti unique. »

Le secrétaire général de l'UPC indique que la moitié des cinquante-six membres du comité central de son organisation résident au Cameroun, et que les militants sont notamment implantés à Yaoundé, Douala et Nkongsamba. A l'étranger, notamment à Paris, les militants doivent passer une année par une « structure d'accueil », le MANT-DEM, avant de pouvoir intégrer l'UPC. « Nous pouvons mobiliser quelques milliers de personnes en France », affirme-t-il.

L. Z.

(1) C'est également « parce qu'elle était « de nature à troubler l'ordre public et à porter atteinte aux relations internationales de la France » qu'une conférence de presse du MORENA (Mouvement de redressement national, parti interdit au Gabon) a été interdite, le 7 février dernier (Le Monde du 9 février).

Kenya

Violents affrontements à l'université de Nairobi

De notre correspondant

Nairobi. — L'agitation que connaît, depuis le mercredi 6 février, l'université de Nairobi, après la décision gouvernementale — présentée comme sans appel — d'expulser trois étudiants et de retirer leur bourse à cinq autres, a tourné à la tragédie. Au moins un étudiant a, en effet, trouvé la mort, et une dizaine d'autres ont été sérieusement blessés au cours des violents affrontements qui ont marqué, dimanche 10 février, le bouclage et le nettoyage du campus par les forces de l'ordre, vient de révéler la presse kenyane.

Les responsables étudiants ont refusé de lever leur ordre de boycottage des cours et de reprendre le chemin des amphithéâtres, le lundi 11 février, comme le leur demandait le vice-chancelier de l'université, sous peine d'expulsion. Ils réclament la levée des mesures disciplinaires, sondées et non motivées, qui ont frappé plusieurs des leurs, comme M. Mwandawiro Munga, président de l'Organisation étudiante de l'université de Nairobi (SONU) pendant la dernière année académique. En dehors de cette revendication de départ, ils réclament la libération de

quatre de leurs collègues, condamnés, en 1983, à des peines de six à dix ans d'emprisonnement pour avoir soutenu le coup d'Etat manqué d'août 1982, fomenté par l'armée de l'air.

Pourquoi le gouvernement a-t-il soudainement fait acte d'autorité, au risque d'interrompre sa « lune de miel » avec l'université, déjà longue d'une année ? Selon M. Mwandawiro, les autorités auraient eu vent d'une réunion étudiante au cours de laquelle la discussion avait notamment porté sur l'écriture kenyane Ngugi Wa Thiong'o, exilé à Londres depuis 1982 et accusé récemment par certains ministres d'être, lui et son groupe, « des agents stipendiés de puissances communistes et les propagandistes d'idéologies mal dirigées ».

Les autorités kenyanes ont-elles soupçonné certains dirigeants étudiants de vouloir créer un syndicat national maintenant qu'une deuxième université s'est ouverte, l'année dernière, à Eldoret (nord du

pays) et ont-elles craint que celui-ci échappe à leur contrôle ?

Au Kenya, comme dans beaucoup d'autres pays africains, les relations entre le pouvoir et ses étudiants passent continuellement par des hauts et des bas. Ainsi, l'université de Nairobi avait-elle été « dissoute » au lendemain du coup d'Etat manqué d'août 1982 et n'avait rouvert ses portes qu'en octobre 1983. Le gouvernement avait alors pris la précaution de « casser » cette université, qui accueillait quelque six mille étudiants en six collèges.

En mars dernier, une délégation étudiante avait été invitée à prendre le thé à State House, avec M. Daniel Arap Moi, chef de l'Etat et chancelier de l'université. Puis, celui-ci s'était, à son tour, rendu sur le campus et avait, à cette occasion, relevé l'indemnité journalière de 45 à 60 shillings. M. Mwandawiro avait alors déclaré : « Cette visite prouve que la guerre froide est finie. Le Kenya est notre mère patrie et nous serons les derniers à créer des troubles. »

JACQUES DE BARRIN.

LOCATION

COMPTES PERMANENTS
Club 365
Mr Jacques DURAND
12/87 911 2 068 50

PARTEZ EN VACANCES
PAYEZ PLUS TARD !
VAL D'ISERE
VALFREJUS
LA BAULE
HYERES
ST TROPEZ

PROMOTION
1 SEMAINE
VALFREJUS : 755*
prix unitaire pour 4 pers. en studio du 2 au 23 mars - 13 avril au 4 mai 85 (hébergement + ramassage m.c. 4 jours)

LOCATION

Club 365
44, rue de la Tour-75116 Paris
(1) 503.21.30

Requ pour une documentation sur la location VALFREJUS et le compte permanent Club 365

Club 365 46, rue de la Tour-75116 Paris

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél. 326-51-09



“Pour Entré Computer Centers, un million de francs ça ne suffit pas ...”

Hugues Giroud, 49 ans. Nouveau franchisé Lyon.

“Ma carrière, je l'ai surtout bâtie dans le textile. Classique pour un “Lyonnais”. Mais j'ai toujours cherché à diversifier mes activités... à investir. Je pouvais placer mes capitaux dans la terre ou la pierre. Ce qui m'intéresse, même à 49 ans, c'est créer... entreprendre. Mais, pas facile de prendre des risques quand on est marié, avec quatre enfants et que tout va bien.

Certains marchés sortent du lot : la micro-informatique et les services. Mais même avec 50 % de croissance en volume par an, la micro-informatique nécessite un lourd investissement et une grande compétence. Même chose pour les services.

En août 84, j'ai lu l'annonce Entré. Le concept m'a séduit : être à la fois distributeur en micro-informatique professionnelle et société de conseil pour PME et PMI. Il fallait un million de francs pour devenir franchisé. Je pouvais le réunir... Je les ai appelés.

Premier contact... surprenant ! Pour Peter Fitzsimon/Entré France, un million ça ne suffit pas. Très exigeant pour ses produits et sa stratégie commerciale, il l'est aussi pour ses futurs franchisés. C'est la raison du succès des 300 centres Entré dans le monde.

On s'est mis au travail : étude de la stratégie Entré, stages de formation, rencontre avec les directions européenne et française. Ma candidature est acceptée et de mon côté, j'ai pu juger de la qualité d'Entré.

Aujourd'hui, je suis prêt à ouvrir mon centre à Lyon. On prévoit 25 millions de CA la première année. Et si tout va bien, je suis partant pour une deuxième franchise.

Vous voulez faire comme moi, ou vous associer à un franchisé, appelez Entré France au (1) 574.97.77.”



صلى الله عليه وسلم

LIBÉRATION
Algérie
M. Poperen
Le général M...
UNE AFFAIRE...
A l'Amicale des...
LA PAGE EST...
EXPORT
SANS...
PULVOREX

APRÈS LE XXV^e CONGRÈS

Le tournant du PC et la politique du président

par ALFRED GROSSER

« Parfois il peut se produire des changements très brusques et le parti doit modifier son ordre de bataille : il le fait avec résolution et souvent victorieusement. » Non, cette fois, il ne s'agit pas d'un des virages évoqués par Maurice Thorez en 1959. Déjà la résolution finale du congrès de 1982 disait que le programme commun avait semé des illusions concernant le Parti socialiste.

Mais c'est aussi devant ce congrès que Charles Fiterman disait : « Nous nous sommes à notre place, l'aise, à la table du conseil des ministres, pour y faire sérieusement notre travail », puisque « les conditions d'une participation se trouvent créées ». Aujourd'hui, le passage d'une stratégie éprouvée à une autre stratégie éprouvée est accompli. Loin de l'idée de front national (« Antifascistes, vous êtes des frères, hommes de droite compris ») et de celle de front populaire (« Hommes de gauche, vous êtes des frères, partis bourgeois compris »), on abandonne la stratégie du front uni au sommet (« Socialistes, vous êtes des frères, chefs compris ») pour celle de front uni à la base (« Socialistes, venez à nous, vos chefs sont des traîtres »).

An vingt-deuxième congrès, en 1976, « la coopération entre partis démocratiques est dans notre pays une condition du succès de la lutte pour changer la société ». Aujourd'hui, Georges Marchais dit qu'il faut « dépasser la démarche de l'alliance » et dénoncer la faute passée : « Notre réflexion et notre action se sont orientées en fonction d'un accord au sommet ».

Alors la lutte totale, l'alié d'hier, comme à la fin de 1947, et Mitterrand traité comme Blum avant 1934 ou après 1937 de « Tardieu immonde », « reptile répugnant » ?

Non sans doute. Ce n'est plus le style de maintenant et, surtout, il y a tout de même des élections en perspective. Et il y a l'URSS.

En situation de faiblesse, Georges Marchais met le marché en main à François Mitterrand : ne cherchez pas trop à nous affaiblir encore, sinon pas d'alliance pour le second tour et nous mourrons ensemble. Cependant, s'il n'y avait plus de marché, le président de la République aurait libéré le PC de toute contrainte pour exploiter au mieux le mécontentement contre le PS. Avec la proportionnelle, les dernières précautions oratoires de Georges Marchais pourraient disparaître. Déjà un système mixte aiderait le PC autant que Jean-Marie Le Pen, même s'il permettait de sauver les notables du PS.

Reste la politique extérieure. Même s'il n'y avait pas en l'absence d'une détente mondiale, le départ des ministres communistes aurait eu pour effet d'assouplir l'attitude de la France à l'égard de l'URSS : il faut bien viser l'effet inverse de celui qu'avait si bien obtenu Valéry Giscard d'Estaing en se montrant fort compréhensif pour la politique soviétique. Il s'agit maintenant d'obtenir que le PC et la CGT fassent preuve de quelque modération à l'égard de François Mitterrand.

Pas d'illusion cependant : comme le président va persévérer dans sa politique franco-allemande et européenne si détestable aux yeux de Moscou, la réticence du PC sera limitée. Les principaux feintes à l'agressivité que le tournant annonce, ce sont sa propre faiblesse, la difficulté céciste de mobiliser en temps de crise, et le scrutin majoritaire. Le président est-il assez sûr des deux premiers pour qu'il se risque à desserrer le troisième ?

LA PRÉPARATION DES CANTONALES

Le PS relance sa machine électorale... pour 1986

La campagne socialiste pour les élections cantonales, et, au-delà, pour les législatives de 1986, est désormais sur les rails. M. Jospin, premier secrétaire du PS, en a exposé certaines lignes de force aux militants socialistes, dimanche 10 février, lors d'une tournée qui l'a conduit des Vosges - à Epinal puis à Golbey - à Reims, dans la Marne. Parcourt, M. Jospin a exhorté les militants à « aller au-devant des gens », parce que « les idées ne circulent pas toutes seules » et que le PS est appelé, en 1985 comme en 1986 et après, à jouer un rôle « décisif ».

Même s'il manifeste une très grande prudence, M. Jospin a souligné de nouveau qu'un « renversement » de la tendance de l'opinion est possible, à condition toutefois que les socialistes payent de leur personne pour expliquer et défendre le bilan de la politique gouvernementale. Pour expliquer aussi, à « ceux qui trouvent que cela n'a pas assez changé », qu'il y a le retour de la droite ils auraient encore moins de chances d'être satisfaits.

Interrogations sur le PC

An demeurant, M. Jospin pense que la vague de mécontentement s'étant concentrée sur les seuls socialistes, les bénéficiaires, le jour venu, du phénomène inverse et engageront la reconnaissance des efforts accomplis, voire la « gratification » pour les résultats obtenus. « De ce point de vue, estime M. Jospin, les élections cantonales viennent un peu tôt. Mais les socialistes ont toute l'année 1985 » pour travailler à inverser la tendance.

Selon M. Jospin, si l'opposition de droite développe à l'envi des descriptifs

« catastrophistes » de l'évolution de la France, c'est parce qu'elle se rend compte que les socialistes ont une chance de convaincre l'opinion que la gauche sait gérer. Dès lors, si les socialistes franchissent l'obstacle de 1986, ils peuvent être appelés, explique M. Jospin, à gérer la France pour très longtemps. Cette perspective expliquerait la relative perte de sang-froid de la droite, et confie à contrario une véritable mission historique au PS. En outre, si les socialistes prennent toujours l'union à la base, M. Jospin semble se convaincre que, parti comme il l'est, le PC peut en pas remonter la pente. Comme il l'a dit dimanche à Reims, l'attitude du PC « pose un problème à court terme, mais commence à poser la question d'un rassemblement autour du PS ».

Une « partie essentielle » se joue donc actuellement pour le PS. Pour être à la hauteur de l'enjeu, le parti doit, affirme son premier secrétaire, transcender la « culture d'opposition » dans laquelle a baigné son développement.

Un tel discours peut-il donner le coup de fouet nécessaire aux militants socialistes et, à travers eux, toucher l'opinion ? Les déceptions, les frustrations de tous ordres, n'ont pas disparu comme par enchantement. Mais le PS est maintenant en campagne électorale. C'est l'activité qui, traditionnellement, lui sied le mieux. « Le parti est une bonne machine électorale », reconnaissent les militants les plus critiques. Et l'ensemble des socialistes paraissent admettre plus facilement, comme l'a dit M. Christian Piarret à Golbey, que « le temps des réformes étant accompli, le temps de la gestion des réformes est venu ».

JEAN-LOUIS ANDREANI

M. Poperen : « Nous sommes en phase ascendante »

M. Jean Poperen, numéro deux du PS, était, lundi 11 février, l'invité de l'émission « Histoire de vérité » sur Antenne 2. A propos de l'image des socialistes dans l'opinion, M. Poperen a estimé : « Par rapport à il y a quelques mois nous avons le sentiment d'être plutôt en phase ascendante ».

Pour M. Poperen, les élections législatives et l'élection présidentielle ne devraient donc pas voir les socialistes « en trop mauvaise posture ». « Un certain nombre de gens, a-t-il souligné, commencent à se dire qu'après tout nous ne se gère pas si mal que ça. Et comme nos adversaires ont vécu sur l'idée qu'on était incapable de gérer, alors, naturellement, la découverte commence à étonner. Nous en sommes là ».

M. Poperen a évoqué le Vingt-cinquième congrès du PC, pour affirmer que ce parti « s'enforce dans une direction qui ne peut que l'amener à s'affaiblir encore ». M. Poperen a continué : « Ce congrès a essayé de refaire ses forces sur le dos des autres et d'abord sur notre dos (...). C'est un congrès de fermeture ».

A propos des attaques du congrès contre le président de la République, M. Poperen a jugé : « Ce n'est qu'une actualisation d'un phénomène (...) ancien (...). Tout cela est très lassant. Mais je ne demande si (...) ce n'est pas d'abord lassant pour ceux qui leur font encore confiance, qui voudraient encore leur faire confiance (...). Il y a là quelque chose de pathétique (...) que des forces, des forces saines, honnêtes, qui veulent aussi le changement, se trouvent ainsi saignées (...). C'est dramatique ».

ÉLECTIONS MUNICIPALES : TROIS ARRÊTS RENDUS PAR LE CONSEIL D'ÉTAT

Le Conseil d'État a rendu, vendredi 8 février, trois arrêts relatifs aux contentieux d'élections municipales.

● A DRAGUIGNAN (Var), il a rejeté le recours en annulation de l'élection municipale partielle des 19 et 26 février 1984, confirmant ainsi la décision de tribunal administratif de Nice du 20 avril 1984. A cette élection partielle, consécutive à l'annulation du scrutin de mars 1983, la liste d'opposition conduite par M. Claudes (RPR) a recueilli 51,03 % des suffrages et celle de la majorité conduite par M. Soldani (PS), sénateur et maire sortant, 48,96 %.

● A DRÈUX (Eure-et-Loir), le Conseil d'État a rejeté la requête de M. François Caspard (PS), ancien maire de la ville, visant à annuler pour inéligibilité l'élection au conseil municipal de M. Stirbois, secrétaire général du Front national. Il a conclu, comme l'avait fait le tribunal administratif d'Orléans en première instance, le 16 novembre 1983, à l'éligibilité de M. Stirbois, puisque celui-ci disposait dans la commune d'un local régulièrement imposable à la date du 1^{er} janvier 1983.

● A SARCELLES (Val-d'Oise), le Conseil d'État a annulé l'élection de M. Maubert, conseiller municipal divers droit. Le Conseil a considéré qu'il y avait incompatibilité entre le mandat électif de M. Maubert et ses fonctions d'agent contractuel du département de Val-d'Oise.

Lisez LE MONDE diplomatique

M. Marchais : la tâche unique de Lionel Jospin est d'assumer ce qui se décide à l'Elysée

M. Georges Marchais, invité du journal de la mi-janvier, sur TF 1, lundi 11 février, a déclaré que le président de la République « a, pendant longtemps, dit aux Français : « Si je suis élu, voilà ce que je ferai » et que, « maintenant, il fait autre chose et il semble garder la même sérénité ». On peut faire cela au Parti socialiste, mais on ne peut pas faire cela au Parti communiste », a dit M. Marchais.

Le secrétaire général du PC a répondu à M. Lionel Jospin, qui lui avait reproché de rejeter la responsabilité des reculs du PC sur d'autres (le Monde du 12 février) : « Je n'ai jamais dit : « c'est pas moi », a déclaré M. Marchais. « J'assume, parce que je suis le

secrétaire général, la responsabilité principale ». Il a ajouté que le premier secrétaire du PS a, lui, « beaucoup de difficultés », parce que « sa tâche unique est d'assumer ce qui se décide à l'Elysée ».

M. Marchais a affirmé qu'il n'y avait pas eu, au congrès du PCF, de « sanctions » contre les minoritaires. Il a fait valoir que MM. Pierre Juquin, Félix Damette et Marcel Rigout avaient été « tout simplement réélus au comité central », et que « tous les trois assument des responsabilités dans le parti ». « Ce sont des dirigeants du parti entier », a dit M. Marchais, et, lors de la réunion du comité central qui organisera le travail à la direction du parti, « on va leur proposer des tâches ».

RÉGIONS

DOTÉ DE 400 MILLIONS DE FRANCS

Un Fonds d'accompagnement des investissements est créé par le conseil régional du Languedoc-Roussillon

De notre correspondant

Montpellier. - Le conseil régional du Languedoc-Roussillon a approuvé à l'unanimité la création d'un Fonds régional d'accompagnement des investissements, financé par l'Emprunt Capdeville, du nom du président de l'Assemblée régionale.

En lançant, probablement en avril, cet emprunt d'un montant de 400 millions de francs sur le marché obligataire, le conseil régional veut privilégier la procédure des bonifications d'intérêt, suivant en cela les avis du Comité économique et social.

Une étude technique a été confiée à la SORDEC, Société interdépartementale de développement économique, chef de file d'un rassemblement constitué par la SODLER (Société de développement régional), le Crédit d'équipement des PME, le Crédit national et le Crédit coopératif.

L'emprunt serait émis pour douze ans à un taux avoisinant les 12 %. Les sommes dégagées seraient prêtées aux entreprises sur la base de 9 %.

Pour M. Robert Capdeville (PS), il s'agit de « constituer une épargne de proximité pour un investissement de proximité ».

Proche, par son montant, de celui du Grand Sud-Ouest, lancé en octobre dernier, à hauteur de 565 millions de francs, le nouvel emprunt est destiné uniquement au secteur

de l'industrie, de l'artisanat et du commerce sans aucun critère de priorité.

Bien accueilli dans les milieux patronaux, il a été jugé « globalement positif » par les syndicats. Mais la CGT s'interroge sur son efficacité. Elle regrette que le mot « emplois » ne soit jamais utilisé, ce qui justifie sa prudence « en attendant le résultat de l'étude de la SORDEC ».

Propos et débats

M. Toubon : des élections-tremplin

M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, a déclaré à Sarlat (Dordogne), « Le programme de l'opposition s'appliquera à deux domaines : d'une part, le redressement économique et social qui n'obtiendra par une réduction des dépenses publiques, une dénationalisation et de nouvelles règles d'organisation sociale de l'entreprise afin d'éviter la minime du pouvoir syndical. D'autre part, une politique globale et prioritaire de sécurité, destinée à restaurer les libertés et les principes démocratiques auxquels les socialistes auront porté atteinte ».

M. Toubon a insisté sur « l'enjeu national des élections cantonales qui seront un tremplin de l'opposition pour sa victoire en 1986. Une nouvelle défaite des socialistes les condamnera définitivement pour les législatives ».

M^{me} Veil : un peu de proportionnelle

M^{me} Simone Veil, invitée du Forum de RMC, dimanche 10 février, a indiqué qu'elle ne serait candidate ni aux élections législatives de 1986 ni aux présidentielles de 1988. Elle s'est dite favorable à « l'introduction d'une petite dose de proportionnelle dans le mode de scrutin législatif », mais elle a estimé que celle-ci « ne devrait pas être un charcutage pour lequel on fait marcher toutes les machines du ministère de l'Intérieur afin de trouver un système complexe qui permettra de sauver les meubles ».

Et s'il fallait pour comprendre la France d'aujourd'hui découvrir le vrai, le Grand Jaurès ?



Le romancier rejoint l'historien pour raconter cette existence et peindre ce portrait debout, en marche, avec autant de vie que de vérité historique, humaine, et animer les faits, les documents, la mémoire dans un mouvement chaleureux, généreux. Ce livre passionné se lit avec passion, d'un seul élan.

Ce livre est écrit avec passion et il passionne le lecteur. Mais il répond aussi à l'effort pour restituer la vérité, c'est-à-dire le vrai Jaurès tel qu'il fut... Un grand livre sur un grand homme.

Tout y est en six cents pages vivantes et documentées.

Superbe leçon d'histoire, superbe méditation sur la morale et la politique.

Un récit très complet, chaleureux et nuancé.

La plume du romancier à succès... Le plaisir du récit et surtout le geste politique.

Plus et mieux qu'une deuxième entrée au Panthéon de notre Jaurès.

Ce qui frappe c'est avant tout le scrupule de la méthode, la pudeur des commentaires. On suit Jaurès jour après jour, c'est de notations innombrables que se dégage, en fin de parcours, sa figure complexe et véritablement attachante.

Une biographie qui rend à Jaurès sa jeunesse et son actualité

ROBERT LAFFONT

POLITIQUE

La situation en Nouvelle-Calédonie

M. Edgard Pisani s'est montré, mardi 12 février en fin de matinée, déterminé à poursuivre la démarche dans laquelle il a conforté lundi le premier ministre par un message qui coupe court à toutes les rumeurs sur un différend entre le gouvernement et son délégué.

Le haut-commissaire s'est montré très ferme à l'égard des manifestants qui violent le couvre-feu en vigueur depuis l'instauration de l'état d'urgence : « Je n'ai pas du tout l'intention de laisser se continuer ces manifestations et l'on s'en rendra compte ce soir » (soit à partir de mardi 13 heures, heure de

Paris). M. Pisani a évoqué la possibilité de modifier « dans un sens ou dans un autre » les modalités d'application du couvre-feu, suivant qu'il serait ou non respecté par les habitants du territoire.

La France a officiellement demandé au Conseil de l'Europe une dérogation à l'application de la convention européenne des droits de l'homme, afin de tenir compte de l'insécurité de l'état d'urgence en Nouvelle-Calédonie.

Mardi en fin d'après-midi, le président du RPCR, ainsi que « les instances dirigeantes du

RPCR » ont appelé la population de Nouméa à « ne plus contraindre aux règles du couvre-feu ». « Il conviendrait en effet, dit le RPCR, de ne donner aucune occasion au délégué du gouvernement, M. Pisani, de répondre par une fin de non-recevoir à la demande de suppression du couvre-feu qui lui a été officiellement adressée par le président du gouvernement ». M. Ukeiwé a précisé qu'il accepterait de rencontrer M. Pisani, à la condition que ce dernier lui parle de plus qu'il a proposé à la tribune du Sénat. De son côté M. Pisani a reçu mission du gouvernement de

« prendre en compte les positions avancées par les diverses parties ».

D'autre part M. Gabriel Fosse, président du gouvernement territorial de la Polynésie, est arrivé mardi à Nouméa afin de signer avec son homologue calédonien M. Ukeiwé le « protocole d'entente » entre les deux territoires. M. Pisani a indiqué que cette convention est à son vœu légal et constitutionnel, et qu'elle sera déferée « dans les prochains jours » devant les instances judiciaires compétentes, le tribunal administratif et le Conseil d'Etat.

Le grand écart jusqu'à quand ?

De notre envoyé spécial

Nouméa. — Chargé de réaliser un impossible grand écart, M. Pisani a guère progressé jusqu'à présent dans sa recherche d'une majorité locale favorable à son plan d'indépendance-association, seule issue qui puisse, selon lui, éviter le pire en Nouvelle-Calédonie. Le contraire est évident.

Les données du problème, on le sait, sont complexes. Comment concilier équitablement les deux légitimités en présence ? Les dirigeants du Front de libération kanak et socialiste (FLNKS) fondent leurs revendications sur la légitimité historique d'une communauté mélanésienne victime de la colonisation, souvent dépossédée de ses terres, concentrée à l'intérieur de réserves. Elle souffre d'autant plus de cette colonisation foncière que la perte de terres ancestrales — dont le rôle est fondamental dans la vie communautaire — l'a conduite à une perte de mémoire collective. Elle affronte, aujourd'hui le houlé électoral d'avoir été délibérément placée en situation d'infériorité numérique par une politique d'immigration blanche conduite dans les années 70 pour noyer les Mélanésiens, alors autonomistes, dans une population enserrée par les partis nationaux.

Les représentants de la communauté caldoche fondent leur résistance sur une autre légitimité (le bagu, les déportations politiques après la Commune, auxquelles se sont ajoutées les déportations des réfugiés kabyles lors de la conquête de l'Afrique du Nord) qui leur permet d'apparaître, pour certains d'entre eux, comme victimes de l'histoire, condition que le FLNKS ne leur conteste d'ailleurs pas. Entre ces deux principales communautés se situent diverses minorités ethniques : Wallisiens, Javanais, Vietnamiens réfugiés du Yunnan, etc.

Le « décalé des mentalités » que M. Pisani espérait le 7 janvier ne s'est pas produit. Bien au contraire, les clivages apparaissent tout aussi importants et constituent déjà d'une certaine façon un échec pour la stratégie de communication volontiers provocatrice du délégué du gouvernement en Nouvelle-Calédonie. Le FLNKS complique sa tâche lorsqu'il envisage des actions de déstabilisation des intérêts économiques du territoire, tandis que le refus du dialogue sur l'indépendance manifesté par le RPCR peut conduire le haut-commissaire à l'impasse.

Dans ces conditions est-il concevable, comme le souhaite M. Fabius, que le plan de M. Pisani demeure le cadre d'un « plus large accord possible » ? Le délégué du gouvernement en reste persuadé. Il l'a répété en soulignant mardi à Nouméa que la lettre que lui a adressée le premier ministre fait expressément référence à ses propositions du 7 janvier.

M. Pisani se déclare convaincu que de fortes convergences existent entre son propre projet « d'indépendance-association » et le contre-projet d'autonomie interne élargie défendu par le chef du gouvernement territorial, M. Dick Ukeiwé. Autrement dit, M. Pisani pense que les approches de ses différents interlocuteurs ne sont pas aussi contradictoires qu'il y paraît. Il mise aussi sur l'influence de M. Nidohé Nateline, l'animateur de LKS (Libération kanak et socialiste), qui milite pour l'indépendance dans le respect de la loi pour jeter des « ponts » entre son propre plan, les revendications du FLNKS et les options de la partie autonome du RPCR.

M. Pisani pêche-t-il par optimisme ? Le FLNKS continue de négocier avec lui. La décision prise par le bureau politique du FLNKS de délier désormais M. Tjibou de l'explication de la ligne indépendantiste tend à lui donner les cordes plus franches. Si les militants de base reprennent l'offensive sur le terrain, M. Tjibou ne sera plus contraint, comme par le passé, de tenir en permanence un double langage : les ambassadeurs du FLNKS ne seront pas déçus pour autant aux yeux de leurs adversaires, qui risquent au contraire de voir dans cette nouvelle redistribution des rôles la justification de leurs propres appréhensions. D'autre part, il semble que les discussions pourraient s'engager, conformément à la volonté de premier ministre, entre M. Pisani et M. Ukeiwé sur le contre-projet de ce dernier. Les collaborateurs respectifs du délégué du gouvernement et du chef du gouvernement territorial ont eu des contacts pour préparer cette rencontre.

Les bases d'un accord

Même si le dialogue se noue enfin entre les deux hommes, en quoi l'issue de la crise sera-t-elle facilitée ? Il existe en effet des bases d'accord possibles entre M. Ukeiwé et M. Pisani dans la mesure où, sur plusieurs points, les propositions du chef du gouvernement territorial reprennent, pour l'essentiel, certaines des dispositions du statut du 6 septembre 1984 entrées en vigueur depuis les dernières élections territoriales : notamment sur les compétences dévolues à l'Etat et au territoire et en ce qui concerne l'instauration d'un Sénat consultatif. Pour le reste, le nouveau système institutionnel préco-

nisé par M. Ukeiwé, inspiré du « modèle » fidjien, paraît trop sophistiqué pour être viable dans le contexte calédonien, sans parler de sa compatibilité avec la Constitution, qui n'est pas évidente.

A défaut d'un consensus, la question deviendra alors de savoir comment empêcher un affrontement, tant il est vrai que la Nouvelle-Calédonie apparaît bel et bien aujourd'hui comme un territoire coupé en deux : une zone « blanche » limitée à une partie de la côte ouest, entourée d'un territoire « noir », mélanésien, sous contrôle du FLNKS ; cette partition de fait, accentuée par l'exode intervenu après le 15 novembre, laisse mal augurer de ce que serait cet affrontement, en cas d'échec de M. Pisani.

ALAIN ROLLAT.

Le MRG critique M. Pisani. M. François Dubois, président du Mouvement des radicaux de gauche, qui participait, lundi soir 11 février, à l'émission de France-Inter « Face au public », a expliqué que la méthode suivie en Nouvelle-Calédonie par le pouvoir ne lui paraissait pas être « la meilleure ». Après avoir estimé que l'ordre sur le territoire est « totalement égaré », il y a même un troisième côté : « En effet les échanges de vues que nous avons eus avec le FLNKS ont permis de progresser dans l'acceptation par celui-ci d'un certain nombre de conditions qui expriment les populations calédoniennes non mélanésiennes... ».

Le délégué du gouvernement reste optimiste

De notre correspondant

Nouméa. — Pour sa deuxième conférence de presse et son deuxième rendez-vous, désormais hebdomadaire, avec les journalistes, M. Edgard Pisani n'a pas caché sa détermination à poursuivre son action sans rien modifier à son objectif initial : « L'indépendance-association ». Le délégué du gouvernement a d'ailleurs été conforté dans sa stratégie par la confiance que lui a renouvelée lundi M. Fabius, qui lui a demandé de remettre pour le 31 mars ses conclusions en tenant compte des propositions « les plus intéressantes » des diverses parties. Le premier ministre exclut ainsi l'éventualité d'une session extraordinaire de l'Assemblée nationale pour débattre du projet de loi sur le scrutin d'auto-détermination.

M. Pisani a déclaré : « Si je n'avais pas fait de propositions catégoriques, et si la limite provoquée n'avait pas arrêté le projet, ces deux jours de tension qui existent côté indépendantiste, et le n'aurait pas provoqué les contre-propositions faites par M. Ukeiwé, et qui ne sont que la réponse à ma proposition (...). La conversation n'est arrêtée ni d'un côté ni de l'autre, et il y a même un troisième côté : En effet les échanges de vues que nous avons eus avec le FLNKS ont permis de progresser dans l'acceptation par celui-ci d'un certain nombre de conditions qui expriment les populations calédoniennes non mélanésiennes... ».

Pour un « troisième côté ». M. Pisani fait allusion au LKS (Libération kanak et socialiste). M. Nateline (le chef de file du LKS), a dit M. Pisani, ne cesse à Paris d'insister sur l'importance de la médiation, entre les positions contradictoires, des points de médiation et des rencontres possibles. M. Pisani a poursuivi : « Concernant M. Ukeiwé et le RPCR, j'ai de bonnes raisons de croire qu'ils sont contre-entre lui et moi, et moi, je ne tarderai pas (...). Dans la lettre que je lui ai adressée, je lui ai bien précisé qu'il s'agissait d'analyser avec lui sa propre proposition ; elle me paraît en effet intéressante, mais ne semble pas répondre à tous les problèmes... ».

Entre une autonomie allant au bout de sa logique, a dit M. Pisani, et l'indépendance fortement associée à la France, il y a, et nous le démontrons, fort peu de différence. Le problème est de savoir où l'on se situe dans cet intervalle, qui est extrêmement étendu. Interrogé sur le respect du calendrier devant aboutir au scrutin d'auto-détermination, M. Pisani a précisé qu'un éventuel changement de date ne pourrait intervenir que pour des raisons techniques : « L'adoption de la loi doit être conduite à décaler de quelques semaines la date du scrutin d'auto-détermination ; il est encore impossible de dire quelle pourrait être cette date ; elle me paraît devoir se situer avant le milieu de l'été... ».

« LE COMPLEXE D'ASTÉRIX », d'Alain Duhamel

Essai sur la modernisation politique de la France

Le Complexe d'Astérix, d'Alain Duhamel, est un essai sur la société politique française. Il renoue ainsi avec un genre politique-littéraire fort prisé sous les III^e et IV^e Républiques — il revendique lui-même une filiation avec Jacques Fauriol, auteur, voici trente ans, de la France déchirée — et tombe depuis en désuétude. Il est vrai qu'au tout début de la V^e République quelques auteurs et universitaires anglo-saxons, fort bien inspirés, parvenaient avoir (en 1962) épuisé le sujet (1). Au reste, rien de véritablement nouveau n'a été écrit depuis cette date sur le sujet. Dès lors, seuls les auteurs étrangers ont été crédités de la capacité de s'abstraire de l'exaspération du débat public franco-français. Ils se sont vu reconnaître le monopole du recul nécessaire et de l'acuité du regard.

Le premier mérite d'Alain Duhamel est d'avoir rivé avec eux. Il y a réussi.

Son essai (d'accès facile car il court d'une plume alerte et vive, avec le goût de la formule — image propre aux hommes de télévision) est fondé sur l'analyse des contradictions multiples et vraies du tempérament politique national : « batailleurs et prudents ; réalistes et idéologues ; militants et frondeurs », etc. Bref, on s'y perd un peu. Il développe une thèse, et une seule : notre pays est en voie de modernisation politique, tandis que progressent en profondeur un communisme et un socialisme. Cette fois, on s'y retrouve mieux.

Mais avant même d'en venir au fond du débat, l'auteur développe des idées qui peuvent — la suite, déjà assurée, du livre aidant — en dissuader d'autres. Ainsi du chapitre consacré à la « lutte des castes », qui montre parfaitement que la France de 1985 échappe largement aux schémas sociologiques simplificateurs qui

font les délices de certains congrès. Les déterminants du comportement électoral sont ici restitués dans une complexité qui nous éloigne de l'idée d'une « majorité sociologique » vouée à s'incarner en une « majorité politique » ; comme cela fut annoncé au début de l'actuel septennat : Alain Duhamel renvoie d'ailleurs l'actuel et le précédent septennat à des : l'un et l'autre, socialisme comme libéralisme, ont échoué à sortir le pays de la crise.

Il faut également ranger parmi les développements bienvenus celui que l'auteur consacre au Parti communiste, et qui, soit dit en passant, rend dérisoires certaines attaques dont il est l'objet (2). Le déroulement du vingtième congrès du PCF conforte les analyses d'Alain Duhamel, regroupées sous le titre : « L'Entrenement du PC, et qui s'ouvrent par ces phrases sans ambiguïté : « Le PCF a cette année soixante-cinq ans ; l'âge de la retraite obligatoire. Tel semble bien être, en effet, désormais son destin... ».

D'autres points forts de ce livre suscitent cependant quelques réserves. Présenter « l'effort. Le Pen » comme un effet quasi mécanique et somme toute banal de l'arrivée de la gauche au pouvoir, n'est-ce pas sous-estimer la gravité d'un phénomène dont rien n'indique qu'il soit en déclin ?

De la même façon, Alain Duhamel ne s'attarde guère sur les divisions de la droite classique, même s'il souligne, au risque de déplaire à celle-ci, qu'elle prend parfois le chemin d'une radicalisation qui la rapproche de la « droite extrême ». Trop sévère pour les « fausses frontières du centrisme », car celles-ci sont davantage le produit pervers de nos institutions que le résultat de l'incapacité des centristes eux-mêmes, il vend peut-être un peu vite la peau de

l'our socialistes, « qui ne s'arrêtent ni d'un côté ni de l'autre ». Enfin, Alain Duhamel confond un peu vite dépolitisation — dont personne ne parle — et rejet de la classe politique, qui est réel.

« L'américanosphère »

Au-delà de ces questions, il y a le fond, c'est-à-dire l'affirmation — éternelle, et nuancée — qu'il existe en France un consensus, une majorité dépassant les clivages partisans ; que ce consensus, malgré les oppositions entre les gauches et les droites, qui paraissent parfaitement stériles, a continué de progresser ; et qu'il est le signe d'une modernisation de la vie politique qui va — enfin, espère l'auteur — nous conduire à hauteur de nos valeurs et alliés, les démocraties anglo-saxonnes. Il va de soi que Alain Duhamel voit une modernisation, d'autres traduisent banalisation, mise en conformité idéologique et politique d'une France intégrée dans « l'américanosphère » (3). D'ailleurs, en assimilant modernité politique et modèle anglo-saxon, Alain Duhamel se situe parfaitement dans la tradition des auteurs précités, qui donnaient la recherche du consensus comme valeur supérieure de la démocratie.

D'autres préfèrent limiter cette-ci à certains modes de règlement des conflits.

J.-M. C.

(1) A la recherche de la France : Stanley Hoffman et Ali, 1962.

(2) De la part de Philippe Robieux dans son dernier ouvrage Le Secte (Le Monde du 12 février).

(3) Expression chère à Gérard Vissac, Les Jeux Français, Fayard 1977.

Alain Duhamel, Le Complexe d'Astérix, Gallimard, 248 pages, 75 F.

L'avenir du plan Pisani

(Suite de la première page.)

Londres ne dénie pas ce droit par principe, mais en subordonne l'exercice à une décision majoritaire. Avec un million de protestants défendant l'appartenance au Royaume-Uni contre cinq cent mille catholiques qui regrettent vers Dublin, il est peu probable qu'un scrutin démocratique permette dans un avenir prévisible la réunification de l'Irlande.

Reconnaître le droit de la Nouvelle-Calédonie à l'indépendance, mais le soumettre à un vote, c'est vouloir résoudre la question du cercle. D'où la démarche de M. Pisani : présenter un projet qui satisfasse les Canaques indépendantistes et des garanties qui rassurent les Calédoniens attachés à la France, pour essayer de trouver une majorité en faveur de l'indépendance-association. Son discours du 7 janvier était une belle construction intellectuelle qui n'avait qu'un seul défaut : elle était pratiquement inapplicable dans les conditions prévalentes en la Calédonie, car elle supposait en fait résoudre la question fondamentale — l'acceptation de l'indépendance — et s'attachait plus à en préciser les modalités qu'à rechercher d'autres solutions.

En voulant répondre aux exigences des Canaques et des caldoches, M. Pisani risquait de perdre sur les deux tableaux. Après le congrès du FLNKS et la mobilisation des Européens contre le couvre-feu, la cause semble entendue. Les Canaques, malgré les variations d'un modéré comme M. Jean-Marie Tjibou, se méfient d'une indépendance-association, d'un Etat qui exercerait certes la souveraineté sur la loi mais serait lié à un Etat tuteur par des traités imposés dès avant sa constitution, d'une présence policière et militaire française limitant la liberté de manœuvre du futur gouvernement. Les dirigeants indépendantistes sont prêts à négocier des garanties pour les résidents étrangers, c'est-à-dire pour les Européens et les Polynésiens, mais après l'indépendance, quand ils pourront parler d'Etat à Etat avec

la France, et les plus radicaux d'entre eux ne cachent pas qu'ils souhaitent, avant même le scrutin, le départ d'un grand nombre d'Européens.

C'est exactement le processus inverse que préconise M. Pisani depuis le voyage-éclair du président de la République à Nouméa. Il lui faut des garanties a priori, négociées avant le référendum sur l'indépendance-association, gageons sur la présence d'un fort contingent français, « équivalent même du plan Pisani, première moulture, s'en trouve singulièrement bouleversée, nourrissant les inquiétudes des indépendantistes canaques : « y compris de ceux qui continuent à négocier avec le délégué du gouvernement — sans rallier les caldoches. Les deux pôles qu'il s'agissait d'ameuser partagent la même hantise d'être floués. Et M. Pisani n'a trouvé ni dans un camp ni dans l'autre les modèles capables de faire litière des extrémismes.

Le plan avait-il vécu dès l'instant où M. Mitterrand demandait à M. Pisani de le « compléter » et de le « précéder » ?

Son mérite aura été d'obliger la majorité néo-calédonienne — étroitement liée à l'opposition métropolitaine — à sortir de son intransigeance, à accepter le principe de l'auto-détermination qu'elle refusait et à proposer, par la voix de M. Dick Ukeiwé, un plan qui ne répond certes pas à la revendication fondamentale des indépendantistes mais qui prend en compte les particularismes ethniques et culturels de l'île.

M. Laurent Fabius vient d'inviter M. Pisani à s'en inspirer dans les propositions qu'il doit remettre avant la fin mars. Le gouvernement espère ainsi se tirer d'un mauvais pas dans lequel il s'est largement mis lui-même, après vingt-cinq ans d'aveuglement de la précédente majorité. Ce ne sera jamais que le troisième projet pour la Nouvelle-Calédonie en moins de six mois, mais l'objectif premier n'est plus de sauver la face.

DANIEL VERNET.

M. FABRUS : rechercher le plus large accord

M. Laurent Fabius a adressé, lundi 11 février, à M. Pisani, la lettre suivante :

« Monsieur le délégué, « Le gouvernement a choisi en Nouvelle-Calédonie la voie de la conduite : l'ordre et le dialogue. C'est cette ligne raisonnable qu'il convient de maintenir, malgré les difficultés et les sursauts de toutes sortes. « Dépositaire, en tant que la loi, des pouvoirs constitutionnels, vous disposez dans votre tâche de la pleine confiance du gouvernement de la France. « Prenant en considération vos propositions du 7 janvier dernier, le résultat des conversations que vous avez eues, le contenu des récents débats parlementaires et les conclusions de votre rapport intermédiaire du 31 janvier, je vous demande, sur la base de vos propositions, de poursuivre vos entretiens avec toutes les forces politiques, économiques et sociales du territoire afin de préparer votre rapport définitif. « Dans un esprit d'ouverture, vous rechercherez le plus large accord possible et vous vous attacherez à prendre en compte les plus intéressantes des propositions avancées par les diverses parties. Je souhaite que vous puissiez déposer pour le 31 mars les conclusions de cette conversation à partir desquelles seront préparées les dispositions. « Dans le même temps, vous veillerez au respect de l'ordre par les diverses communautés, respect indispensable à la solution des problèmes calédoniens. »

« Un nouveau coordonnateur de la police nationale. — M. Raymond Desmatté, contrôleur général, et jusqu'à la fin du premier trimestre de la direction de la sécurité publique à la préfecture de police de Paris, a été nommé, lundi 11 février, coordonnateur des services de la police nationale en Nouvelle-Calédonie par arrêté du ministre de l'Intérieur et de la décentralisation.

[Né le 24 décembre 1931 à Besançon (Haute-Saône), M. Desmatté a commencé sa carrière dans la police en 1953 comme gardien de la paix. Il a été en poste comme commissaire de police à Fontenay-le-Comte (Vendée), Vernou (Eure) et Montreuil-Minimes (Seine-Saint-Denis), avant d'être affecté à la Préfecture de Police de Paris en 1971. Il a été directeur des services de la PAF à Roissy depuis mars 1980, il avait été nommé à la préfecture de police en septembre 1983.]

CABINET ROBILLARD
Enquêtes commerciales industrielles ou privées
40, av. Jean Jaurès 75016 Paris
232.50.17 et 18
+ Stages - Ecole Normale
538.72.40

parler = négocier
COURS HUBERT LE FÉAL
EXPRESSION ORALE
MAÎTRISE DE SDI - COMMUNICATION
documentation sans engagement 01 387 25 00

LE POIN

LES 10 et 17 mai prochains auront lieu les élections générales sénatoriales. Ce scrutin concerne les cantons de la métropole, d'outre-mer — Saïana — et ainsi que la Mayotte.

Les cantons sénatoriaux sont les cantons départementaux (c'est-à-dire les cantons créés en 1973), ont été rattachés aux cantons créés à l'occasion de la loi du 2 mars 1982.

Le conseil général est élu par les électeurs du canton. Ce scrutin est organisé par le préfet de chaque département. Les cantons sont regroupés en circonscriptions électorales. Les cantons sont regroupés en circonscriptions électorales. Les cantons sont regroupés en circonscriptions électorales.

En 1833, il n'y avait que 10 cantons en France. En 1973, il y en avait 333. En 1982, il y en avait 333. En 1982, il y en avait 333. En 1982, il y en avait 333.

C'est avec la loi du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, que le conseil général de l'Etat, mais le véritable chef de l'exécutif départemental demeure le préfet. C'est lui qui présente les dossiers, fixe l'ordre des réunions du conseil général et valide les délibérations.

Les élections cantonales ont toujours été considérées, tant par les électeurs que par les gouvernements, comme des élections « secondaires », administratives, et non politiques. Elles ont toujours été considérées, tant par les électeurs que par les gouvernements, comme des élections « secondaires », administratives, et non politiques.

Des enjeux

Le dernier renouvellement des élections cantonales a eu lieu en 1982. Les élections ont eu lieu en 1982. Les élections ont eu lieu en 1982. Les élections ont eu lieu en 1982.

Qui est le plus fort ? Les élections cantonales ont toujours été considérées, tant par les électeurs que par les gouvernements, comme des élections « secondaires », administratives, et non politiques.

DE LA INDUSTRIE

-2-

MAD

Place de

POUR CEUX C

صلى الله عليه وسلم

دسلا من الامثل

dossier

LE POINT SUR...

Les élections cantonales

LES 10 et 17 mars prochains, les conseils généraux seront renouvelés par moitié. Ce scrutin concernera tous les départements de la métropole - Paris excepté - et d'outre-mer - Saint-Pierre-et-Miquelon excepté - ainsi que la collectivité territoriale de Mayotte.

Les cantons soumis à l'élection sont : 1° les cantons appartenant à la série 1979 (c'est-à-dire les cantons renouvelés en 1979 et les cantons créés en 1982 qui, après tirage au sort, ont été rattachés à cette série) ; 2° les cantons créés à l'occasion du récent redécoupage ; 3° les cantons appartenant à la série

1982, qui, par suite du décès ou de la démission du conseiller général, sont vacants.

La loi de décentralisation du 2 mars 1982, qui transfère de nombreuses compétences de l'Etat aux communes, aux départements et aux régions, a attribué au conseil général des pouvoirs étendus et a fait de son président le véritable « patron » du département. Les enjeux de ce scrutin sont donc importants, à l'échelon du département d'abord, de la région ensuite, puisque les conseils généraux désignent des représentants aux conseils régionaux.

Même si elles ne concernent pas l'ensemble du corps électoral, ces élections cantonales

sont normalement la dernière consultation nationale avant les législatives de 1986. « Le rendez-vous de mars sera aussi le lever de rideau des élections du mois de mars de l'année prochaine », a déclaré M. Jean Lecanet, président de l'UDF.

Elles ont donc valeur de test pour les observateurs et les élus-majors politiques : pour le PC, qui a choisi de faire cavalier seul ; pour le PS, isolé et non assuré d'un bon report des voix communistes ; pour l'UDF et le RPR, confrontés de nouveau au problème d'une alliance avec le Front national.

Leurs résultats, d'après le dernier sondage BVA-Paris-Match, seront défavorables à la

gauche (54 % des Français estiment que ce scrutin cantonal sera un succès pour l'opposition ; 11 % un succès pour la gauche ; 35 % ne se prononcent pas).

Ils permettront, quels qu'ils soient, à chacun des partis de l'opposition et de la majorité de mesurer avec plus de précision l'audience dont ils bénéficient. Si le verdict des urnes n'est pas de nature à infléchir la ligne politique du gouvernement socialiste, il fournira une fois encore, à un an d'une échéance capitale, une indication précieuse sur la manière dont une partie de l'opinion l'apprécie.

En attendant 1986...

Le conseil général est né de la Révolution de 1789. A cette époque, le gouvernement nomme pour trois ans, dans chaque département, des conseillers généraux chargés de répartir et de collecter les impôts. Ils se réunissent une fois par an, pendant quinze jours. Leur nombre varie avec la taille des départements.

En 1833, ils ne sont plus nommés, mais élus au suffrage censitaire. Il faut attendre 1871 (loi du 10 août) pour que les conseils généraux soient élus au suffrage universel pour six ans. Entre 1871 et 1982, de nombreux textes allègent un peu la tutelle de l'Etat, mais le véritable détenteur de l'exécutif départemental demeure le préfet. C'est lui qui instruit les dossiers, fixe l'ordre du jour des réunions du conseil général et exécute les délibérations.

C'est avec la loi du 2 mars 1982, « relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions », que le conseil général accède à l'autonomie administrative et financière et que son président devient responsable du département.

Les élections cantonales ont longtemps été considérées, tant par les électeurs que par les gouvernements en place, comme des élections essentiellement « administratives ». Elles ont longtemps battu les records de l'abstentionnisme (plus de 43 % d'abstentions au premier tour des cantonales de 1961, 1964 et 1967 ; plus de 38 % en 1970 ; plus de 46 % en 1973 et plus de 34 % en 1976 et 1979). Un abstentionnisme souvent plus fort en milieu urbain qu'à la campagne. Si les électeurs ruraux connaissent parfaitement leur conseiller général et les limites de leur canton, il n'en va pas de même dans les grandes villes, où les habitants d'une même rue peuvent être électeurs de deux cantons différents.

« apolitiques », avait sursauté sur le caractère politique de cette consultation, la transformant en une première étape de la reconquête.

Il n'en va pas différemment aujourd'hui. L'opposition, qui est en mesure de renforcer ses positions, détient actuellement cinquante-neuf présidences de conseils généraux. Elle est majoritaire dans soixante et une des assemblées départementales, qui jouissent désormais de pouvoirs considérables. En vertu de la loi de décentralisation, « le conseil général règle par délibération les affaires du département ». Il cesse donc d'être cantonné dans une fonction de contrôle. Les compétences déjà transférées, ou qui le seront d'ici à 1986, de l'Etat au département, sont étendues dans tous les domaines, qu'il s'agisse de l'aménagement rural, de l'action sanitaire et sociale, des transports collectifs, et notamment scolaires, de l'urbanisme et du logement, de l'environnement, de l'éducation et de la culture. Pour faire face à ces nouvelles responsabilités, le département a besoin de moyens financiers. A la dotation globale de décentralisation (DGD) s'ajoutent la dotation globale d'équipement (DGE), la dotation globale de fonctionnement (la DGF n'est pas liée au transfert des compétences) et des ressources fiscales : la vignette automobile et les impôts locaux (taxe d'habitation, taxe foncière sur le bâti et le non-bâti, taxe professionnelle).

Il était logique que ce transfert de pouvoirs des fonctionnaires aux élus modifiât le rythme et l'organisation du travail des assemblées départementales. Avant la loi du 2 mars 1982, elles se réunissaient en sessions ordinaires deux fois par an (une session de printemps de quinze jours, une session d'automne de trente jours). Le nombre ainsi que la durée de ces sessions ont cessé d'être limités. Actuellement, le conseil général de chaque département, qui établit librement son règlement intérieur, se réunit ordinairement au moins une fois par trimestre à l'initiative de son président. Il peut également être convoqué à la demande des membres de son bureau (composé du président et de quatre à dix vice-présidents) ou du tiers de ses membres (dans ce cas, la durée de la session s'écoule par deux jours et l'ordre du jour est déterminé). C'est

lors de sa première réunion de plein droit, qui a lieu le second vendredi suivant le premier tour de scrutin, que sont élus le bureau et le président du conseil général.

La loi de décentralisation fait de ce dernier l'homme fort du département. Aux termes de son article 25, « le président du conseil général est chargé de préparer et d'exécuter les délibérations du conseil général. Il est l'ordonnateur des dépenses du département et le chef des services du département. Il gère le domaine départemental et, à ce titre, il exerce les pouvoirs afférents de cette gestion, notamment en ce qui concerne la police et la circulation ».

En outre, pour trois ans, après chaque renouvellement cantonal, par les membres du conseil, le président est « l'organe exécutif du département » et se substitue donc au préfet : il convoque les réunions du conseil général et en fixe l'ordre du jour. Il préside ses séances, prépare et exécute ses délibérations. Il gère le département dans le cadre des décisions prises majoritairement par son conseil. Il prépare et présente le budget du département. Chef des services départementaux, il décide seul des nominations aux emplois créés par les délibérations du conseil. Enfin, il représente le département en justice.

Pour sa part, le préfet, qui a pris l'appellation de commissaire de la République, est « le représentant de l'Etat et de chacun des ministres dans le département » (article 34). Il peut assister aux réunions du conseil général dans des conditions définies par la loi et y prendre la parole soit avec l'accord du président, soit à la demande du premier ministre, soit pour présenter le rapport annuel de l'activité des services de l'Etat dans le département. Chargé du respect de la loi, il exerce un pouvoir de contrôle de la légalité des délibérations, d'une part (il peut saisir le tribunal administratif en cas de violation), de la légalité des budgets, d'autre part (il peut saisir la chambre régionale des comptes instituée par la loi du 2 mars 1982).

Le mode de scrutin

Les conseillers généraux sont élus pour six ans, au scrutin uninominal majoritaire à deux tours et renouvelés par moitié tous les trois ans (1). Ils peuvent solliciter le renouvellement de leur mandat autant de fois qu'ils le désirent.

Les électeurs de chaque canton désignent un seul conseiller général. Pour être élu au premier tour de scrutin, il faut obtenir la majorité absolue des suffrages valablement exprimés (les votes blancs et nuls ne sont pas pris en compte) et le quart des électeurs inscrits, condition particulièrement difficile à remplir lorsque le taux des abstentions est très élevé. Au second tour est élu celui qui a recueilli le plus grand nombre de suffrages (majorité relative).

Pour être candidat au second tour, il faut s'être présenté au premier et avoir obtenu un nombre de voix égal à 10 % des électeurs inscrits.

Lorsqu'un seul candidat répond à ces exigences, le candidat ayant obtenu après celui-ci le plus grand nombre des suffrages au premier tour est autorisé à se présenter au second.

Lorsque aucun candidat ne répond à ces exigences, les deux candidats ayant obtenu le plus grand nombre de suffrages au premier tour sont autorisés à se présenter au second.

Le contentieux issu des élections cantonales est du ressort des tribunaux administratifs en première instance et du Conseil d'Etat en appel.

Le Conseil de Paris est à la fois conseil municipal et conseil général puisque la loi lui confère « les attributions dévolues aux conseils généraux dans les conditions du droit commun ». Il est élu tous les six ans en même temps que les autres conseils municipaux. Le maire de Paris est donc aussi président de l'assemblée départementale.

Dans le département de Saint-Pierre-et-Miquelon, le scrutin n'est pas uninominal majoritaire à deux tours. Le renouvellement se fait au scrutin de liste à deux tours avec possibilité de panachage. L'actuel conseil général de Saint-Pierre-et-Miquelon a été élu en mars 1982. Il sera renouvelé en 1988.

(1) Paris et Saint-Pierre-et-Miquelon sont des cas particuliers.

Le redécoupage

Les redécoupages cantonaux se justifient par l'évolution démographique du pays. Ils ont pour objectif essentiel de corriger les anomalies de la carte cantonale qui constituent la sous-représentation des cantons urbains et la sur-représentation des cantons ruraux.

Ils sont presque toujours, quel que soit le gouvernement qui en prend l'initiative, dénoncés par l'opposition comme des opérations de « charcutage » politique.

Le remodelage de 1973 avait abouti à la création de 319 cantons dans 73 départements et à la suppression de 13 dans le département de la Corse.

Celui de 1976 concernait la région parisienne et portait création de 41 cantons.

En 1982, 165 cantons ont été créés dans 58 départements.

Le redécoupage cantonal de 1985 a concerné 50 départements de la métropole et 3 départements d'outre-mer. Dans 7 départements, l'Aude, l'Eure-et-Loire, le Gers, l'Indre, le Maine-et-Loire, le Morbihan, la Vaucluse, les limites de certains cantons ont été modifiées sans qu'aucune création intervienne.

140 cantons ont été créés et 8 supprimés dans 46 départements.

Dans les Alpes-de-Haute-Provence, un canton a été créé et un autre supprimé, ce

qui laisse inchangé le nombre des cantons de ce département.

16 départements comptent un canton supplémentaire : Allier, Aube, Calvados, Cantal, Corrèze, Drôme, Hérault, Loire, Lot, Lot-et-Garonne, Meurthe-et-Moselle, Pyrénées-Orientales, Saône-et-Loire, Tarn, Belfort, Yvelines.

9 départements comptent 2 cantons supplémentaires : Ariège, Loire-et-Cher, Haut-Loire, Marne, Mayenne, Nièvre, Somme, Haute-Vienne.

7 départements comptent 3 cantons supplémentaires : Eure, Finistère, Loire-Atlantique, Haute-Saône, Savoie, Seine-et-Marne, Guyane.

3 départements comptent 4 cantons supplémentaires : Indre-et-Loire, Rhône, Val-d'Oise.

3 départements comptent 5 cantons supplémentaires : Alpes-Maritimes, Moselle, Hauts-de-Seine.

2 départements comptent 6 cantons supplémentaires : Charente-Maritime, Gers, Gironde.

3 départements comptent 7 cantons supplémentaires : Isère, Pas-de-Calais, Essonne.

Un département compte 9 cantons supplémentaires : Martinique.

Un département compte 10 cantons supplémentaires : Val-de-Marne.

La rémunération des conseillers généraux

Le principe de la gratuité du mandat de conseiller général est inscrit dans la loi de 1971 et pendant longtemps ce mandat n'a donné lieu au versement d'aucune rétribution.

Aujourd'hui, le conseil général attribue à ses membres des indemnités de déplacement, de séjour et de mandat spécial, prélevées sur le budget du département. Le taux de ces indemnités qui ne sont ni imposées ni soumises aux cotisations sociales est fixé par le conseil général. Il est donc variable d'un département à l'autre.

D'après le ministère de l'intérieur, ces indemnités sont en augmentation. Répondant à une question écrite de M. Joseph Pinard (député PS du Doubs) du 22 août 1983, le ministre de l'intérieur a en effet indiqué (J.O. Ass. nat. questions et réponses du 5 mars 1984) que les montants du plan national (excepté Paris) des sommes imputées à la

rubrique « Indemnités des conseils généraux » ont été de plus de 121 millions de francs pour l'année 1980, de plus de 182 millions de francs pour l'année 1981 et de plus de 239 millions de francs pour l'année 1982.

La communication faite (à partir des comptes administratifs 1982) par le ministère de l'intérieur sur le montant annuel moyen des indemnités versées pour l'année 1982 à un conseiller général fait apparaître des variations très importantes d'un département à l'autre. Ainsi le conseiller général le plus fortement indemnié, celui du Val-de-Marne, a-t-il perçu 160 090 F en moyenne, et celui du Pas-de-Calais 147 369 F. Dans le même temps, l'élu de la Gironde recevait 87 382 F, celui des Hautes-Pyrénées 35 183 F et celui de la Saône-et-Loire 15 782 F.

Du samedi 9 au samedi 23 février

QUINZAINE DE LA MESURE INDUSTRIELLE

-20%

MADÉLIOS
Place de la Madeleine, Paris
POUR CEUX QUI SAVENT CHOISIR

... et à l'échelon régional

Le premier enjeu des élections cantonales est donc un jeu de pouvoir au niveau du département. Le second se situe au niveau de la région, dotée elle aussi de responsabilités accrues. Les conseils régionaux, qui, conformément aux déclarations du président de la République, devraient être élus au suffrage universel, et à la proportionnelle, en 1986 - après l'achèvement complet du transfert des compétences de l'Etat aux collectivités locales -, sont composés, depuis la loi du 5 juillet 1972, de trois catégories de conseillers : 1) les députés et sénateurs de chaque département, qui sont membres de droit ; 2) des représentants des municipalités ; 3) des membres désignés par les conseils généraux.

L'intention, prônée au gouvernement de publier, d'ici le scrutin, un décret visant à ce que ces derniers soient élus non plus au scrutin majoritaire mais à la proportionnelle, a suscité la réprobation de certains élus de l'opposition, bien sûr, et de la majorité. Avec le système en vigueur depuis un décret du 5 septembre 1973, un conseil général dans lequel la droite (ou la gauche) est majoritaire est assuré d'être

Dossier établi par NADINE AVELANGE

VOUS VOULEZ ACHETER UN LOGICIEL DE TRAITEMENT DE TEXTE ?
L'ORDINATEUR PERSONNEL A ESSAYÉ ET COMPARÉ LES CINQ MEILLEURS.
L'ORDINATEUR PERSONNEL
LE N° 12 CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Les intéressantes des pro-
diverses parties...
Fosse, président du
de Polynésie, est arrivé
signer avec son homologue
le « protocole d'alliance ».
M. Pisanu a indiqué que
yeux illégaux et anticonstit
déférée - dans les pro-
instances juridiction
tribunal administratif et le
gouvernement
iste
ndant
on « troisième chit-
anti fait allusion au LKS
kanake et socialistes)
laisseline de chef de file de
a dit M. Pisanu, ne cesse à
omme ici, d'élucider l'impos-
ure les positions « rade-
des ponts, des médiateurs
encontres possibles.
a poursuivi. « Concernant
eive et le RPR, j'ai de
raisons de croire qu'une ren-
e. Dans la lettre que j'ai lu
e, je lui ai bien précisé qu'il
ait d'analyser avec les la-
bilités est de savoir où l'on
dans cet interstice, qui en
nement étroit.
roger sur le respect du alé-
devant aboutir au statu
détermination. M. Pisanu
d'un éventuel changement
ne pourrait intervenir que
des raisons techniques
édition des lois pour
re à décider de quelques
et la date du scrutin d'au-
tisation, il est en effet impos-
de dire que le conseil en
date, elle ne peut donc
avoir le milieu de l'été ».
F.F.

uhamel
la France
socialiste. « Ce n'est pas
signe qu'un « dé ». Enfin,
uhamel compte un peu
soutien - sont pe-
le partie - et tout ce la
politique, qui est réel.

américanosphère
lité de ces questions d'us
l'est-à-dire l'affirmation
vée, et nuancée - qui
en France un consensus
porté dépassant les di-
partisans - que ce
sua, malgré les oppositions
gauches et les droites,
tissent partiellement sté-
a, continue de progres-
qu'il est le signe d'une
sion de la vie politique
- enfin, espère-t-il -
conduira à hauteur de nos
et plus, les démocrates
sionnés. Il va de soi que
Jean Duramez n'est une mo-
tion, d'autres traditi-
ation, mise en conformi-
tique et politique d'une
étrange et dans l'amen-
né à 33. D'ailleurs, en as-
modérisme politique et no-
modérisme. Alain Duramez
partiellement dans la pr-
des auteurs précises, qu
vient la recherche du
s comme valeur supé-
de la démocratie.

J.-M. G.

A la recherche de la France
y Malraux et A. J. 1962.

De la part de Philippe Ro-
dans son dernier ouvrage le
le Monde du 12 février.

Expression libre à Genet
ent, les deux « France »
1977.

Alain Duramez, le Complexe
ux, Gallimard, 246 pages.

gocier
LE FÉAL
ORALE
MUNIFICATION
en 287 25 00

150 من الدول

COMMUNICATION

LE DÉBAT SUR LES TÉLÉVISIONS PRIVÉES

Les agences de publicité souhaitent que le marché se libère totalement

Satisfaites mais prudentes, les publicitaires français réunis au sein de l'AAFP (Association des agences de publicité) viennent de faire connaître leur position sur la question des télévisions privées.

Pas de doute : pour les publicitaires, l'ouverture de nouvelles télévisions privées correspondrait à un « besoin impérieux ». D'abord, en raison de l'énorme limitation de la publicité télévisée (en volume et en secteurs), qui crée un « regrettable phénomène de file d'attente » : selon l'AAFP, la télévision se priverait en effet actuellement d'une masse d'investissements publicitaires de l'ordre de 700 millions à 1 milliard de francs ; ensuite, à cause du retard français en matière de publicité télévisée.

Et l'AAFP de proclamer la nécessité d'affirmer nettement, dès maintenant, que « les ressources des nouvelles chaînes proviendront de la publicité et non d'hypothétiques ou obscures autres ressources ». D'où

deux exigences absolues : « Pas de contingentement en volume ; pas de limitation des secteurs », l'exemple des radios montrant selon elle qu'« il n'y a pas, à l'échelon local et régional, de marché publicitaire suffisant si le commerce et les services, en particulier la distribution, n'ont pas accès à ces médias ».

Les publicitaires sont toutefois lucides : la crise aidant, « les capacités de financement des entreprises ne sont pas telles qu'elles puissent, dans l'immédiat, considérablement développer leurs investissements dans le domaine de la publicité », déclare l'association, qui se risque tout de même à les chiffrer autour de 2,5 milliards de francs.

Attention, prévient-elle cependant : « L'irruption des nouvelles médias ne doit pas entraîner de déséquilibres brutaux (...). Il est essentiel que la décision prise permette un surcroît d'investissements et pas seulement des transferts de dépenses d'un média vers un autre. » Cela implique de la part des nouvelles télévisions « une politique commerciale claire et professionnelle », reposant sur l'établissement de tarifs stables établis sur les seuls critères de l'audience. Encore faudrait-il qu'il existe enfin un instrument de mesure d'audience fiable et incontestable. Cela implique aussi « des règles de concurrence équitables », afin d'éviter l'établissement

ou le renforcement de positions dominantes. Une allusion à peine voilée à quelques puissants groupes de presse et à Havas, principal actionnaire de Canal Plus.

A. Co.

UNE LETTRE DE M. FABRIS A M. SFZ

Le premier ministre, M. Laurent Fabris, président du Conseil national de la communication audiovisuelle (CNCA) d'une mission d'étude, en liaison avec M. Jean-Denis Bredin, sur « le domaine nouveau des télévisions hertzienne ». Dans une lettre adressée le 5 février à M. Lucien Sfez, président du CNCA, le premier ministre suggère différentes pistes de recherche. Ainsi le CNCA devrait-il se pencher plus particulièrement sur « les conditions de la création de programmes spécifiques pour d'éventuelles stations locales ou nationales, privées ou semi-publics », apprécier « le budget requis pour l'équipement et le fonctionnement d'une télévision hertzienne », étudier « les différentes structures budgétaires possibles, la capacité de développer des ressources propres, notamment d'origines publicitaires et de sponsoring, la possibilité pour ces stations de produire des programmes propres ».

Les conclusions de cette étude pourraient, selon le premier ministre, être jointes au rapport de M. Bredin.

A VOIR

Les années Staline

Rien ne manque au décor des « Lendémains qui chantent », de Jean-Claude Grumberg et Jacques Fannstien : le portrait du Petit Père des peuples au-dessus du buffet, celui de Maurice Thorez à ses côtés, une lithographie de Picasso dans la cuisine des Siloviz. Marcel, le père de famille, d'origine juive de Lituanie, est fourreur à Paris, et milite passionnément au Parti communiste. A cette époque, les années 50, les cours sont des forteresses de courage et la politique se vit en chantant. On célèbre Maurice Thorez sur un air de Koern, on vilipende le président Truman au tempo de J'aime la jamon et la saucisse.

Les Siloviz luttant d'arracher pied, à l'intérieur de la cellule de quartier, contre l'hégémonie américaine, contre la bourgeoisie, pour la libération des peuples. Le socialisme modeste qui porte des couleurs de l'avenir, c'est l'URSS stalinienne. Un seul point noir dans la vie douce de cette famille typique : ils voudraient bien rencontrer pour la première fois le petit cousin russe, membre des Ballets soviétiques, qui se déplaçait justement à Paris. Le rencontrer directement.

Impossible, il faut superviser passer par les instances du parti. Après mout tractions diplomatiques, on parvient à recevoir

Yanek qui, stupéfait, profite d'un bon de toilette pour filer par la fenêtre. En un mot il choisit la liberté. C'est l'angoisse, le cauchemar. Commence pour Marcel le cortège des déshérences...

« Il est agréable d'être communiste dans un pays qui ne l'est pas. » La morale est tirée par l'un des personnages de cette fiction, un peu caricaturale, mise en scène par deux réalisateurs qui ont vécu cette période et qui réglent leurs comptes avec le passé, avec l'histoire.

MARC GIANNESINI.

* Les lendémains qui chantent. A2, mercredi 13 février, 20 h 35 (90 minutes).

Mardi 12 février

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Jeu : Enigmes du bout du monde. Un remake de « La course autour du monde », de « La chasse au trésor ».

21 h 30 L'odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau. Le Nil séculaire, mythique. Pendant dix mois, l'équipe a survolé le fleuve à bord d'un Catolpa spécialement aménagé pour l'expédition (1^{re} partie).

22 h 25 Tintin arta : La nouvelle peinture. Émission d'Antoine Galien, réal. N. Monti. Dossier : condition de l'artiste contemporain dans la société. Comment conjuguer les exigences de l'art et la vie quotidienne. Témoignages de peintres.

23 h 25 Journal.

23 h 45 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 40 Cinéma : Farfan la Tulipe. Film français de Christian-Jaque (1952), avec G. Philipe, G. Lelouch, N. Roquevert, O. Hussein, M. Harland, J.-M. Temberg, G. Page (N.). Un jeune paysan courageux de Japons est enrôlé de force dans l'armée de Louis XV. Révélé de gloire et de fortune, il réalise les prédictions que lui a faites une fausse bohémienne.

22 h 25 Mardi cinéma. Avec Christophe Maloney, Richard Berry, Evelyn Roux, Isabelle Huppert.

23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

21 h 35 Cinéma : Nala. Film français de L. Bourbier et M. Pagnol (1945), avec Fernandel, J. Bouvier, H. Poisson, Arnis, R. Pellegrin (N. Rediffusion). Le fils d'un notaire d'Alsace en Provence séduit une jeune

paysanne. Un valet boizu, amoureux sans espoir de celle-ci, la protège de la colère paternelle.

22 h 40 Journal.

23 h 10 Bleu outremer.

0 h 15 Henri Vincenot dans Histoires de trains.

0 h 20 Prélude à la nuit.

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

17 h 5 Dessin animé : Wil Cwac Cwac ; 17 h 10, Guerre et Paix, film de Serge Bondarchouk (1^{re} partie) ; 18 h 51, Feuilleton : Janique Aimée ; 19 h 5, Astot PIC ; 19 h 15, Informations.

CANAL PLUS

20 h 30, le Boss 1, film de Claude Pinoteau ; 22 h 20, Vire vite, film de Carlos Saura ; 0 h, SLAM ; 0 h 45, Je suis un criminel, film de Busby Berkeley ; 2 h 15, Document : Japon, l'héritage des samouraïs.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Pour ainsi dire. 21 h Charlotte Perriand ou l'art d'habiter. 21 h 30 Musique : Diagonales ou l'actualité de la chanson française et étrangère. 22 h 30 Noëls magiques : La Pologne quatre ans après l'état de guerre. 0 h Les rendez-vous de minuit.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (en direct de la salle Pleyel à Paris) : Sonate pour piano et 16 et sol majeur, Sonate pour piano et 14 en ut dièse mineur, Sonate pour piano et 6 en fa majeur, Sonate pour piano et 31 en la bémol majeur, de Beethoven, par Daniel Barenboim, piano. 23 h Les soirées de France-Musique : Jazz club (en direct du Petit Opportun).

Mercredi 13 février

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 15 ANTOIPE. 11 h 45 La Une chez vous. 12 h Feuilleton : Capitaine Lucifère. 12 h 30 La bouteille à la mer. 13 h Journal. 13 h 40 Vitamine. 14 h 25 Infos-jeunes (et à 18 h 25). 14 h 40 Magazine : De A à Zébra. 15 h 30 La chance aux chansons. 16 h 50 Nouriture. 17 h 5 Le village dans les nuages. 18 h 40 Série : Huit ça suffit. 19 h 16 Jeu : Anagram. 19 h 40 Cocoricochou. 19 h 53 Tirage du Two-o-tac. 20 h Journal. 20 h 35 Tirage du Loto. 20 h 40 Série : Dantes. Mark Soukate que ses amis assistent à son mariage. Première préface par sa sœur. 21 h 30 Documentaire : Caractères chinois. Réal. A. Fournier. Pas de clichés faciles, pas d'affirmations à la mode du jour dans ce très bon reportage. Mais un regard tout en nuances sur la vie de tous les jours de deux familles chinoises, sur leurs succès et leurs peurs aussi. 22 h 40 Corte d'amour. Présenté par Sidney. Avec Paul Young, Taxi Girls, Agathe, Al Corley, le groupe africain Morykan... 23 h 25 Journal. 23 h 45 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

6 h 45 Télévision du matin. 8 h 30 Feuilleton : Une femme seule. 10 h 30 ANTOIPE. 12 h 10 Jeu : L'académie des neufs. 12 h 45 Journal. 13 h 30 Feuilleton : Les amours des années 50. 14 h 45 Dessins animés. 15 h 15 Récré A 2. Les Schtroumpfs ; les 4 z'ants, Pac Man, Lulu et Lulu. 16 h 50 Micro-Kid. 17 h 25 Pictur 45. Sheila, Daryl Hall et J. Oates, Antoine, Cyndi Lauper... 18 h Les carnets de l'aventure. Les faibles de l'océan. 19 h 30 C'est la vie. 19 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19 h 15 Émissions régionales. 19 h 40 Le théâtre de Boulevard. 20 h Journal. 20 h 35 Téléfilm : Les lendémains qui chantent. De J.-C. Grumberg, réal. J. Fannstien, avec W. Frensch, A. Marec. (Lire notre article). 22 h 10 Les jours de notre vie. Magazine de D. Thibault. « L'homme et le travail ». Les accidents du travail. Sur les risques encourus lors de la manipulation de produits toxiques... Un reportage au centre de Belfort, près de Besançon, avec la participation de médecins. 23 h 5 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

17 h Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions.

19 h 55 Dessin animé : Lucky-Luka. 20 h 5 Les jeux. 20 h 35 Cadence 3. Émission de Lila Milic et Guy Lux. Autour de Dalida. 22 h 5 Journal. 22 h 25 Portrait de Simone Signoret. Émission présentée par Jérôme Garcia. Simone Signoret, grande actrice et romancière, avec son premier livre, Adieu Volodia. 23 h 20 Henri Vincenot dans Histoires de trains. La grande épopée du rail racontée par un conteur né. 23 h 25 Prélude à la nuit. Festival de Monte-Carlo : scherzo du Quatuor en mi bémol, de F. Schubert, interprété par le Quatuor Tatral.

CANAL PLUS

7 h, 7/9 M. Denon ; 9 h, Cabou Cadin (les Mimipous ; un bateau pour l'aventure ; Heathcliff et Marmaduke) ; 10 h 15, Robin des Bois ; 11 h 5, Show devant ; 12 h, Shanghai skipper ; 13 h 5, Jeu ; 13 h 30, Feuilleton : Rue Carnot (et à 18 h 45) ; 14 h, Cabou Cadin (Max Romans ; Sherlock Holmes ; Paul et les dizygots ; Mister T ; les 4 Filles du Dr March) ; 16 h, Ellis Island ; 17 h 15, Rock cocoroc ; 18 h 5, Slam (et à 22 h 20) ; 19 h 15, Tous en scène ; 20 h 5, Top 50 ; 20 h 30, Hill street blues ; 21 h 15, Skay ; 21 h 50, les Bijoux de famille, film de J.-C. Laureux ; 0 h 5, Flics de choc, film de J.-P. Desagnat ; 1 h 30, Robin des Bois ; 2 h 20, Betman.

FRANCE-CULTURE

1 h, Les nuits de France-Culture ; 7 h, Le goût du jour ; 8 h 15, Les valeurs internationales ; 8 h 30, Les chemins de la connaissance : Autour de la montagne Noire, le mémoire du peuple (et à 10 h 50 : la note du traducteur) ; 9 h 5, Matière : La science et les hommes ; 10 h 30, Musique : Mirrors (et à 17 h) ; 11 h 10, Le livre, ouverture sur la vie : la « Victoire du soldat », de M. Chaillou ; 11 h 30, Feuilleton : « Tristan et Isolt » ; 12 h, Panorama ; 12 h 45, Marthe : Un mythe imparfait ; 14 h, Un livre, des voix : Gérard Mordacq ; « l'Amidé » ; 14 h 30, Passage du témoin (diff. le 9 fév.) ; 15 h 30, Lettres ouvertes : avec Claude Roy ; actualité anglaise ; littérature et musique ; le dossier de la semaine ; 17 h 10, Le pays d'ici, Saint-Lô ; 18 h, Subjettif ; Agora ; à 18 h 35, Tire ta langue ; à 19 h 15, Rétro ; 19 h 30, Perspectives scientifiques : Cosmologie ; 20 h, Musique, mode d'emploi. 20 h 30 Salah Stetli ou le passage du monde à l'autre monde. 21 h 30 Musique : Puisse-t-on. Ville d'Avray, compositeurs dans la ville. 22 h 30 Nuits magiques : A angles rompus sur le cinéma géorgien.

FRANCE-MUSIQUE

2 h, Les nuits de France-Musique : Arturo Toscanini ; 7 h 10, L'impératrice, magazine de l'actualité musicale ; 9 h 8, Le matin des musiciens : Lisez le nouveau, l'éveil des écoles nationales ; 12 h 5, Le temps du jazz : feuilletton « Eric Dolphy » ; 12 h 30 Concert : œuvres de Marceland, Scherchen, Chaynes, Mefano, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. G. Amy, sol. V. Giotokor, trombone ; 14 h 2, Tempo primo ; 15 h, Les après-midi de France-Musique : Hommage à Léonard Rose ; à 16 h, Le P'tit Opéra : les Cloches de Corneville, de Piquette ; 18 h 2, Les chants de la terre ; 18 h 30, Jazz d'aujourd'hui : On joue-t-on ? ; 19 h 15, Spinales, Magazine de la musique contemporaine ; 20 h 4, Avant-concert. 20 h 30 Concert : Ouverture cubaine, extraits de Porgy and Bess, Songs, Un Américain à Paris, de Gershwin par l'Orchestre national de France, dir. A. Litton, sol. C. Dale, soprano. 23 h Les soirées de France-Musique : La voix et la musique contemporaine.

LE GROUPE DU « DAUPHINÉ LIBÉRÉ » RÉDUIT SON ABONNEMENT À L'AFP

(De notre correspondant.)

Grenoble. — Le groupe de presse Le Dauphiné libéré — qui fait partie du groupe Hespéant — se privera, à partir du 31 mars prochain, d'une large partie des informations fournies quotidiennement par l'Agence France Presse. L'AFP continuera cependant de transmettre ses services photographique, hippique et financier aux quotidiens Le Dauphiné libéré, Lyon matin, Vaucluse matin et Loire matin. Pour le cinquième titre du groupe, le Journal quotidien Rhône-Alpes (dont le tirage n'est que de 28 700 exemplaires contre les 430 000 du Dauphiné libéré), la direction du groupe a demandé de pouvoir bénéficier de la totalité du service AFP.

Dans un communiqué publié lundi 11 février, les responsables du Dauphiné libéré déclarent vouloir « valoriser l'information régionale et traiter l'information nationale et internationale dans une optique régionaliste d'explications et de commentaires ». Plus prosaïquement, le Dauphiné libéré estime très coûteuse la facture de l'AFP, qui aurait dû s'élever pour l'année 1985 à 4,6 millions de francs. Le journal, qui ne consacre quotidiennement que deux pages à l'information nationale et internationale, pense pouvoir se passer d'une source d'informations comme l'AFP.

« Les grosses informations », nous les aurons de toute façon », précise le rédacteur en chef du journal, M. Paul Blanc. Le Dauphiné libéré est du reste abonné à l'agence américaine Associated Press et pourrait se tourner vers la deuxième agence française, l'Agence centrale parisienne de presse (ACP). « Le problème n'est nullement politique mais bien financier », affirme l'un des proches collaborateurs du président du directeur.

Les dirigeants de l'AFP voient volontiers, en revanche, dans l'initiative du Dauphiné libéré une manœuvre de M. Robert Hersant destinée à « déstabiliser » l'une des toutes premières agences mondiales de presse. A la tête d'un grand nombre de journaux de province, M. Hersant pourrait être tenté de développer sa propre agence de presse et venir ainsi concurrencer l'AFP sur le terrain national.

CLAUDE FRANÇON.

« Jeux et stratégie : nouveau style. — Cinq ans après sa création, le bimestriel Jeux et stratégie révoque sa présentation. La micro-informatique s'y taille la part du lion avec un cahier spécial dans le numéro février-mars qui vient de paraître (18 francs). — Jeux et stratégie, 5, rue de la Baume, 75008 Paris. Tél. : 563-01-02.

LA RÉUNION AU CAIRE DES MINISTRES FRANCOPHONES

Un espace audiovisuel mondial en français ?

De notre envoyé spécial

Le Caire. — La première conférence des ministres de la communication des pays membres de l'Agence (francophone) de coopération culturelle et technique (ACCT) (1), tenue au Caire du 3 au 8 février (Le Monde du 9 février), a-t-elle répondu au vœu de son secrétaire général, le physicien gabonais François « Mono-Nguema », de « marquer le point de départ d'une action francophone de coopération dans le domaine audiovisuel » ?

Il est permis d'en douter, quand on voit la maigreur des résultats auxquels ont abouti, du moins pour le moment, des dizaines d'heures de travaux mobilisant ministres ou experts d'une quarantaine de pays des cinq continents, représentant quelque cent cinquante millions de « locuteurs francophones réels ». Outre une « notion de soutien à l'UNESCO » (mais ne mentionnant pas son directeur général M. M'Bow...) adoptée à l'unanimité, les participants ont bien retenu la nécessité de « créer un centre de documentation des techniques de la communication » ou d'« encourager les accords de coopération audiovisuelle » entre nations utilisant le français, mais ils n'ont défini aucun projet concret pouvant donner consistance à « l'espace audiovisuel francophone mondial ».

Il est vrai que les ressources de l'Agence sont si modestes (2) — moins de 40 millions de francs en 1985 pour les réalisations — qu'elle ne pourra mettre sur pied un projet audiovisuel digne de ce nom que lorsque les pays riches qui en font partie (France, Canada, provinces du Québec et du Nouveau-Brunswick, Belgique, Monaco) auront desserré les cordons de leur bourse, ce qui ne paraît guère à l'ordre du jour. Ainsi les responsables de la communauté Wallonne-Bruxelloise font chez eux des professions de foi francophonismes mais

ils n'acquiescent même pas régulièrement leur quote-part au budget de l'Agence...

En attendant de trouver, peut-être au Québec ou en France, des ressources à la hauteur de son ambition, l'ACCT aurait pu au moins, à la conférence du Caire, tenter de faire évaluer les chances que les espaces linguistiques « minoritaires » (francophonie, hispanophonie, arabophonie, etc.) ont, en s'appuyant de se maintenir face à l'uniforme mondialisation audiovisuelle en cours, à base de techniques japonaises et d'images américaines. Le sujet n'a officiellement — même pas été abordé.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(1) Les membres de l'ACCT sont la Belgique, le Bénin, le Burundi, le Cameroun, le Congo, le Costa Rica, le Gabon, le Ghana, le Guatemala, le Honduras, le Liban, le Libéria, le Luxembourg, le Mali, le Maroc, la Mauritanie, Maurice, Monaco, le Nouveau-Brunswick, le Niger, le Québec, le Rwanda, le Sénégal, les Seychelles, le Tchad, le Togo, la Tunisie, Sainte-Lucie, Vanuatu (ex-Nouvelles-Hébrides), le Vietnam, le Zaïre ; tous ces pays étaient représentés au Caire, sauf Monaco, Sainte-Lucie et Vanuatu. Une vingtaine de délégations étaient conduites par des ministres. Madagascar, qui a suspendu sa participation à l'ACCT, avait envoyé un observateur. D'autres pays attirant le français, comme la Suisse, l'Algérie ou le Cambodge n'appartiennent pas à l'Agence.

(2) Dans notre article du 9 février, l'emploi des guillemets de l'Italique pour la phrase relative aux ressources limitées de l'ACCT a pu faire croire qu'elle avait été prononcée par M. Filhoud, secrétaire d'Etat français aux techniques de la communication, alors qu'elle était en fait de notre envoyé spécial.

CORRESPONDANCE

Une mise au point de M. Rousselet

M. André Rousselet, PDG du groupe Havas et de Canal Plus, nous demande de « rectifier » deux informations publiées dans notre édition du 9 février (« Canal Plus que jamais »). Il nous écrit :

« Au sujet d'une « négociation » que je mènerais avec TDF, Amick Coteau écrit : « TDF, semble-t-il, se fait tirer les cheveux, et les malades du président de Canal Plus, lors de sa rencontre avec le président de TDF, n'ont guère permis de conclure, comme souhaité, sur le principe d'une remise de 100 millions de francs sur la facture des prestations ». Or, je n'ai pas rencontré ni eu au téléphone M. Schoeller depuis plus de deux mois. La négociation est menée par les services concernés ; et il ne s'agit nullement d'une remise, mais d'une présentation comptable portant non pas sur 100 millions mais sur 40 millions ; voilà qui nous éloigne sensiblement de la vérité. »

Un peu plus loin : « Il semblerait cependant que Canal Plus ait misé sur 500 millions de francs de recettes publicitaires (200 millions en sponsoring et 300 millions en publicité commerciale) ». Ces prévisions que les spécialistes jugent par trop optimistes. Je partage d'autant plus l'avis de l'auteur de l'article que les prévisions soumises au conseil d'administration font état non pas d'une enveloppe de 500 millions mais de 200 millions comprenant sponsoring et publicité commerciale ».

Il y a bien en ces mots une rencontre entre M. Rousselet et les responsables de TDF, mais nous admettons bien volontiers que M. Schoeller n'y participait pas. S'agissant des objectifs publicitaires de la quatrième chaîne, nous maintenons en revanche les informations mises en cause par M. Rousselet, et que le Monde n'est pas le seul à avoir publiées. — A. Co.)

Criminels de droit commun ou militants politiques ?

EN VENTE: 11.98 F
CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX
ET AU MONDE.

Beach. - Le Français Tari
per à être éliminé, lundi 1
par l'Américain Vitas G
(6-4, 7-5) en huitième de
de Delray-Beach (1
dote de 1 800 000 dollars.

La journée, perturbée pa
le pluie, a été marquée p
minations surprise des Sud
Wilder (victé de série nu
par l'Américain Mike Leach
2) et Anders Jarryd par le
braque Tomas Smid (6-
Deux autres matches ont
joints : Jan Gunnarson (5
Broderick Dyke (Aus.) 6-2,
et Scott Davis (EL) b. M
(EL) 6-4, 6-2.

LE MONDE
diplomatique
FÉVRIER 1985
**L'EMPIRE
DU DOLLAR**

EN VENTE : 11.90 F
CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX
ET AL • MONDE •

صكرا من الامم

REPRODUCTION INTERDITE

... LE MONDE - Mercredi 13 février 1985 - Page 19

	La ligne*	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	90,00	106,74
DEMANDES D'EMPLOI	27,00	32,02
IMMOBILIER	60,00	71,16
AUTOMOBILES	60,00	71,16
AGENDA	60,00	71,16
PROP. COMM. CAPITAL	177,00	209,92

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La ligne*	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	61,00	60,48
DEMANDES D'EMPLOI	15,00	17,79
IMMOBILIER	39,00	46,25
AUTOMOBILES	39,00	46,25
AGENDA	39,00	46,25

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

Rendez-vous avec... les grandes sociétés européennes...

Au sein de notre Direction internationale, vous couvrerez en tant que **CHEF DE ZONE GEOGRAPHIQUE**, l'Europe de l'Ouest (Grande-Bretagne, Benelux, R.F.A., Suisse, Autriche,...) et y serez notre **SPECIALISTE** du

Corporate banking

Vous serez, avant tout, un **HOMME D'AFFAIRES** capable de générer et de développer un fonds de commerce constitué de filiales à l'étranger de clients français ou de maisons-mères de filiales en France, et leur apporterez une assistance tant pour la vie de leurs comptes que pour leurs opérations financières. Homme de conseil pour leurs transactions, bien introduit sur les places financières de ces pays, vous serez le **LIEN** entre ces sociétés, les banques locales et notre Direction Bancaire France : en fait, un **GENERALISTE**, au bon sens du terme, apte à concilier leurs intérêts et les nôtres.

NOTRE BANQUE, à taille humaine, bénéficie du concours d'un **PUISSANT GROUPE FINANCIER**, saura vous permettre de vivre pleinement votre métier, et vous ouvrir des perspectives à terme.

René DAGIRAL, notre conseil, attend votre dossier sous référence C/CB/LP qu'il traitera en toute discrétion.

AFCEM



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

ENTREPRENEUR DE FORAGE

INGÉNIEUR - INSTALLATIONS DE FORAGE

Notre client, important entrepreneur de forage, recherche deux ingénieurs expérimentés en installations de forage pour gérer une exploitation sur une plate-forme de production très importante pour des périodes de travail égales aux périodes de congé à tour de rôle.

Les candidats doivent être capables de gérer les installations de forage, les exigences de l'entretien et de coordonner l'exploitation de forage sur la plate-forme. Il faut que les candidats soient au courant des exploitations côtières, de la construction et de l'entretien des installations. Ils doivent avoir en outre une bonne connaissance de l'équipement de derrick et de plate-forme de production qui sont en corrélation.

Le candidat idéal aura de préférence une licence en mécanique ou l'équivalent et aura acquis la formation requise et une expérience de plusieurs années dans ce domaine.

Une excellente rémunération et des avantages seront attribués en rapport avec la compétence exigée pour ce poste.

Prérez d'adresser votre candidature en envoyant un C.V. détaillé à :

Grant Forrest Advertising Agency, 42 Victoria Street, Aberdeen AB1 1XA, Scotland G-8.



DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

اصبحوا شركائنا للمغرب

Société Marocaine d'appareillage Electrique, établie à CASABLANCA, et rattachée à un important groupe international Français, l'un des leaders mondiaux dans les domaines de l'électrotechnique et de l'électronique recherche son :

directeur commercial

Rattaché au Directeur Général, il définira la politique marketing et animera une importante équipe de vente.

Ce poste s'adresse à un Ingénieur à fort potentiel, ayant acquis une expérience appropriée, si possible dans le domaine de la Distribution de l'Energie Electrique.

La réussite dans cette fonction permet d'envisager d'intéressantes perspectives d'évolution de carrière au sein du groupe.

Merel d'adresser dossier de candidature S/REF. 40582 à CONTESSA PUBLICITE - 74, rue Béchvelin 69363 LYON Cédex 07 qui transmettra.

PMI en expansion crée poste de

DIRECTEUR COMMERCIAL

Vendeur confirmé et meneur d'hommes, méthodique et ouvert aux techniques de pointe, bien introduit en milieu industriel, culture informatique indispensable. Région parisienne prioritaire.

Env. lettre manuscrite + CV + références à MICHOTEL SARL, BP 60, 91143 LES ULIS.

OFFICE PUBLIC D'ILM de SAU-

MUR 3.000 logements

recrute

DIRECTEUR

par mutation ou concours sur

titres + poste, diplôme pour

entrée ENA, format, jurid.,

admission, français, anglais.

Adresser candid. et C.V. à :

M. le Président OPMILM, 34,

rue de Temple, B.P. 16,

48401 SAULNIER CEDEX.

Daté limite de dépôt :

31 mars 1985.

La Chambre de Commerce et d'Industrie de ROUEN

doit pourvoir le poste de

DIRECTEUR

de son Ecole Supérieure de Commerce pour la rentrée

universitaire 85-86 (prise de fonctions au plus tard le 1^{er} Juillet 85).

L'Ecole s'est acquise sa réputation par un enseignement de qualité, un corps

professoral de grande valeur et un recrutement de très bon niveau.

Les caractéristiques attendues de celui qui prendra cette fonction sont : une

formation supérieure ; des qualités d'imagination et d'animation ; une

compétence reconnue dans l'une des disciplines de l'enseignement de la

gestion ; des aptitudes déjà prouvées à l'exercice de responsabilités

administratives et financières.

Une formation ou une expérience américaine serait appréciée.

Prière d'adresser votre candidature avec C.V. détaillé sous réf. 562 à

Alain SARTON - PLEIN EMPLOI - 10, rue du Mail - 75002 PARIS.

Conseils en ressources humaines.

Les contacts finaux auront lieu à Rouen le 27 Février.

L'identité des candidats ne sera pas révélée

sans leur accord préalable.

direction administrative

300.000 F +

Sous l'autorité du Directeur Administratif et Financier, il est le relais entre les exploitations et les Directions du Siège : il est chargé de l'animation et de la supervision comptable, financière, administrative et sociale. Il dirige les équipes comptables (120 personnes) et il est plus particulièrement attentif à la gestion et au suivi de ce personnel, à l'harmonisation des procédures et traitements informatiques, aux études et actions d'organisation ou d'amélioration de la productivité (gestion des encours, risques financiers, investissements). Nous recherchons un diplômé G.E. de gestion, de solides compétences dans les domaines énumérés, une personnalité forte, sachant animer, dialoguer et convaincre. Anglais apprécié. Poste basé à Paris. Nombreux déplacements.

Adressez votre dossier (lettre, C.V., rémunérations, tél. pers.) à notre Conseil (ou le contacter) sous réf. 61 DM. Il vous remercie et il vous garantit une



Hervé Le Bout Consultants
11, rue La Boétie - 75008 PARIS
Tél. : 265.38.39

Importante industrie 1000 personnes,

trois usines

recherche pour son siège de Strasbourg

DIRECTEUR DU SERVICE RELATIONS HUMAINES

Maîtrise Droit, Sciences Economiques ou équivalent.

Missions :

- Gestion du Personnel,
- Politique des salaires et avantages sociaux,
- Amélioration de conditions de travail et de sécurité,
- Formation.

5 à 10 ans d'expérience : gestion du personnel, relations industrielles, problèmes du droit du travail, sont nécessaires.

Adm. CV dét.

ss. réf. 1105

seletec 57009 STRASBOURG CEDEX

L'Université du Québec à Rimouski est à la recherche

d'une personne pour combler le poste suivant :

Professeur régulier en océanographie géologique

FONCTIONS : La personne retenue devra dispenser des activités d'enseignement dans le cadre de programmes de premier cycle et des programmes de maîtrise et de doctorat en Océanographie. Elle sera également appelée à collaborer aux programmes de recherche existants sur le bio-géochimie de la couche limite benthique et sur le dynamique des sédiments côtiers, et/ou à élaborer et développer un nouveau champ de recherche en océanographie géologique, et à développer de nouveaux cours pertinents à son domaine de spécialisation.

EXIGENCES : La personne retenue devra posséder un doctorat (Ph. D. ou D.Sc.) en océanographie géologique ou dans un domaine équivalent. Le domaine de spécialisation et le domaine privilégié de recherche devront être la géologie et/ou les sédiments marins récents.

Toute candidature sera traitée confidentiellement. Les personnes intéressées doivent faire parvenir leur curriculum vitae avant le 1^{er} mars 1985 à :

Jean Label
Directeur
Département d'Océanographie
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI
301, av. des Ursulines
Rimouski (Québec)
G8L 3A1

Université du Québec à Rimouski

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

THOMSON SEMICONDUCTEURS

PARTICIPER AU DÉMARRAGE D'UNE USINE-PILOTE ENTIEREMENT AUTOMATISÉE

THOMSON SEMICONDUCTEURS implante à NANCY un Centre d'assemblage de grande série (collage, soudage, mise en boîtiers, finitions mécaniques et traitement de surface) et de test de circuits intégrés. Il occupera 450 collaborateurs (tous très qualifiés), dont 140 Ingénieurs et Cadres. Notre engagement dans la compétition mondiale, nous conduit à choisir les équipements aujourd'hui les plus performants : derniers matériels de production et de test, matériel bureautique de pointe. Ce sont les moyens que nous mettons à la disposition des Ingénieurs que nous recherchons :

CHEFS DE SERVICE ÉTUDES

Dans le cadre de la Direction Technique, les Études ont pour objectifs :
La conception permanente des procédés et équipements de fabrication les meilleurs en terme de Qualité-Coût-Délai, ainsi que la mise au point de nouveaux boîtiers.
Vous serez responsable du développement, du budget et de l'animation d'une équipe d'Ingénieurs et Techniciens, dans l'un des domaines suivants :
• **NORMALISATION** : Mise à disposition de la production, de la documentation nécessaire à l'aide de banques de données (Réf. 3064 M.).
• **ASSEMBLAGE** : Études permanentes de l'évolution des techniques d'assemblage automatisées (notamment Robotique) dans un contexte mondial (Réf. 3065 M.).
• **PHYSICO-CHIMIE** : Mise au point, en liaison avec les Laboratoires spécialisés (CNRS...), des traitements de surface, techniques de moulage et matières premières utilisées (Réf. 3066 M.).
• **TEST** : Maintenance et amélioration des programmes, études permanentes de l'évolution des techniques de test automatisé (Réf. 3067 M.).

Vous êtes Ingénieur diplômé d'une Grande École (SUP ELEC, AM, etc.), vous pouvez justifier d'une expérience confirmée et réussie d'au moins 3 ans dans le domaine des Composants Electroniques ou de l'assemblage automatisé de grande série. Votre anglais est bon.

INGÉNIEURS D'ÉTUDES

Dans l'une des 4 équipes d'Études citées plus haut, vous anticiperez et concevrez les boîtiers et équipements futurs en prenant en charge les dossiers, en effectuant les synthèses et analyses qui serviront de base aux décisions d'investissements. Vous avez pour cela à rassembler la documentation, visiter les installations, participer aux congrès spécialisés, en liaison étroite avec les Laboratoires extérieurs et vos homologues des autres unités de THOMSON SEMICONDUCTEURS (Réf. 3071 M.).

Issus d'une Grande École ou d'une université de haut niveau en mécanique, électricité, électronique, physico-chimie, etc., vous avez une première expérience (ou un fort potentiel, si vous êtes débutant) et maîtrisez l'anglais.
Le Japonais est un atout supplémentaire.

Vous êtes tous animés par la volonté de réussir dans un contexte exigeant et passionnant : nous vous offrons des conditions de travail attractives. Les perspectives d'évolution au sein du Groupe seront à la mesure de votre succès.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + C.V.), en précisant la référence choisie à notre Conseil qui l'étudiera en toute discrétion.

SELE-CEGOS - Tour Chenonceaux - 204 Rond-Point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE.

THOMSON
SEMICONDUCTEURS

Chef de Produit

Vous êtes diplômé d'une École Supérieure de Commerce ou de Gestion. Votre expérience d'Acheteur Habilement dans la distribution vous a appris à analyser les attentes de la clientèle, à évaluer des produits, à juger la fiabilité des fournisseurs.

Vous souhaitez aller plus loin ? Les 3 Suisses vous offrent cette opportunité.

En vente directe, vous mettez au point les pages des différents catalogues avec les professionnels de la communication. Vous étendez ainsi votre champ d'expérience, des études de marché pointues à la vente de vos produits.

Les enjeux ? Des objectifs ambitieux de C.A., de marge, de service à la clientèle, de progression de part de marché. Si vos résultats sont performants, votre rémunération est motivante.

Cela vous passionne ? Alors rejoignez-nous !

3 SUISSES

Adressez CV et photo à DRH Gestion Cadres
12, rue de la Centenaire 59170 CROUX

*3 Suisses.
En direct avec vous !*



STEL FABRICANT EUROPÉEN DE MÉCANIQUES DE MAGNÉTOSCOPES

Nous proposons le poste en création de **CHEF de PROJET AUTOMATISATION** à un jeune

INGÉNIEUR AUTOMATICIEN

responsable au sein du Service INDUSTRIALISATION de la définition et de la mise en place des **SYSTÈMES AUTOMATISÉS** d'assemblage et de réglage des **MACHINES SPÉCIALES**, en liaison avec le Service DÉVELOPPEMENT PRODUITS NOUVEAUX.

Formation **INGÉNIEUR ÉLECTROMÉCANICIEN** Grande École, expérience industrielle de 2 à 3 ans et motivation pour ce projet développant une très haute technologie ; vous êtes l'homme de la situation.

A terme, d'autres possibilités de développement de carrière pourront vous être offertes au sein du Groupe THOMSON Grand Public.

Poste à pourvoir à **TONNERRE**, dans l'Yonne : la Bourgogne à 1 h 30 de PARIS.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., et prétentions) sous réf. **MT 337 C**, à **ETAP - 4, rue Massenet, 75116 PARIS.**

THOMSON
GRAND PUBLIC



emploi international
(et départements d'Outre-Mer)

BANQUE INSTALLÉE AUX ANTILLES
recherche pour son Agence de
POINTE-A-PITRE

**RESPONSABLE DE
COMPTES COMMERCIAUX**

- âge : 30 ans environ
- formation : universitaire ou professionnelle (ITB)
- expérience : analyse financière, études de dossiers crédit, bonnes connaissances comptables, sens de la relation clientèle.

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions réf. 6310 M à OCBF, 66, rue de la Chaussée d'Antin, 75009 Paris.

BANQUE PRIVÉE SUD-OUEST

Nous sommes une banque privée ayant son siège dans une grande ville du

SUD-OUEST

et des Agences à Paris,
Filiale d'une banque privée française d'importance nationale.

Nous recherchons pour assurer notre développement dans le SUD-OUEST

1 jeune exploitant débutant(e)

de formation supérieure
(H.E.C., E.S.S.E.C., Sup. de Co, Des Banques).

Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo AGENCE
HAVAS sous réf. 20514, 33075 BORDEAUX CEDEX.

Ingénieur chimiste chef de fabrication

Filiale française d'un groupe international mondialement connu, nous recherchons dans le cadre de l'évolution de nos structures le Responsable de l'une de nos fabrications. Ingénieur chimiste de formation, vous avez acquis au moins 5 ans d'expérience dans un contexte de production où vous avez fait la preuve de vos qualités d'animateur et de gestionnaire.
Sous l'autorité du Directeur de notre usine et dans le cadre d'un budget annuel (personnel et matériel) vous aurez la responsabilité d'une équipe de 25 personnes (travaillant en 2x8) ayant en charge la fabrication de pièces détachées spéciales faisant appel à des techniques d'enduction. Votre objectif : optimiser l'outil de production, respecter la qualité, les coûts et les délais. Compte tenu des relations fréquentes que vous entretenez avec les services techniques de notre maison-mère, il est impératif que vous maîtrisiez la langue anglaise. Ce poste est à pourvoir dans une agréable ville du centre de la France.
Si vous pensez avoir le profil de la personne (femme ou homme) que nous recherchons, merci de faire parvenir votre dossier de candidature en précisant la référence 504 M à :

parichon
38 rue de Lisbonne - 75008 Paris - Tél. : 563.03.10

RECHERCHE INTERNET

emplois

CHIEF

EXPER

1550 personnes

en spécialité dans

son responsable

de 10 personnes

Angers s'at

de 35 ans environ, ayant un

travaux d'administrati

ce poste requiert

Merci d'adresser votre

Monsieur le Directeur

NOUS

Ingénieur

POSTE :

Ingénieur spécialiste des

à la direction commerciale

LA MISSION :

après des bureaux d'étude

études, essais et mise au

des prototypes techniques et

respect des règles de

assemblage formant une

technique à l'issue de

des bureaux d'étude

LE CANDIDAT :

diplôme option

technique et

Si la perspective de

adresser une lettre

Monsieur le Directeur

B.P. 181 - Corbeil

75029 RO

jeune

Vous êtes ingénieur, diplômé

industriel, ESC, etc.

Nous vous FORMERONS à un

ANALYSTE EN

vous concevrez un plan en

développement des services

Nous sommes de très

1500 personnes

Nous travaillons avec d'autres

travaux d'analyse

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

SORETEX CHEF DE DEPARTEMENT H/F
EXPORTATION

Notre société (1550 personnes - 425 millions de C.A.) filiale d'un important groupe industriel allemand est spécialisée dans la fabrication, la commercialisation et la maintenance d'ascenseurs.

Elle recherche son responsable du département exportation comprenant actuellement une équipe de 10 personnes.

Ce poste basé à ANGERS s'adresse à un diplômé (école de commerce, formation universitaire) âgé de 35 ans environ, ayant une bonne expérience de la fonction export, tant dans ses aspects commerciaux qu'administratifs, financiers et juridiques.

La réussite à ce poste requiert des qualités commerciales, d'animateur et d'organisateur.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle à Monsieur le Directeur du Personnel, 151, rue Saint-Léonard, 49000 Angers.

Jeune Ingénieur Organisation

La Branche Emballage du Groupe BSN - 4,7 Mds de F de CA, 12 unités de production - est le n°1 de l'emballage verrier en France. L'usine de Reims produit, avec 540 personnes, environ un million de bouteilles par jour. D'importants investissements lui ont permis d'augmenter son niveau technologique, sa productivité.

Des progrès sont encore à faire, d'où la création d'un poste d'Ingénieur. Au sein du Service Organisation-Formation, il sera plus particulièrement responsable de projets d'organisation industrielle. Ses missions, centrées sur l'amélioration de la productivité de l'usine, concernent les aspects techniques et administratifs, et portent tant sur les changements d'attitudes que sur les méthodes et les conditions de travail. Ceci en cohérence étroite avec le plan socio-technique de l'établissement.

Ingénieur généraliste, vous avez acquis une première expérience d'une à trois années en production, entretien, organisation, méthodes. Vous savez prendre en compte la dimension humaine. Vous avez la volonté d'aboutir à des réalisations concrètes. Votre réussite vous assurera une évolution intéressante au sein de la Branche Emballage et dans le Groupe. Une formation complémentaire en gestion serait un atout.



Merci d'adresser votre candidature, sous réf. R 23 M, en précisant rémunération actuelle, à : BSN - Service Recrutement Cadres - 7, rue de Tolbiac, 75013 PARIS Cedex 03.



C.A. 83 : 2,9 Milliards de francs
67% du C.A. réalisés à l'exportation.

Société aux dimensions mondiales, nous sommes leader dans le secteur de l'électroménager. La moitié de nos investissements (210 Millions de francs) est consacrée à une gamme de produits nouveaux à fort potentiel de développement.

NOUS RECHERCHONS :

Ingénieur Thermicien

LE POSTE :
Ingénieur physicien spécialisé dans les domaines thermiques et aérodynamiques, rattaché à la direction centrale des études du groupe située à CAEN.

LA MISSION :
- conseil auprès des bureaux d'études
- recherche, essais et mise au point de techniques de constructions nouvelles, puis assistance technique à leur introduction en production.
- établissement des règles de construction et des méthodes d'essais des sous-ensembles fonctionnels pour le compte des bureaux d'études.
- assistance technique à l'introduction des systèmes informatiques dans les laboratoires des bureaux d'études.

LE CANDIDAT :
- ingénieur diplômé option physique industrielle thermique
- expérience thermique et/ou aérodynamique de 2 à 5 ans au sein d'un bureau d'études industriel.

Si la perspective de nous rejoindre vous intéresse, adressez-nous une lettre manuscrite, C.V. photo et rémunérations à Monsieur le Directeur du Personnel de MOULINEX, B.P. 181 - Cormelles le Royal - 14015 CAEN CEDEX.

Ingénieur production
Sud de la France

Petite unité industrielle (170 P.) filiale d'un important Groupe français, nous fabriquons des biens intermédiaires, en particulier pour l'industrie automobile. Nous recherchons un jeune Ingénieur Mécanicien désireux de se confronter aux problèmes de terrain.

Après une formation de quelques mois dans un poste de méthodes, nous lui confierons la responsabilité des ateliers de production. Sa principale mission sera d'améliorer la productivité. Il devra savoir organiser et motiver ses collaborateurs.

Une première expérience industrielle est indispensable. Adressez C.V. et prétentions sous réf. 3595 à rscg carrières 48, rue St Ferdinand 75017 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS
1,5 milliard de C.A. - 5000 personnes
recherche pour une de ses usines
située en NORMANDIE (700 personnes)

INGÉNIEUR MÉCANICIEN

ENSAM, INSA mécanique, ENSM
(débutant ou 1 à 2 ans d'expérience).

Au sein de l'équipe Recherche et Développement, il sera chargé de la conception, des études et de la mise au point (applications) de produits nouveaux dans le domaine de l'industrie (aéronautique, armement, etc.). Ces travaux nécessitent des contacts avec des organismes officiels en France et à l'étranger.

Possibilité d'évolution de carrière au sein du Groupe pour des candidats de valeur.

Adressez C.V. photo et prétentions sous réf. n° 1402 à EMPLOIS ET ENTREPRISES - 18, rue Volney 75002 Paris qui transmettra. Il sera répondu à toutes les candidatures. Discretion assurée.

FILIALE FRANÇAISE GROUPE INDUSTRIEL MULTINATIONAL PERFORMANT
Secteur automobile
(équipement électromécanique)
recherche pour
SERVICE METHODES
de son usine située dans la Région d'Orléans

INGENIEUR DEBUTANT A.M.

ou équivalent.

Anglais souhaité. Dépayé O.M.

Adressez C.V. et prétentions sous réf. 5422 à CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

NICE, ÉCOLE DE FRANÇAIS
pour adultes étrangers recherche
PROFESSEUR

expérience pratique VIF et DUV exigée, parlant bien l'anglais, plein temps, poste permanent. Envoyer sous la réf. 301.824 M

IMPORTANT ORGANISME DE FORMATION PROFESSIONNELLE
recherche pour une nouvelle ligne de produit (formation à l'informatique transport)

UN INSTRUCTEUR SPÉCIALISÉ

Missions :
- Préparer des actions de formation :
- Animer des sessions dans les principales villes de France.

Profil :
- DESS, MAGE, ESC, EST :
- Goût du travail en équipe.

Contrat à durée déterminée d'une année. Poste à pourvoir immédiatement.

Tél. pour R.V. à M^{me} Mergues au 16 (4) 471-00-55.

Lieu de travail : Monchy-Saint-Eloi, 60280 Ramilly.

Association 2 F.J.T. recherche ADJOINT DE DIRECTION ou diplômé DEFA/CAPASE ou équivalent. Coordination générale des activités sociales et culturelles de l'association. Adressez lettre de candidature manuscrite + C.V. + photo à : AFPA, 128, rue de St-André, 85000 LA ROCHE-SUR-YON.

COTE D'AZUR

P.M.I. 180 personnes
Filiale Groupe Français de 6.000 personnes
Activité électronique professionnelle et militaire recherche un

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN BASSE FRÉQUENCE

Intégré dans une équipe d'étude recherche et développement. Le candidat diplômé (INPG, ESC, INSA) aura une expérience de 2 à 3 ans des techniques et techniques analogiques et digitales en basse fréquence, anglais apprécié. Les candidatures de débutants pourront être examinées. C.V. et prétentions. Ecrire sous réf. 0.958 à AGENCE HAYAS, 06072 NICE CEDEX.

LYON (OUEST)
ÉCOLE NOUVELLE du Chapeau
sous contrat association recherche

INSTITUTEUR (TEUR)
ayant CAP et exp. préalable. Travail en équipe. Env. C.V. man. à S. François, 130, montée de Choulans, 69005 LYON.

ANNONCES CLASSÉES
TÉLÉPHONÉES

555-91-82

jeune diplômé

Vous êtes Ingénieur, diplômé d'études supérieures scientifiques ou informatiques, ESC... débutant ou ayant 2 ou 3 années d'expérience.

Nous vous FORMERONS à un poste d'

ANALYSTE EN INFORMATIQUE

étude, conception, mise en place d'applications de gestion en liaison permanente avec les services utilisateurs.

Nous sommes de gros utilisateurs d'informatique de gestion (4 IBM 4341, 1 IBM 4381, 1 000 terminaux en France).

Nous constituons avec d'autres partenaires le premier groupe privé français d'assurance, l'un des plus dynamiques aussi : 10,8 M C.A. - 5 400 salariés.

Avec vous, nous continuerons à nous développer et à innover.

Le poste est à pourvoir au siège social à ROUEN.

Adressez lettre manuscrite + C.V. + prétentions sous référence AG 06 à : MUTUELLES UNIES - Méditerranée PAVAGEAU 76029 ROUEN CEDEX.

pour l'informatique

Important Groupe Français de la région
RHONE/ALPES

(8 milliards de CA) renforce son Service Juridique et recherche un

JURISTE

Directement rattaché au Chef du Service Juridique et Fiscal, vous aurez la responsabilité de la gestion juridique des sociétés du Groupe (conseils, assemblées, constitution et liquidation de sociétés, etc...) tant en France qu'à l'étranger.

Vous avez un doctorat ou une maîtrise en droit, une bonne formation comptable, et portez couramment anglais.

Une expérience dans le domaine serait un plus.

Vous avez envie de faire carrière dans un Groupe performant en plein développement, alors adressez votre CV avec photo et prétentions sous référence 5309 à CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

REGION PARISIENNE SUD OUEST

TECHNOLOGIES DE POINTE

Cette société industrielle (1000 personnes) qui conçoit et fabrique des produits électrohydrauliques très avancés, offre dans le cadre du développement de sa division servodynamique, une opportunité exceptionnelle à un

Jeune Ingénieur Projet

débutant ou avec une première expérience industrielle.

Son rôle consiste à coordonner et à gérer les projets soumis par les clients. Ses missions recouvrent donc l'ensemble des tâches qui permettent d'amener une affaire à maturité pour qu'elle puisse être réalisée par l'entreprise. Impliqué directement dans l'appel d'offre, il coordonne l'effort de réponse, prévoit les coûts et les délais. Il rédige l'offre technique et commerciale.

De plus, il sert d'interface au client et coordonne les différents services chargés dans l'entreprise de la réalisation du projet.

Cet ingénieur diplômé d'une grande école, possédant des connaissances en électromécanique et en automatique, peut être à la rigueur débutant, à condition qu'il parle couramment l'anglais, qu'il connaisse une 2^{ème} langue étrangère et qu'il soit réellement motivé par le challenge que constitue ce poste à caractère technico-commercial.

Des voyages pour 80 % du temps sont à prévoir dans le monde entier.



Merci d'envoyer votre candidature (CV, lettre manuscrite et photo) sous réf. 1025 à : Guy POSTEL CONSEIL, BP 19, 06480 La Colle sur Loup, qui s'engage à traiter confidentiellement votre dossier.

Guy Postel

RHONE-ALPES

Notre Entreprise située dans une importante ville universitaire de la région Rhône-Alpes a réalisé en 1984 un chiffre d'affaires à l'exportation de trois milliards de francs.

Nous renforçons l'équipe chargée de piloter les aspects administratifs et financiers des contrats à l'exportation et recrutons un

SPECIALISTE DU FINANCEMENT DES AFFAIRES A L'EXPORTATION

Sa mission :
- conseiller et assister les services commerciaux dans tous les aspects financiers, juridiques et réglementaires des offres et contrats export, et participer à l'amélioration des procédures et systèmes de financement et de garanties, et à la formation des personnels.

Son profil :
- formation supérieure,
- expérience confirmée d'une dizaine d'années acquise de préférence dans une société exportatrice de biens d'équipement,
- bonnes qualités relationnelles et pédagogiques,
- pratique courante de l'anglais.

Ecrire avec CV, prétentions sous référence 5360 à CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Nos performances nécessitent une informatique de pointe et des ingénieurs de talent

17.000 collaborateurs dans le monde, un chiffre d'affaires de près de 11 milliards de Francs, une progression d'environ 18% liée à un positionnement sur des secteurs de pointe mais aussi à un fort développement international (70% du CA à l'étranger) en font rêver plus d'un... pourquoi pas vous.

Ce message s'adresse à des informaticiens, diplômés bien sûr d'une grande école d'ingénieurs, débutants ou confirmés (connaissance des grands systèmes IBM), curieux intellectuellement et d'un excellent contact, à l'aise dans une structure en mouvement et motivés par l'importance et la diversité de nos projets.

Notre informatique est centralisée à Romoinville. Equipée de 2 IBM 3085 JX et EX, elle est exploitée sous MVS/XA avec CICS, DL1 et DB2, elle dispose d'un Infocentre TSO/APL et de 450 terminaux dans 27 sites différents.

Ingénieur Informaticien Débutant

Dans un premier temps vous vous consacrez à la programmation, puis vous participez à l'analyse organique et fonctionnelle d'applications. Aidez d'apprendre, vous avez la capacité d'assumer, à moyen terme, la responsabilité d'importants projets de gestion.

Réf.108M

Ingénieur Informaticien Confirmé

Responsable d'une équipe d'ingénieurs, vous étudiez et négociez avec les utilisateurs leurs projets d'information, vous réalisez l'étude préalable du projet, assurez le suivi technique et l'avancement de sa réalisation.

Une expérience d'environ 5 années dans un environnement similaire au nôtre est indispensable.

Réf.109M

Ingénieur Méthodologie

Vous êtes chargé de concevoir et de rédiger les procédures d'études informatiques puis d'assurer leur mise en place.

Vous avez déjà dirigé un projet et vous êtes intéressé par les problèmes méthodologiques. Ascendance, talent de formateur et capacités rédactionnelles vous caractérisent.

Réf.110M

Administrateur de données

Responsable de l'organisation des données et de la cohérence du système d'information, vous avez pour première mission de finaliser la mise en place du dictionnaire (DATAMANAGER).

A terme, vous devez ouvrir l'outil aux utilisateurs. Une expérience dans la fonction est fortement souhaitée.

Réf.111M

Ingénieur Analyste Bureautique

Vous participez au développement et à l'extension de la bureautique en particulier dans les domaines traitements de textes, courrier et messagerie électronique, gestion et recherche documentaire (BASIS), communication avec les systèmes informatiques de gestion.

Vous établissez un dialogue permanent avec les utilisateurs pour l'analyse des besoins, la recherche de solutions techniques et d'organisation et leur mise en œuvre. Pour vous la qualité du service rendu est primordiale.

Vous avez acquis par une expérience de 2 à 3 ans une compétence technique diversifiée. La connaissance de l'organisation du travail administratif dans une société industrielle est un atout supplémentaire.

Réf.112M

Merci d'adresser votre candidature (lettre - CV - rémunération actuelle) en indiquant la référence du poste choisi à Jacqueline JOIN-DIETHE - Service de Gestion des Cadres - 35, Boulevard des Invalides - 75007 PARIS.

ROUSSEL UCLAF



Juriste confirmé bon négociateur

HOMME
D'ACTION,
MAIS AUSSI...
DE REFLEXION !

Le Groupe de la Compagnie Bancaire recherche, pour une de ses filiales, un juriste de haut niveau.

Après une maîtrise de droit privé, vous avez acquis une expérience de 5 ans minimum dans un cabinet d'avocats ou dans le service contentieux d'une grande société.

Vous savez négocier, proposer des solutions, les réaliser avec le dynamisme et la disponibilité que cela suppose.

Vous êtes un bon gestionnaire capable de planifier le travail d'une petite équipe.

Vos responsabilités s'étendent de l'étude précontentieuse et contentieuse de dossiers à la réflexion et la mise en place d'une politique de litiges en accord avec la Direction.

Si vous êtes la personne au fort potentiel que nous recherchons, des perspectives d'évolution rapides existent tant au sein de la Société qu'au niveau du Groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous la réf. 175, à COMPAGNIE BANCAIRE - Service Orientation-Recrutement - 5, avenue Kléber - 75116 PARIS.

groupe de la compagnie bancaire



- ENST
- ENSAE
- ENSTA
- ESE
- ENSEEIH
- ISEP
- INPG

Ingénieurs logiciel

Nous sommes une société industrielle filiale d'un important groupe industriel.

La poursuite de notre développement nous conduit à rechercher des ingénieurs logiciel.

De formation grande école, débutants à 4 ans d'expérience, ils posséderont des compétences en SOLAR, PL 16, VAX/VMS/PASCAL, LTR, ADA, PROLOG, MOTOROLA 68000, X 25, HDLC, exécutifs, langages d'architecture d'exécutifs temps réel et compilation.

Ils se verront confier des projets temps réel dans les secteurs civil et militaire.

Les domaines concernés seront : les systèmes de détection de surveillance, d'aide à la décision, de simulation, l'imagerie, la télé-informatique, le génie informatique, les bases de données, l'intelligence artificielle.

Les postes sont à pourvoir en proche banlieue Nord-Ouest et offrent de bonnes perspectives d'évolution.

Merci d'adresser lettre, C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la réf. 3388/LM à

MEDIA BA
5, Bd des Invalides, 75002 Paris
qui transmettra



Leader européen dans la fabrication d'IMPRIMANTES SPÉCIALISÉES, une des sociétés françaises les plus performantes par son taux de croissance (moyenne 30% / an) et sa rentabilité (résultat supérieur à 5% net), poursuit son expansion et

recherche pour son SERVICE APRES VENTE à Courbevoie.

ingénieur responsable administratif-technique

Parfaitement bilingue anglais. Expérience de quelques années dans les domaines des matériels informatiques ou électroniques professionnels.

Ce responsable assurera :
• le suivi administratif des stocks, des clients, des fournisseurs,
• le traitement et suivi des dossiers techniques : méthodes, rédaction de documents techniques,
• en liaison avec les différents services concernés de la société.

Ce poste s'attend à impliquer :
— sens aigu de l'organisation,
— initiative et esprit d'innovation,
— sens de l'encadrement,
— intérêt pour la technique,
— facilité d'adaptation et de contact.

Si vous pensez avoir le profil de la personne que nous recherchons, écrivez en joignant photo, C.V. et prétentions sous réf. L.M. 1202, au : Service du Personnel, I.E.R., 12 rue Sébastopol, 92400 Courbevoie.

chef comptable

Groupe bancaire 200 000 F

Ce groupe jeune et en expansion est conduit à modifier progressivement les conditions de traitement des comptabilités en liaison étroite avec le service études informatiques. Il recherche un adjoint au chef du service comptabilité générale.

Assistant le chef du service, il anime une équipe de neuf personnes et assume la responsabilité de la tenue de la comptabilité de l'Etablissement, la production des états comptables destinés à la commission bancaire, à l'Administration fiscale, à la Direction et aux services fonctionnels du groupe. Il a un rôle important à jouer pour l'apport d'idées nouvelles et la concertation avec les autres unités : affaires financières, contrôle de gestion et principalement études informatiques (mise en place de générations automatiques des écritures).

Le candidat souhaité a 30 ans minimum, une formation niveau D.E.C.S. + école de gestion (ESSE - ESCA - Sciences Eco) et une pratique comptable d'excellent niveau : acquies si possible au sein d'un service central de comptabilité d'un important établissement financier. Il pourra être appelé à évoluer vers un rôle d'assistance à la Direction du département. Le poste est basé en proche banlieue ouest de Paris.

Ecrire avec CV et prétentions sous la référence C007/M à Christine Bernet, Sema-Sélection, Centre Metra 18/19, rue Barbès 92126 MONTROUGE.

sema selection Paris Lille Lyon Marseille Toulouse

cisigraph



CISIGRAPH est une nouvelle société du groupe CISI dédiée aux applications d'informatique industrielle. En vue de renforcer l'une de nos équipes de Recherche et Développement, nous recrutons :

Ingénieur d'études

pour la modélisation et la simulation de processus physiques à l'aide d'outils logiciels performants.

Ce poste requiert un esprit curieux et motivé par la simulation et s'adresse à un ingénieur ayant une formation supérieure en physique générale et possédant des notions en modélisation et en simulation de systèmes continus.

Lieu de travail : banlieue Sud de la région parisienne.

Si vous souhaitez nous rejoindre, envoyez votre dossier de candidature, à : Michel HEYDEMANN CISIGRAPH - CEN B.P. 24 - 91190 Gif-sur-Yvette.

LE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE L'ILE DE FRANCE (2300 personnes - 240 agences) offre à de jeunes diplômés de l'enseignement supérieur la possibilité d'adhérer à la dynamique de GRANDS PROJETS D'ORGANISATION INFORMATIQUES ORGANISATEURS - CONCEPTEURS

Depuis 2 ans au moins vous occupez une fonction similaire dans une grande banque, une entreprise importante ou un cabinet d'organisation ; vous êtes familiarisé avec l'outil informatique ; votre formation alliée à votre volonté de réussir en équipe vous permet d'envisager le déroulement de votre carrière au sein de notre groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V.) sous référence 980 au Service du Recrutement, 26, Quai de la Rapée, 75012 Paris

CRÉDIT AGRICOLE
Le bon sens près de chez vous.

مكتبة من الاجل

50 من الاجل

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Société dans le domaine du DIESEL recherche

Traducteur technique (H/F)

• langue maternelle français
• première langue : anglais
• deuxième langue : allemand
Dans un premier temps formation en région parisienne, après quelques mois, affectation à (44) Saint-Nazaire.
Envoyer C.V., photo et prétentions à :
Monsieur Gauchet, SEMT,
2, quai de Seine - 93202 Saint-Denis

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE

Fortement implantée en Région Parisienne recrute

COLLABORATEURS (TRICES)

Afin de renforcer l'équipe de son siège assistant des missions de points (gestion-révision) Formation supérieure appréciée

Adresser curriculum vitae et prétentions à RÉGIE-PRESSE, sous n° 301.543 M, 7, rue de Montmoyen, 75007 Paris.



Dans le cadre du développement de ses activités, les Hôtels MERIDIEN (50 établissements dans le monde) recherchent son

Chef du service Audit interne

Nous souhaitons rencontrer un homme ou une femme âgé de 30/35 ans environ, possédant une formation du type Ecole supérieure de commerce + DECS ou équivalent, complétée par une première expérience de 2 à 5 ans acquise en cabinet d'audit ou au sein d'une entreprise dans une fonction identique.
La pratique de l'anglais courant est indispensable. La connaissance des pays et de la langue arabes serait un plus.
Enfin, ce poste basé à Paris comporte de fréquents déplacements à l'étranger.
Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) à :

R. LORTAL
Directeur du Personnel
Hôtel MERIDIEN
13, square Max-Hymann
75741 PARIS Cedex 13

Responsable du service droit des sociétés

UN GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS DE PREMIER PLAN (CA supérieur à 20 milliards) recherche pour l'intégrer au sein de sa Direction Juridique le ou la Responsable du Service Droit des Sociétés.

Pour la Maison Mère et un grand nombre de filiales il (elle) sera chargé(e) :
• d'effectuer l'ensemble des opérations concernant les assemblées et conseils : convocations, informations des actionnaires et porteurs, liaisons avec les commissaires aux comptes, registre du commerce...
• de participer aux opérations de modifications d'actifs,
• de tenir les registres des titres des sociétés et ceux concernant les documents sociaux importants.
Ce poste conviendrait à un(e) candidat(e) :
• de bonne formation juridique : Licence Droit, Ecole de Notariat ou équivalent,
• ayant une réelle expérience dans le domaine du droit des sociétés acquise dans un groupe ou dans une étude de notaire,
• capable de mettre en œuvre des moyens modernes de bureautique,
• témoignant de qualités marquées d'organisation, de rigueur, de méthode et de contact.
Poste : Paris-La Défense.

Ecrire sous réf. TA 343 AM
Discretion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

Le "champion" dans l'utilisation des matières plastiques dans l'industrie du sport

Nous sommes dans le peloton de tête pour l'élaboration, la fabrication et la vente d'une gamme de matières plastiques techniques, au niveau mondial.

Nous vous proposons de développer l'utilisation de nos produits à l'échelon international dans l'ensemble des industries du sport.

Vous aurez la connaissance approfondie de ces marchés, vous détecterez de nouvelles opportunités d'applications et vous participerez à la concrétisation de celles-ci.
Vous êtes diplômé d'une grande école d'ingénieurs, vous avez déjà travaillé dans le domaine des industries du sport en France ou à l'étranger, vous êtes à même d'acquiescer une solide compétence technique vous rendant capable d'être un interlocuteur avisé auprès des clients, vous êtes mobile, dynamique, vous parlez couramment anglais, écrivez-nous.
Allemand apprécié.
Poste à Paris, déplacements à l'étranger.

Ecrire sous réf. SZ 342 AM
Discretion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

PRODUITS INDUSTRIELS Ingénieur + gestion débutant ou première expérience Marketing international

UN GRAND GROUPE FRANÇAIS, leader mondial dans une gamme de matières plastiques techniques, recherche un ingénieur grande école ECP, Mines, AM + formation complémentaire type IAE, CESMA, MBA appréciée.

Il sera solidement formé sur le plan technique puis il aura la responsabilité, pour un secteur industriel défini et à l'échelon international, de détecter et analyser toutes les opportunités de développement et de participer à leur concrétisation : analyse des applications existantes et de leur devenir, étude de nouvelles applications, transposition d'applications de pays à pays...
La réussite dans ce poste implique de réelles qualités de curiosité intellectuelle, de mobilité, de contact, d'initiative ainsi qu'une pratique courante de l'anglais.
Allemand apprécié.
Larges perspectives d'évolution de carrière pour un candidat de bonne envergure.
Poste à Paris, déplacements à l'étranger.

Ecrire sous réf. RY 341 AM
Discretion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

Ingénieur de maintenance

NORSOLOR, leader de la chimie européenne des produits acryliques (CA 2 milliards dont 60 % à l'exportation) filiale d'un grand groupe français, recherche un ingénieur de Maintenance pour son usine de Saint-Avoid (Moselle).

Le candidat, diplômé d'une école supérieure d'ingénieurs type Arts et Métiers, sera d'autant plus apprécié qu'il aura quelques années d'expérience en exploitation ou en maintenance.
Larges perspectives d'évolution de carrière.

Ecrire sous réf. PW 340 AM
Discretion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

Négociateur des matières premières agricoles

UN GRAND GROUPE FRANÇAIS, parmi les premiers dans son domaine, propose un poste dynamique et formateur de négociateur : achats et ventes.

Ce poste conviendrait à un candidat, ingénieur agronome, école de commerce ou équivalent, ayant une première expérience commerciale dans ce domaine d'activité ou débutant (pour un débutant ESC, la connaissance du milieu agricole serait un atout). Il sera formé pour lui permettre d'assumer des responsabilités importantes impliquant initiative, goût marqué des contacts et esprit d'équipe.
Poste attractif pour candidat désireux de devenir un véritable "professionnel" dans un domaine d'avenir.
Connaissance de l'allemand souhaitée.
Poste à Paris.

Ecrire sous réf. OV 339 AM
Discretion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

CRANPAC SA

Groupe CRANE, leader mondial des GARNITURES MECANIQUE D'ÉTANCHÉITÉ recherche dans le cadre de son expansion.

INGENIEUR COMMERCIAL MARINE

Pour vendre les garnitures mécaniques d'étanchéité dans tous secteurs marins. Age minimum 30 ans. Solide formation et expérience d'Officier-Mécanicien de Marine ainsi que plusieurs années de vente réussies de produits techniques de préférence en milieu maritime. Grande disponibilité, motivation et patience, 70 % de son temps sur le terrain en France et certains pays étrangers. Liaison avec siège en G.B. Bon niveau anglais indispensable. Salaire motivant plus voiture.

RESPONSABLE PRODUITS/MARCHES

Pour créer un service d'étude, analyse produits/marchés, application politique prix, liaisons avec réseau de vente et groupe, assister à établissement prévisions, budgets, politique promotion/publicité, etc...
Age minimum 30 ans, formation mécanique et marketing des produits industriels nécessaire avec une bonne expérience réussie dans la vente sur le terrain et le marketing de produits industriels. Très motivé, bonne capacité travail en équipe. Bon niveau anglais écrit et parlé.
Envoyer CV, photo et prétentions à notre Conseiller : M. JULIAN KEMP - 27 Rue La Boétie - 75008 PARIS.

BTS comptabilité

Département financier

Importante Banque Paris 2^e, recherche, pour son département financier, des collaborateurs diplômés.

Vous avez le BTS comptabilité, le BP de Banque ou au moins le Bac G2.

Nous vous confierons la gestion administrative et comptable de sociétés financières (SICAV, SCPI, fonds communs de placement...).

Une expérience préalable de la fonction serait appréciée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 3387/LM à MEDIA P.A. - 9, bd des Italiens - 75002 PARIS.

COMPTABLE NIVEAU BTS

Bonnes notions d'anglais. Ecrire sous référence 8.703 FRANCAIS, 17, rue de la Banque, 75002 Paris.

ECOLE DE LANGUE

Ecole privée spécialisée adultes et adolescents étrangers, recherche A PARIS

DIRECTEUR(Trice)

Expérience enseignement allemand, anglais, autres langues : un atout.

PROFESSEURS DE LANGUES

Français langues étrangères

CREDIT CHIMIQUE

BANQUE NATIONALE recherche

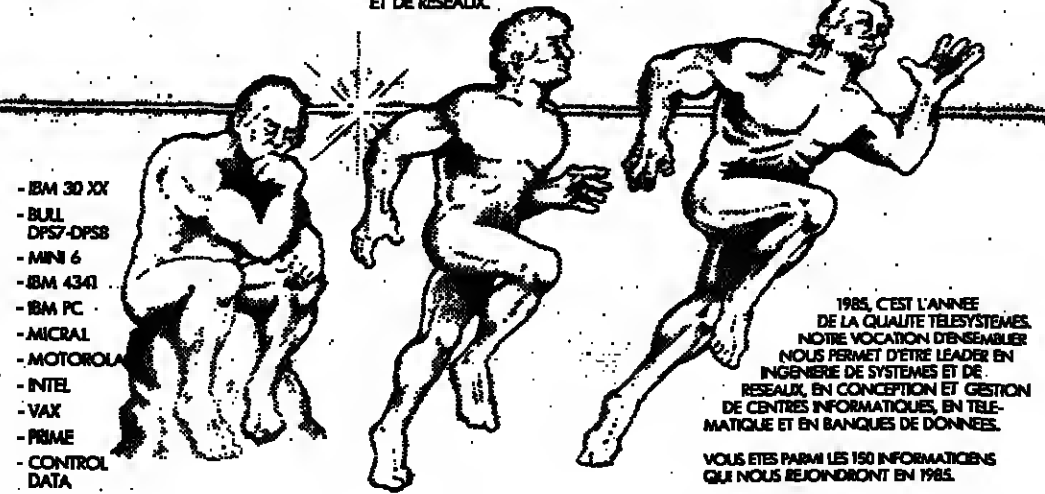
COMPTABLE

pour participer aux travaux de comptabilité générale bilan et comptes de résultats. • Bac G2 ou BP Comptable ou BP Banque exigé • niveau BTS comptabilité apprécié. • 2 années d'expérience dans fonctions comptabilité (bancaire de préférence) • Poste évolutif.
Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous référence 209 M à MAMREGIES 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris qui transmettra.

PUBLIAS recrute avec contrat pour services prestataires annuels. DACTYLO stage un an emploi formation 18-26 ans, sans limite d'âge pour certaines candidatures. Ecrire avec C.V., 121, rue Réaumur, Paris (2^e).
Le GMA rec. MM 21 ans min., poss. nat., Possibilité sans import. 021-73-00.
ORGANISME DE FORMATION cherche pour stages longue durée Administrateurs H. ou F. en :
- Gestion et organisation de la production ;
- Gestion et organisation magasin et stock ;
- Commercial.
Envoyer C.V. + photo + lettre manuscrite à FORMAT, B.P. 3, 77230 JULLY.

JE PENSE, J'AGIS, JE VIS

PENSER, MAIS PAS SEUL LA MAÎTRISE DES TECHNOLOGIES NOUVELLES IMPLIQUE L'ESPRIT D'ÉQUIPE.
AGIR, C'EST MÊNAGER ET PRENDRE MES RESPONSABILITÉS POUR QUE NOUS CONSERVIONS NOTRE POSITION DE LEADER EN MATIÈRE DE COMMUNICATION ET DE RESEAU.
VIVRE À TÉLESYSTEMES, C'EST DÉVELOPPER ET EXPORTER MES CONNAISSANCES AUX QUATRE COINS DU MONDE.



1985, C'EST L'ANNÉE DE LA QUALITÉ TÉLESYSTEMES. NOTRE VOCATION D'ENSEMBLE NOUS PERMET D'ÊTRE LEADER EN RESEAU, EN CONCEPTION ET GESTION DE CENTRES INFORMATIQUES, EN TÉLÉMATIQUE ET EN BANQUES DE DONNÉES. VOUS ÊTES PARMI LES 150 INFORMATICIENS QUI NOUS REJOINDRONT EN 1985. PRENEZ CONTACT DES MAINTENANT AVEC



DES MÉTIERS POUR PENSER, AGIR, VIVRE.
Direction du Personnel
115, rue du Bac - 75007 Paris - Tél. (1) 544.38.98

GENAP OUEST

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Choix des hommes, conseil aux entreprises, un métier passionnant.....

Spécialisée dans la recherche de cadres et de dirigeants, nous avons également su prendre en charge et manager des projets industriels importants. Notre professionnalisme, notre rigueur, nous ont permis de conquérir une place de choix sur le marché, nous sommes passés du 14ème au 4ème rang.

Le dialogue permanent, le travail d'équipe mené avec les ingénieurs conseils pluridisciplinaires du groupe international indépendant auquel nous appartenons, nous ont permis de nous adapter en permanence à l'évolution économique et aux métiers du futur. Nous avons également investi en moyens méthodologiques : gestion automatique des candidatures, création d'équipes spécialisées, formation des consultants.

Vous entrez ce métier depuis plusieurs années à l'intérieur d'une grande entreprise industrielle ou dans un cabinet spécialisé, vous êtes un professionnel rigoureux, vous avez acquis une bonne connaissance des entreprises, des techniques industrielles, technologies de pointe (électronique, informatique...). Votre formation : ingénieur, psychologue ou école de gestion... vous êtes bilingue anglais. Si votre projet personnel correspond à notre volonté stratégique de développement, nous vous proposons de rejoindre notre équipe composée déjà de 11 consultants.

Le Poste est basé à Paris.

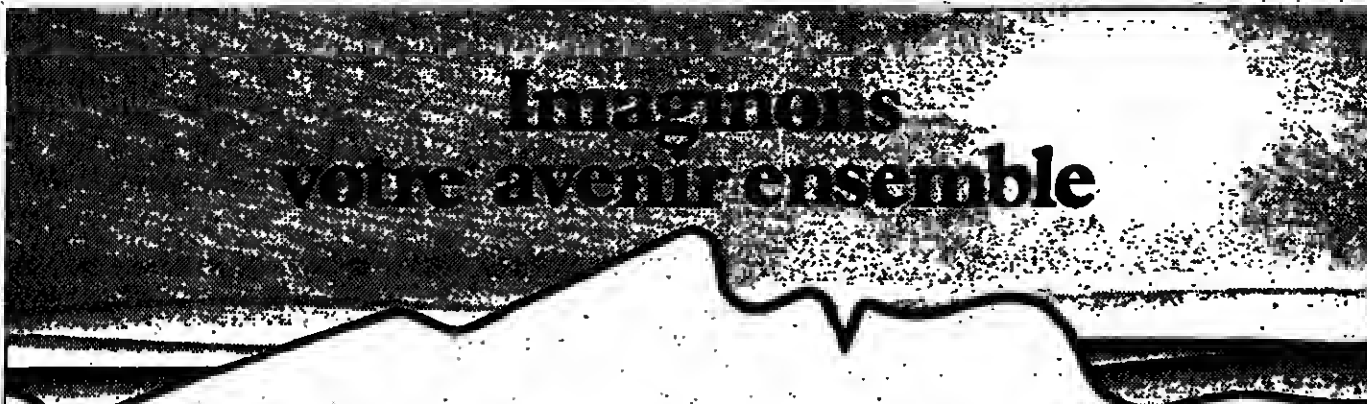
Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous référence 73759M à Jean-Paul MENASSIER, Directeur de Sélé-CEGOS, Tour Chénoua, 92518 BOULOGNE CEDEX.

Sélé-CEGOS

Jean-Claude Maurice S.A.
387 rue, r. de Valenciennes
75016 PARIS

Ingénierie

Ingénierie P.I.
Ingénierie P.D.
Ingénierie P.M.
Ingénierie P.R.
Ingénierie P.S.
Ingénierie P.T.
Ingénierie P.U.
Ingénierie P.V.
Ingénierie P.W.
Ingénierie P.X.
Ingénierie P.Y.
Ingénierie P.Z.



Hewlett-Packard France : 56 % de croissance annuelle de CA en 1984, 2900 personnes, 3^{ème} exportateur de matériel informatique en France, leader dans le domaine de l'instrumentation électronique. Les signes de cette expansion : le démarrage d'un nouveau site industriel à Lyon - l'île d'Abeau. Les fondements de cette réussite : des solutions commercialement adaptées, une forte capacité d'innovation, la gestion attentive des ressources humaines. Hewlett-Packard France favorise le choix des carrières dans un environnement international où les activités sont très diversifiées et où l'autonomie, le sens du défi et la mobilité sont des critères porteurs d'évolution et de réussite.

Etude en Organisation et Logistique

Notre Division Computer Support Grenoble (200 p) a pour but d'assurer le meilleur support possible aux ingénieurs de tous nos centres européens d'assistance informatique (matériel et logiciel) : plus de 100 bureaux répartis dans 17 pays.

Analyse, amélioration et définition des outils de mesure de nos processus d'assistance à ces centres, est le défi que nous proposons au candidat qui nous apportera : une approche rigoureuse des problèmes d'organisation dans un environnement complexe ; l'expérience d'estimation d'équipes internationales de haut niveau ; l'expérience de la mise en place d'outils de gestion informatique.

Ce poste à forte visibilité est une fonction d'étude et de contact à haut niveau. Il permettra à celui qui ambitionne à des réalisations tangibles, d'accéder à une variété de carrières importantes.

Il requiert une formation de type ingénieur + Formation à la gestion ou H.E.C., E.S.S.E.C., et naturellement une excellente maîtrise de l'anglais.

Réf. GFCO/13/M.

Responsable d'une équipe tests et qualification

Votre mission principale sera de constituer, animer et développer cette équipe. Vous aurez pour mission de choisir des méthodes de test de circuits intégrés complexes, de créer des méthodes d'évaluation et de qualification de composants électroniques et d'assurer le suivi des résultats et l'amélioration des performances de l'ensemble.

Ce poste particulièrement intéressant et formateur par son niveau de responsabilité à la fois humaine et technique s'adresse à des candidats de formation supérieure en électronique qui ont une première expérience technique (tests, composants, fiabilité) et une bonne maîtrise de l'anglais.

Réf. GFCO/14/M.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en précisant la référence, à Blandine THIERY, Hewlett-Packard France 5 avenue Raymond Chénou, 33320 Eybens.

Hewlett-Packard France **HEWLETT PACKARD**
le partenaire de vos ambitions

Chef du personnel siège... le fauteuil est libre !

Nous sommes un groupe très important et performant. Largement exportateurs nous avons des chantiers dans le monde entier. Nous recherchons le Chef du Personnel du siège de l'une de nos divisions située en banlieue Nord Ouest de Paris.

La fonction que nous vous proposons est la plus complète qui soit : gestion des ressources humaines, administration générale, paie et très vite services généraux. Vous participerez au Comité d'Etablissement et piloterez les activités des délégués du personnel. Evidemment pour gérer 700 personnes, vous ne serez pas seul et vos futurs collaborateurs connaissent bien leur travail. Vous leur prouverez tout de même que vous dominez bien toutes les facettes de ce beau métier qui prend chez nous toute la dimension qu'il mérite.

Les consultants de SIRCA qui nous assistent dans cette recherche contrôleront bien sûr votre expérience, mais aussi votre formation générale et vos qualités relationnelles. Car, dans ce siège, vous aurez des interlocuteurs de haut niveau (direction générale, directions fonctionnelles, patrons d'unités...). Ils vous expliqueront les nombreuses évolutions possibles. Ah ! si en plus vous connaissez le BTP ! Ne tardez pas à leur envoyer un CV complet en leur indiquant votre niveau de rémunération sous réf. 307-720 M.

Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTIC

RADIAL Fabricant de composants électroniques passifs

No 1 des connecteurs coaxiaux en Europe

recherche

TECHNICO-COMMERCIAL

pour visite clientèle région parisienne

- Formation technique.
- Niveau BTS électromécanique.
- 2 ou 3 ans expérience vente.
- Rémunération fixe + prime d'objectif.
- Prise en charge des frais professionnels.

Envoyer C.V. et prétentions à :

RADIAL
101, rue Philibert-Hoffmann - 93116 ROSNY-SOUS-BOIS

FILIALE FRANÇAISE D'UN GROUPE INTERNATIONAL

(Paris) recrute :

TECHNICO-COMMERCIAL

pour ventes matérielles premières destinées à l'industrie pharmaceutique (peintures, colles, mastics).

Connaissances du milieu souhaitées.

Anglais apprécié, véhicule fourni

Envoyer C.V. + prétentions sous n° 30.334

Centrale d'Annonces, 121, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer clairement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

Leader européen dans la fabrication d'IMPRIMANTES SPÉCIALISÉES, clientèle répartie sur plus de 60 pays, une des sociétés françaises les plus performantes par son taux de croissance (moyenne 36% / an) et sa rentabilité (résultat supérieur à 5% net), pour une expansion et recherche un

Ingénieur commercial exportation

La mission implique :

- identification des créneaux, positionnement des produits,
- formation et motivation des distributeurs,
- organisation et participation aux expositions,
- information et communication auprès du réseau,
- prospection et concrétisation de nouvelles applications.

Votre formation d'ingénieur ne vous empêchera pas de posséder un fort tempérament commercial.

ou

vous diplômé d'études supérieures commerciales n'êtes pas incompatible avec la vente de matériels très techniques.

- Vous avez une première expérience en marketing international, si possible dans le domaine de la péri-informatique ou du matériel électronique professionnel.
- Vous parlez parfaitement l'anglais, une autre langue serait même appréciée.
- Vous êtes disponible pour des déplacements fréquents mais de courte durée.

Si vous pensez correspondre à ce profil, écrivez en joignant photo, C.V. et prétentions, sous référence I.M.C. 1202, au Service du Personnel, I.E.R., 12 rue Sébastopol, 92400 PUTEAUX.

GROUPE CRI

Assurances - Produits Financiers - Loisirs - Formation

Conseils aux collectivités et entreprises

recherche un

CADRE DE LA FONCTION PERSONNEL

HF

ESC - Sciences Po. - Sciences Eco. - DESS Gestion du Personnel plus première expérience.

Sous la Direction du responsable il sera chargé de la gestion formation, du tableau de bord, du bilan social. Il participera à l'élaboration des stages, il sera associé aux réalisations menées par les autres secteurs de la « fonction personnel ». Il fera appel pour toutes ces missions aux moyens informatiques.

Adresser votre CV, photo, lettre manuscrite sous la référence 537/M

GROUPE CRI - Direction du Personnel
5, avenue du Général de Gaulle - 92800 PUTEAUX

GROUPE MORY

Nous sommes aujourd'hui l'un des leaders des TRANSPORTS Nationaux et Internationaux avec près de 10.000 personnes et plus de 100 Agences en France et à l'Étranger. L'évolution de notre métier et notre volonté d'un meilleur service requièrent une organisation plus rigoureuse et une informatique toujours plus performante (décentralisée, temps réel et réseaux). Nous recherchons un

organisateur

Sous l'autorité du Contrôleur de gestion des activités internationales, il assure la liaison entre l'informatique et les Exploitants (terrestres, maritimes et aériens) pour analyser l'existant, mener des études d'organisation, établir les cahiers des charges en vue de l'informatisation des activités (fichier commercial, cotations, émission de documents, suivi des opérations, facturation). Nous recherchons un diplômé d'études supérieures (G.E. d'ingénieur ou de gestion), pouvant justifier d'une expérience de 4-5 ans en organisation dans un Cabinet ou dans une Société à établissements multiples. La connaissance du transport maritime ou aérien serait un atout déterminant. Anglaise souhaitée. Vos compétences et propositions (sur les méthodes, systèmes, procédures, outils de gestion) ne passeront que si vous savez écouter, animer et convaincre vos partenaires. Poste évolutif. Basé à Paris. Déplacements en Province.

Adresser votre dossier (lettre, C.V., rémunérations : tél. pers.) à notre Conseil (ou le contacter) sous référence 61 PM. Il vous remercie et il vous garantit une discrétion absolue.

Hervé Le Bouff Consultants
11, rue La Boétie - 75008 PARIS
Tél. : 265.38.39

RECRUTEMENT INTERDIT

OFFRES

Le métier d'ingénieur publicitaire

Le secteur publicitaire recrute

COMM

confirme et motive

Après formation à l'école de formation des ingénieurs de la publicité, vous serez chargé de la gestion de la publicité et de la relation avec les clients.

Les candidatures à adresser à :

PIERRE LICHOU S.A.
12003 PARIS Cedex 12

SOCIÉTÉ D'ACTIVITÉS ET INNOVATIONS

trois centres en France

EFFECTIF

associant la rigueur de l'ingénieur à la créativité de l'entrepreneur

de la mise en place et de la gestion

Ingénierie

JEUNE D

pour l'animation de la

Evolution de la

et au développement

Expérience de la

Service de la

ARGIS-PRESSÉ sous n° 304

Ingénieur, p

tr

Nous sommes une société française spécialisée dans la production et la distribution de matériels électroniques et informatiques. Nous recherchons un ingénieur expérimenté en électronique et informatique pour la conception et la réalisation de matériels électroniques et informatiques.

Le poste consiste à concevoir, développer et réaliser des matériels électroniques et informatiques pour des clients professionnels.

Le candidat devra avoir une formation supérieure en électronique et informatique, une expérience professionnelle de plusieurs années dans ce domaine, et une bonne maîtrise de l'anglais.

Adresser votre dossier (lettre, C.V., photo) à :

LE GÉNÉRAL
21 rue Saint-Augustin, 75002 PARIS

Assi

commerc

Recherche d'un chef de service commercial pour la région parisienne. Le candidat devra avoir une formation supérieure en commerce, une expérience professionnelle de plusieurs années dans ce domaine, et une bonne connaissance du marché de la publicité.

Adresser votre dossier (lettre, C.V., photo) à :

PIERRE LICHOU S.A.
12003 PARIS Cedex 12

IMPORTANTI

recherche pour la direction des Adresses Françaises à PARIS

RESPONSABLE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES

Le candidat devra avoir une formation supérieure en finance, une expérience professionnelle de plusieurs années dans ce domaine, et une bonne connaissance du marché financier.

Adresser votre dossier (lettre, C.V., photo) à :

PIERRE LICHOU S.A.
12003 PARIS Cedex 12

مسألة من الأهل

صكزا من الادخل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

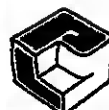
Un métier dynamique:
La publicité
Un secteur précis:
Le recrutement

Importante agence spécialiste de la publicité de recrutement recherche

COMMERCIAL hf

confirmé et connaissant ce secteur.
Après formation à nos méthodes, il aura à développer une importante clientèle de chefs d'entreprise et de responsables du personnel et à leur apporter conseils et assistance en matière d'offres d'emplois.

Les candidatures adressées à
PIERRE LICHOU S.A. - s/réf. C/03 - BP 220
75063 PARIS Cédex 02 seront traitées confidentiellement.



**SOCIÉTÉ D'ARCHITECTURE
ET INGÉNIERIE**

(TROIS CENTRES EN FRANCE DONT UN EN RÉGION PARISIENNE,
EFFECTIF GLOBAL 50 PERSONNES)

associant la rigueur de l'ingénieur à la créativité de l'architecte
recherche
en vue de la mise en place et de la direction de son deuxième centre d'activité en région
parisienne.
(banlieue Ouest ou Nord-Ouest)

JEUNE INGÉNIEUR

prêt à assumer des responsabilités commerciales,
techniques et administratives.
Evolution de carrière liée aux résultats du Centre
et au développement de la Société.
Expérience de la construction souhaitée.

Envoyer lettre manuscrite avec présentations, C.V. détaillé et photo.
à REGIE-PRESSE sous n° 301.702 M, 7, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

Ingénieur, produits nouveaux

Paris

Nous sommes une société française (5000 p., 2 milliards de Francs de CA)
appartenant à un groupe international puissant. La fiabilité de nos équipements a fait de nous le leader mondial dans notre domaine.
Ingénieur diplômé (ESE, AM, IDN, NT...) d'au moins 28 ans, vous êtes aujourd'hui un généraliste de talent, maîtrisant plusieurs technologies (électronique, mécanique, optique, etc.), capable d'introduire des produits nouveaux.
A un poste clé, vous serez chargé de nos services techniques et nos installateurs, vous serez responsable de l'entretien pour nos équipements de l'an 2000 : vous serez responsable des équipes des équipes de la mise au point et des tests, de la formation des installateurs et des services de maintenance.
Ce poste s'adresse à un candidat capable d'autonomie, qui sait écouter et vendre ses idées. Anglais indispensable.

Merci d'adresser votre dossier, en toute confidentialité, s/réf. 374 LM à
Mme LEROUX.

SODERHU
22 rue Saint-Augustin,
75002 PARIS.

Soderhu
MEMBRE DE SYNTIC



Laboratoires D^r H.G. PAYOT
fabricant de parfums et cosmétiques recherche une

**Assistante
commerciale export**

Dépendant directement du chef du Service Export, la personne assurera l'enregistrement et le suivi des commandes, notamment sur terminal informatique, la correspondance (télé et dactylo), le classement.

De niveau BTS ou DUT, elle pratiquera l'anglais couramment et possèdera une expérience similaire de plusieurs années.
La connaissance de l'outil informatique et celle de l'allemand constituent des atouts supplémentaires.

Merci d'adresser CV détaillé avec photo et prétentions à l'attention de
Mademoiselle Amand, Laboratoires D^r H.G. Payot, 8 rue Curly 92270 Bois Colombes.

IMPORTANTE BANQUE PRIVEE

recherche pour sa direction
des Affaires Financières à PARIS

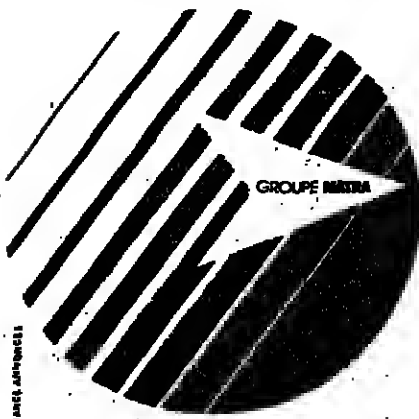
**RESPONSABLE
DES OPERATIONS
FINANCIERES hf**

Le candidat (e) devra assurer le montage et le suivi d'opérations financières, les relations avec les grands émetteurs et prendre la responsabilité du marché primaire. L'étude de dossiers de produits spéciaux lui sera également confiée.

Une formation supérieure, une expérience de quelques années ainsi qu'une bonne connaissance de la langue anglaise sont souhaitées.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à
PIERRE LICHOU S.A. s/réf. 11834
BP 220 - 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

LE NOUVEL ESPACE INFORMATIQUE



Au sein de la direction administrative et financière, vous prenez en charge la comptabilité de la société (450 personnes) comprenant plusieurs établissements dont vous animez une équipe (10 personnes).

RESPONSABLE DES COMPTABILITES hf

Technicien confirmé, vous assurez la sortie des différents comptes d'exploitation pour la consolidation et mettez en place une comptabilité analytique. Vous êtes le garant de la fiabilité des résultats.

Utilisateur de l'informatique, vous participez activement à l'évolution du système actuel.

Diplômé de l'enseignement supérieur et titulaire du DECS, vous possédez une expérience d'environ 5 ans dans cette fonction acquise en entreprise ou en cabinet conseil en organisation.

Vos capacités d'encadrement et de gestion attestent d'un potentiel qui vous permettra d'envisager des responsabilités plus élevées.

Veuillez adresser votre candidature sous la référence 191M à DRRH, MATRA DATASYSTEME - B.P. 77 - 78391 - BOIS D'ARCY CEDEX

MATRA DATASYSTEME

INGENIEURS DE HAUT NIVEAU



de formation Grande École (X, Centrale, Mines, ESPCI...);
une formation scientifique complémentaire (Doctorat, Ph D, M Sc...);
une carrière active, diversifiée, éventuellement internationale;

**RECHERCHE
ET DÉVELOPPEMENT
INDUSTRIELS**

suivant vos compétences et affinités, dans les disciplines suivantes :

- sciences des matériaux • chimie minérale • génie chimique
- polymères • physico-chimie des surfaces • physique
- optique • métallurgie • thermique • mécanique
- calcul scientifique.

Les postes à pourvoir sont situés à Aubervilliers (93),
Chambéry (73), Nemours (77), Pont-à-Mousson (54),
Bordeaux (33), Avignon (84).

si vous le souhaitez, vers des postes opérationnels et devenir
l'un de nos futurs managers, au sein d'un Groupe fédérant
106 filiales, grandes et petites entreprises implantées dans
17 pays.

SAINT-GOBAIN

**ESPACE
EXPANSION
PROMOTION**

SOCIÉTÉ DE PROMOTION
DE CENTRES COMMERCIAUX
recherche

JURISTE CONFIRME
pour secondier un Directeur d'Opérations

Missions :

- Elaboration, mise au point de baux commerciaux et de contrats, établissement de documents juridiques de vente (règlements de copropriété, actes, associations syndicales...).
- Assistance dans la coordination générale d'opérations immobilières (technique, commerciale, juridique, financière, administrative : relations avec les Administrations).
- Montage juridique d'opérations immobilières - contentieux.
- Assurances.

- Profil :
- 30/35 ans minimum
- DES Juridique ou formation équivalente
- 5 ans d'expérience dans le secteur immobilier
- Expérience de la négociation
- Grande capacité d'adaptation, d'organisation et de gestion
- Goût pour l'opérationnel
- Bons contacts humains.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions à ESPACE EXPANSION - PROMOTION
Direction du Personnel - 63, rue La Boétie - 75008 PARIS. Discretion et réponse assurées.

**RESPONSABLE
DE PROJETS**

Missions :

- Recherche, initiation, négociation, montage d'affaires nouvelles.
- Assurer la responsabilité ou la coordination générale d'opérations immobilières et/ou d'aménagement, au mieux des intérêts financiers engagés et sur tous leurs aspects (administratif, juridique, financier, commercial, architectural, technique).

- Profil :
- 30/35 ans minimum
- Formation supérieure (Ecoles Supérieures de Commerce (HEC...), DES Juridique ou formation équivalente).
- 5 ans d'expérience dans le secteur immobilier.
- Expérience confirmée des contacts et de la négociation.
- Réelle capacité d'organisation et de synthèse pour le suivi de nombreux dossiers.
- Ténacité, dynamisme, imagination.
- Forte motivation professionnelle.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

ETUDES ÉCONOMIQUES

3 ÉCONOMISTES HF

Pour renforcer notre Service d'Études Économiques à PARIS, nous recherchons des Économistes de formation grande école ou 3ème cycle universitaire ayant acquis une première expérience professionnelle dans un des trois domaines suivants :

- l'analyse de la conjoncture économique et monétaire
- l'analyse et le suivi de secteurs industriels
- les analyses de risques-pays

anglais indispensable, espagnol souhaité.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions en précisant la réf. à :

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
Service du Recrutement - 7, rue Caumartin - 75009 PARIS

CADRE FINANCIER

GRANDES ENTREPRISES

Groupe financier de premier plan, fortement impliqué dans les secteurs Bâtiment et Travaux Publics, nous commercialisons une gamme complète de services destinés à financer les investissements de nos clients : Entreprises et Maîtres d'Ouvrages.

Intégré au sein de notre département Grandes Entreprises, le cadre que nous recherchons se verra confier un portefeuille haut de gamme dont il devra suivre et analyser les besoins de financement, monter et gérer les dossiers, assurer le développement par la recherche de nouveaux clients.

Il sera diplômé IEP, HEC, ESCP ou équivalent option finances-comptabilité, 3 à 5 ans d'expérience acquise dans un établissement de crédit ou dans une entreprise de STP lui auront donné une bonne maîtrise des techniques d'analyse financière, permis de développer le sens du risque et le goût des relations commerciales à haut niveau.

Poste basé à Paris (Champs Élysées).

Merci d'adresser candidature motivée avec C.V., photo et prétentions sous référence 4766 à l'agence DESSEIN, 69 rue de Provence, 75009 PARIS, qui transmettra.

ANNONCES CLASSÉES
TÉLÉPHONÉES

555-91-82

Imaginons votre avenir ensemble

Hewlett-Packard France : 56 % de croissance en 1984, 2900 personnes, 3^{ème} exportateur de matériel informatique en France, leader dans le domaine de l'instrumentation électronique. Les signes de cette expansion : le démarrage d'un nouveau site industriel en 1984 à Lyon-Talieu d'Aube, Les fondements de cette réussite : des solutions commercialement adaptées, une forte capacité d'innovation, la gestion attentive des ressources humaines. Hewlett-Packard France favorise le choix des carrières dans un environnement international où les activités sont très diversifiées et où l'autonomie, le sens du défi et la mobilité sont des critères porteurs d'évolution et de réussite.

Ingénieurs commerciaux Gamme Informatique

Vous aurez des responsabilités de management, votre compétence d'ingénieur, mais en premier lieu, vos compétences devront être reconnues en commercialisant auprès de nos partenaires — Grands Comptes, OEM, SII, PME, — les gammes HP 1000, 3000, 9000, que ce soit en informatique scientifique et technique ou en information de gestion. Prospection, présentation des produits, proposition de solutions spécifiques, vous aurez à donner toute la mesure du conseil auquel nous sommes attachés. De formation supérieure, type Grande École d'Ingénieurs ou de Gestion, vous avez réuni une première expérience de 3 à 5 ans dans l'un de ces domaines. Une formation spécifique, 6 à 9 mois dans nos unités européennes, complètera vos connaissances techniques — une bonne pratique de l'anglais demeure donc un préalable —. Votre rémunération, attractive, valorisera vos performances. Par ailleurs, un contexte professionnel très ouvert facilitera votre développement personnel. Une voiture de fonction sera à votre disposition. Réf. SE/15/4/M.

Ingénieurs commerciaux Electroniciens

En liaison directe avec le chef de région, l'ingénieur technico-commercial est responsable sur son secteur géographique de la commercialisation de nos produits. Au-delà de la prospection et de la présentation des produits, cet ingénieur d'affaires s'attache à identifier les besoins de chacun de ses clients pour fournir un conseil de haut niveau technique. Il intervient donc en véritable spécialiste auprès de ses interlocuteurs, ingénieurs des milieux industriels et scientifiques. Ingénieurs électroniciens de formation, les candidats possèdent si possible une première expérience de la vente de produits de haute technologie. Une formation spécifique de 3 à 6 mois aux USA et en Europe complètera leur connaissance des techniques de mesure. Une bonne pratique de l'anglais est donc nécessaire. Une rémunération attractive valorisera leur performance dans ce poste, première étape de leur évolution au sein de Hewlett-Packard France. Une voiture de fonction leur sera fournie. Ces deux postes sont basés à Rennes, Rouen, Pau, Poitiers, Lyon, Paris, Lille, Strasbourg, Toulouse, Aix et Grenoble. Réf. V/01/M.

Merci d'envoyer C.V., photo et prétentions, en précisant la référence et les préférences géographiques choisies, à Hervé Gallon, Hewlett-Packard France - Zone d'Activités du Bois Béard - Avenue du Lac - 91040 Evry-Corbeil.

Hewlett-Packard France, le partenaire de vos ambitions.

HEWLETT PACKARD

DU PONT

DU PONT DE NEMOURS (France) S.A.
Le Département POLYMERES

En constant développement recherche pour sa division Thermoplastiques Techniques :

UN INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Votre mission sera d'assurer et de promouvoir la vente de matières plastiques de haute technicité.

Agé de 25 ans minimum, ingénieur mécanicien, électricien ou chimiste, vous parlez couramment anglais.

Une première expérience dans le domaine des matières plastiques, dans la vente ou l'étude de produits techniques constituerait un atout.

Vous recevrez une formation complémentaire à Genève avant de prendre la responsabilité d'un territoire de vente.

Votre évolution au sein de la société dépendra de votre seule performance.

Veuillez adresser C.V. et prétentions au Service du Personnel DU PONT DE NEMOURS (France) S.A., 9, rue de Vienne, 75008 PARIS.

La Chambre Syndicale des Banques Populaires
Organisme Central d'un Groupe de 38 Banques Régionales recherche un :

Organisateur Conseil Junior.

Mission : maintenance et développement de modèles et d'outils de gestion informatisés (contrôle budgétaire, gestion de trésorerie et gestion prévisionnelle), aide à leur implantation dans les Banques Populaires, participation à l'élaboration des systèmes d'information de gestion dans les B.P.

Vous devez être diplômé de l'enseignement supérieur et avoir de réelles connaissances de l'informatique de gestion (acquises au cours d'une expérience dans la banque) ou du contrôle de gestion (cabinet de conseil). Des déplacements sont à prévoir.

Adressez votre lettre manuscrite + CV + photo et prétentions sous Réf. G3 à André NOE

Chambre Syndicale des Banques Populaires
131, av. de Wagram
75847 PARIS CEDEX 17.

Sup. de Co., HEC, MBA de l'action des résultats

Conseil en gestion

Un métier de spécialiste

Nous sommes un cabinet de conseil en gestion de taille humaine, membre d'un réseau représentant plus de 2 000 professionnels dans le monde ; nos interventions sur mesure visent à enrichir les compétences de nos clients jusqu'à la mise en pratique de nos recommandations.

Pour faire face à notre développement, nous souhaitons intégrer à notre équipe pluridisciplinaire un consultant dont le profil idéal serait le suivant : • Diplômé Ecole Supérieure de Commerce ou MBA • Age : 30 ans minimum • Expérience acquise : conception et mise en place de système de contrôle de gestion dans des entreprises importantes • Bonne connaissance des problèmes de gestion d'informations impliqués par de tels systèmes : très bonne pratique de la comptabilité analytique, en milieu industriel de préférence • Des connaissances générales en informatique.

Qualités personnelles : une forte motivation, de la créativité et un « punch » largement supérieur à la moyenne.

Coopers & Lybrand associés

Vous remercie de confier votre dossier de candidature : lettre manuscrite, C.V., photo (retournée), prétentions, sous la réf. 10.390/LM, à H. CARON - 56, rue de Pontfieu - 75008 PARIS.

Composants électroniques

Groupe International, notre CA de plus d'un milliard de francs en 84 dont 50% à l'export, connaît une croissance continue. Afin de poursuivre cette expansion, une de nos divisions qui commercialise des postes d'Adjoint Technique.

Responsable de Service, il sera chargé de :

- traduire les demandes commerciales nouvelles par l'adaptation de produits existants ou le développement de produits nouveaux. A ce titre, il sera l'interlocuteur du département Développement pour le suivi de ces études,
- apporter conseil en matière de formation et d'importation technique auprès des commerciaux et des clients,
- assurer l'image de marque de la Société par le biais du service Après-Vente,
- représenter la Société au sein d'organismes de normalisation.

Ce poste riche par la variété des fonctions pourra convenir à un ingénieur de formation ayant déjà exercé ce type de responsabilité dans une société internationale. Un bon esprit de synthèse, des qualités de coordinateur et de l'aisance dans les contacts lui permettront de s'intégrer rapidement en prenant la tête d'une petite équipe.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, mentionnant vos souhaits de rémunération, à réf. 4767 M à l'agence DESSEIN, 69 rue de Provence, 75009 PARIS, qui transmettra.

Adjoint Technique

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRE

Bureau

CADRE spécialisé dans la recherche

UN

Idealement, l'ingénieur doit avoir une année de post-graduation ou l'étude de système.

La connaissance

Les candidats

Bureau

Groupe français de

leader dans le

recherche pour

ALARME et

1 resp

pro

Il sera chargé de

de la réalisation

travail

constitution du

approvisionnement

suivi de l'avance

contrôle des

interactions avec

Formation : DUT

de bonnes connais

troniques et mé

Expérience min

con de systèmes

formations tech

Bonne pers

Des acq

de

Adressez CV, lettre

prétentions sous

Direction des

15-17 avenue

75140 VELIZY

Société Priv

Importance

Lab

Candidat

INGENIE

CHIMIST

Option Bio

avant de p

d'expérien

généralis

Contraintes

Microbiolog

appréciées

Anglais Ind

Après un m

candidat au

Lab

le Sud-Oues

Il particip

developp

programm

realiser au

Adressez C.

PIERRE LE

sous réf. 102

Cédex 22

Mon

PAR

CA 22 milliards

12 sites à l'étr

ca

finan

comp

Il sera princip

en 1984 avec

branches de

des procédures

sera également

des postes

Ce poste conviendrait à

de 30 ans

l'expérience

première

Adressez dossier de

C.V. photo retourné

21-25 av. H. CARON

CLA RECHUTE

56 RUE DE PONTFIEU

سكزا من الامن

551 من الامم

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Bureau Marcel van Dijk

CABINET INTERNATIONAL DE CONSEIL
spécialisé dans la stratégie d'entreprise et les systèmes d'information
recherche pour renforcer son équipe de PARIS

UN CONSULTANT

Idealement, l'intéressé sera INGENIEUR Grandes Ecoles et aura 4 à 5 années de pratique en entreprise dans l'organisation des services ou l'étude de systèmes de gestion automatisés.

La connaissance de l'anglais et/ou de l'allemand sera appréciée.

Les candidatures manuscrites avec C.V. sont attendues au
Bureau Marcel VAN DIJK - 106 bis, rue de Rennes
75006 PARIS.

ONLY RESTAURATION

(2 500 personnes)

recherche pour son siège
en proche banlieue Ouest

JEUNE JURISTE

EN FONCTION PERSONNEL

Directement rattaché à la Direction de Personnel
et des Relations Humaines, le poste comprend notamment :

- Le traitement des dossiers personnels (déplacements de courtes durées en province) ;
- L'assistance juridique aux exploitations provinciales ;
- La prise en charge de diverses affaires courantes de certaines études provinciales.

Une solide formation juridique (Bac + 4) est nécessaire, ainsi qu'une approche confirmée du droit du travail.

Merci d'adresser votre candidature
avec photo indispensible et prétentions à :

Madame PIGEON
ONLY RESTAURATION
15, avenue Paul-Doumer
92500 RUEIL-MALMAISON.



hutchinson

CA 3 milliards, 9700 personnes,
recherchent

auditeur interne.

Pour développer les actions de ce service, récemment créé, nous recherchons un jeune E.S.C. ou Expert-Comptable ayant une première expérience professionnelle.

Rattaché au responsable du service, nous lui confierons des missions comptables et opérationnelles dans les différents domaines de l'entreprise (stocks, facturation, production...)

Compte tenu de nos implantations, il sera amené à de fréquents déplacements en France et en Europe. L'Anglais est nécessaire.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo sous réf. 11285 M à
Hutchinson - Département Recrutement - 2, rue Balzac
75008 PARIS.



Groupe français à vocation internationale,
leader dans le domaine de la sécurité,
recherche pour sa Direction Technique
ALARME et SYSTEMES à VELIZY

1 responsable projets

Il sera chargé de l'organisation et du suivi
de la réalisation de systèmes de gestion centralisés :

- constitution du dossier de réalisation
- approvisionnement des matériels
- suivi de l'avancement des études et travaux
- contrôle des coûts
- interface avec le client et le réseau.

Formation : DUT ou BTS électronique avec
de bonnes connaissances des techniques électroniques et mini/microinformatique.

Expérience minimum 5 ans dans la réalisation
de systèmes de gestion centralisés d'informations techniques ou similaires.

Bonne pratique de l'anglais.
Déplacements possibles France et étranger,
de courte durée.

Adresser CV, lettre manuscrite, photo et
prétentions sous référence M12 à la
Direction des Relations Humaines
15/17 avenue Morane Saulnier
78140 VELIZY.

ADJOINT AU CHEF OU SERVICE DES PARTICIPANTS

Connaissances d'un régime de
l'ARRC ou du régime de
l'AGIRC exigées. Connaissances
de l'utilisation de l'information
technique souhaitées. Position
cadre, avantages sociaux. Ecr.
avec CV, photo et prétentions, sous
n° 1.441 à AMEP PA. 37, rue
de Général Foy, 75008 Paris.

INGENIEUR LOGICIEL DIPLOME

Cinq à dix ans d'expérience,
détailleur de logiciels, ses compétences
en programmation, ses connaissances
en informatique, ses qualités de travail
sont indispensables. Une équipe chargée de
la mise en œuvre et du suivi de
logiciels de pointe.

Env. lettre manuscrite + CV +
prétentions à MICHELLE SAILLON,
BP 90, 91143 LES ULIS.

SOCIÉTÉ DE NÉGOCE FILIALE GROUPE ANGLAIS COMPTABLE CHIEF D'EXPLOITATION

Comptabilité, personnel, reporting,
système informatique, supervision
mécanique.

Ce poste conviendrait à titulaire
DECS ayant bonne connaissance
technique.

Expérience similaire souhaitée.

Lieu de travail : boulevard Sud
- 5 km Paris.

Adresser CV, photo, salaire
actuel sous n° 1.423 à
AMEP PA. 37, rue de Général
Foy, 75008 Paris.

ADMINISTRATION

recherche

INGENIEUR ANALYSTE

Dynamique, capable de prendre en main le suivi des
projets à développer et en développement sur matériel BULL
DP5/7 sous TDS, PAC, SOCRATE
(connaissances souhaitées, mais pas indispensables).

Poste évoluant vers encadrement
équipe analystes-programmeurs.

Formation complémentaire assurée.

Salaire annuel : 124.000 F.

Envoyer C.V. et photo sous réf. 11.838 à
PIERRE LICHAU S.A.
B.P. 220, 75063 PARIS CEDEX 02,
qui transmettra.

ORGANISME FINANCIER DU LOGEMENT SOCIAL

recherche

RESPONSABLE D'UNE CELLULE DE GESTION

Le candidat âgé de 35 ans
max., de formation supérieure
économique et gestion, pourra
justifier d'une expérience, sera
administratif divers.

Ce poste comprendra le suivi et
l'analyse de réalisations, l'établissement
de prévisions, l'instruction
de dossiers de financement
et des suivis
administratifs divers.

Rigueur et créativité, capacité
de rédaction d'études sont indispensables. Une connaissance
des impératifs de l'informaticien
est souhaitable.

Adresser lettre manuscrite +
CV détaillé indiquant dernier
salaire à PUBLICITE ORSIS-ES,
20, av. Fr-Roosevelt, Paris (8^e).

SOCIÉTÉ NATIONALE DES POLYMERES ET EXPLOSIFS

recherche pour son

Centre de Recherche du BOUCHET

INGENIEUR ELECTRONICIEN ENSI, ISEP,...

Pour un poste de Chef de laboratoire
au sein d'un service de mesures électroniques.
Il sera responsable de la
conception de systèmes de mesures
appliqués à la physique et à la chimie.

De bonnes aptitudes en études de circuits
et en informatique sont nécessaires
pour satisfaire les demandes variées
des réalisations.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à
SNPE - CRB - BP 2,
91710 Vert-le-Petit,
(réf. à rappeler I-ME-85/01)

CONTINER TELEPHONIQUEMENT UTILISER VOTRE MINUTE (1) 06 10 10 10

Filiale en pleine expansion
d'une importante Mutuelle d'Assurances
recrute pour Paris

un(e) Assistant(e)

au Responsable du Service Gestion

Formation : jeune diplômé(e) SUP ECO,
SCIENCES PO, ECOLE DE
COMMERCE.

Expérience : débutant accepté.

Fonctions : - établissement des résultats
prévisionnels,
- suivi des données significatives
de l'activité (travaux généraux, chiffre d'affaires...)
par rapport au budget,
- contrôle des ratios
d'activité.

Rémunération : entre 90.000 et 100.000
Francs par an environ selon
niveau et expérience.

Adresser CV, photo et prétentions
sous réf. 6170 à Lévi Toumay Asscom
31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris
Cedex 02 - qui transmettra

Société Française Filiale d'un Groupe
important, recherche pour son
Laboratoire d'Applications
Cosmétique / Pharmacie.

INGENIEUR CHIMISTE Option Biochimie

ayant de préférence quelques années
d'expérience en formulation
galénique ou cosmétique.

Connaissances en Biologie,
Microbiologie, Immunologie
appréciées.

Anglais indispensable.

Après un an en région parisienne, le
candidat sera responsable du
Laboratoire d'Application situé dans
le Sud-Ouest de la France.

Il participera, avec le responsable du
développement, à l'élaboration du
programme qu'il aura la charge de
réaliser au laboratoire.

Adresser C.V., photo, prétentions à
PIERRE LICHAU S.A.
sous réf. 10564 - BP 220 - 75064 PARIS
Cedex 02 qui transmettra.

Responsable des Droits à l'Etranger

Un grand éditeur parisien recherche une
collaboratrice pour son département
international.

Responsable de cette activité pour 3 sociétés
du Groupe, cette personne aura pour
mission de sélectionner les ouvrages pour
les différents marchés, d'assurer les négociations
et de gérer les contrats auprès des
éditeurs à l'étranger.

Cette fonction conviendrait à une jeune
femme parfaitement bilingue anglaise ayant
une solide formation universitaire, une première
expérience dans le domaine de la
communication et désireuse d'élargir ses
responsabilités au plan international.

Merci de nous adresser votre dossier pour
une première rencontre sous Réf. 371 M

CURSUS CONSEIL

16, Rue de la Paix, 75002 Paris.

Le Groupe D2C a besoin de jeunes DYNAMIQUES et
CREATIFS. Pour renforcer l'équipe commerciale, nous
recherchons :

un COMMERCIAL

(BEC, RSSEC ou ESCP option marketing)

Et, pour notre filiale Organisation et Conseil financier

un INGENIEUR-CONSEIL

(Ecole de Commerce, option finances. Contrôle de gestion,
DEA Gestion)

Nous recherchons des candidats ayant une première
expérience professionnelle, mais les candidatures des
débutants seront également étudiées.

Envoyer C.V. + prétentions à :

CLAUDE D2C

DYNAMIC AND
CREATIVE CONSULTING
Service du Personnel
57, rue Saint-Amand
75002 PARIS.

Conseil en stratégie d'entreprises
(Rueil-Malmaison) recherche

Documentaliste HF

pour prendre en charge le service existant dont il assure
le développement et l'information.

Il aura un diplôme de techniques documentaires et
une expérience acquise en entreprise.

Anglais courant.

Ecrire avec CV, photo et prétentions à CONEXHOM,
212 avenue Paul Doumer, 92508 Rueil-Malmaison Cedex.

Conexhom

Conseil en recrutement

ÉCOLE

Entreprise de marbrerie
bâtiment recherche

CORRESPONDANCE

Tout candidat devra adresser

Adjoint de direction

A temps partiel. Ayant assuré
grand pour travaux administratifs, pédagogiques, rédaction, Accueil,
Contrôle, Orientation, Séminaires. Convaincu, jeune retraité
dynamique, CV à EAP, BP 101,
94100 Saint-Maur.

Une véritable formation de
SECRÉTAIRE DE DIRECTION.
Une expérience professionnelle
de cinq ans environ dans un
domaine financier (gestion de
patrimoine, agent de change ou
service banque d'une banque),
tel est le profil idéal de la jeune
mais réelle

ASSISTANTE

que nous recherchons pour participer
avec nous au développement
de notre activité de conseil.
Une certaine disponibilité,
du dynamisme et le sens
de l'humour sont nécessaires
pour réussir. Très bonne présentation
requis.

Envoyer CV + lettre manuscrite
+ photo + prétentions
sous réf. 212 à AIR, 132, av.
de Villiers, 75017 Paris.

recherche

pour faire face à son développement

INGENIEURS GRANDE ÉCOLE

- Ayant quelques années d'expérience dans les
entreprises.

- Désireux de faire carrière dans le CONSEIL
DE DIRECTION.

- Aptes à prendre des responsabilités au sein de
la Société.

- Pratique de l'anglais indispensable.

- Connaissances en informatique et en comptabilité
appréciées.

Adresser C.V. détaillé et prétentions à :

VECTEUR S.A.

58, avenue Kléber, 75704 Paris Cedex 16.

Moulinex

PARIS EST

CA 3,3 milliards consolidés dont 68% à l'export,
12 filiales à l'étranger, recherche un

cadre financier et comptable

Il sera principalement chargé de la consolidation
en relation avec les filiales étrangères, des travaux
préliminaires de la mise à jour et de l'évaluation des
différentes procédures et systèmes nécessaires ; il lui
sera également confié, ponctuellement, des travaux
d'analyse financière et comptable.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation SUP
de CO option financière et comptable ou équivalente,
pratiquant l'anglais et ayant déjà acquis une
première expérience au sein d'une direction
financière.

Adresser dossier de candidature : lettre manuscrite,
C.V., photo (retournée) et prétentions, sous référence
21455M à H. CARON.

CLA RECRUTEMENT

56 RUE DE PONTHEU 75008 PARIS

CA

les annonces classées

Le Monde

sont reçues par téléphone
du lundi au vendredi

de 9 heures à 18 heures
au 555-91-82

économie

REPÈRES

Syndicalisation : en baisse aux Etats-Unis

Le nombre d'adhérents des syndicats est tombé de 20,1 millions à 17,4 millions entre 1980 et 1984, alors que près de cinq millions d'emplois ont été créés pendant ce temps (+ 5 % environ) : la proportion de syndiqués est passée de 23 % à 18,8 %, selon une étude du Bureau des statistiques du travail, publiée par le *Washington Post*. Le déclin est dû, selon l'étude, aux suppressions massives d'emploi dans des industries à forte syndicalisation, comme la sidérurgie et l'automobile, tandis que les emplois nouveaux ont été créés surtout dans les services (notamment la santé, la technologie et l'éducation), où les syndicats n'ont pas réussi à s'implanter, et aux efforts des patrons pour les empêcher. Pourtant, selon l'étude, les salaires des syndiqués sont en moyenne supérieurs d'un tiers à ceux des non-syndiqués, la différence pouvant atteindre 50 % pour les femmes, les Noirs et les hispaniques.

Impôt sur les grandes fortunes : 3,9 milliards de francs en 1983

L'impôt sur les grandes fortunes a rapporté 2,87 milliards de francs en 1983, après 2,68 milliards de francs en 1982. Si l'on ajoute le prélèvement de 1,5 % sur les bons anonymes, le rendement de l'IGF atteint 3,8 milliards de francs. Le nombre des déclarations est resté stable : 103 200 contre 104 000 en 1982 (l'impôt était payable à partir d'un patrimoine de 3,2 millions de francs). La concentration des grandes fortunes s'est légèrement amplifiée : entre 5 et 10 millions de francs les contribuables sont plus nombreux (34,2 % en 1983 contre 31,8 % en 1982) et détiennent une part plus importante de la fortune imposable totale (34,3 % contre 32,9 %). La part des valeurs mobilières a augmenté (30,8 % à 31,4 %), essentiellement du fait des fortunes moyennes.

Automobile : chômage technique à Renault Flins

L'usine Renault de Flins, qui fabrique quelque mille cinq cents Supercinq par jour, sera en chômage technique pendant sept jours en février et en mars. Si la dernière modèle de la Régie continue d'accroître sa part sur le marché français, les intempéries du mois de janvier ont provoqué une chute des commandes d'automobiles de 30 % à 40 %.

L'épargne nouvelle collectée par les caisses d'épargne a diminué de 42,8 % en 1984

L'épargne nouvelle déposée par les Français aux guichets des caisses d'épargne de la poste et de l'Etat a diminué fortement en 1984, l'excédent des dépôts d'épargne liquide passant de 33,4 milliards de francs à 19,7 milliards (-42,8 %). Cette diminution est particulièrement sensible pour les livrets d'épargne A, B, Lep (livret rose) et Codeliv, les excédents ayant atteint 10 milliards de francs en 1984, contre 23,6 milliards en 1983. Les excédents sont revenus de 5,9 milliards de francs à 1,8 milliard sur le livret A, de 11,5 milliards à 6,4 milliards pour le livret-rose (livret d'épargne populaire au taux de 7,5 % réservé aux revenus modestes) et de 9,3 milliards à 5,6 milliards pour le Codeliv. Sur le livret B, les retraitements, une nouvelle fois, ont été plus importants que les dépôts : -3,8 milliards de francs contre -3,1 milliards en 1983. La collecte d'épargne sur les *Caisses d'épargne* s'est « considérablement réduite » pour revenir, au cours des derniers mois de 1984, à « un niveau très modeste », selon la Caisse des Dépôts.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
	+ base	+ base	+ base	+ base
SE-IL	9,980	9,980	+ 137	+ 147
DM	4,401	4,401	+ 31	+ 36
Yen (100)	3,096	3,096	+ 118	+ 128
DM	1,8510	1,8510	+ 98	+ 106
DM	2,6957	2,6957	+ 73	+ 78
DM (100)	15,2187	15,2187	+ 12	+ 27
DM	3,5744	3,5744	+ 131	+ 143
DM (100)	1,3677	1,3677	+ 151	+ 163
DM	1,3677	1,3677	+ 151	+ 163

TAUX DES EUROMONNAIES

	3/12	6/12	9/12	3/18	6/18	9/18	3/24	6/24	9/24
SE-IL	5 1/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16
DM	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2
DM (100)	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8
DM	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2
DM	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4
DM	10 3/8	10 3/8	10 3/8	10 3/8	10 3/8	10 3/8	10 3/8	10 3/8	10 3/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

orientations

Des écoles ont décidé de mieux vous informer sur les filières et débouchés suivants :

et recevoir gratuitement des informations, cochez la case correspondante à la filière qui vous intéresse et adressez ce bon à Orientations Service, 57 Avenue Montaigne 75008 Paris. M. Mme Adresse

Niveau d'études actuel de l'étudiant

Age

☐ Les Classes Préparatoires ☐ Accusés

☐ Les Grandes Ecoles de Commerce et de Gestion ☐ Hôtellerie

☐ Les Ecoles de Commerce et de Distribution ☐ Les Professions Para-Médicales

☐ Les Ecoles de Gestion ☐ Assurances

☐ Les Ecoles de Commerce et de Distribution ☐ Transport

☐ Les Ecoles de Commerce et de Distribution ☐ Bâtiment, Travaux Publics

☐ Les Ecoles de Commerce et de Distribution ☐ Concours Administratifs

☐ Les Ecoles de Commerce et de Distribution ☐ Fonction Publique

☐ Les Ecoles de Commerce et de Distribution ☐ Communication Audiovisuelle

☐ Les Ecoles de Commerce et de Distribution ☐ Publicité

☐ Les Ecoles de Commerce et de Distribution ☐ Formations Artistiques

☐ Les Ecoles de Commerce et de Distribution ☐ Les 3^{es} Cycles de Gestion

☐ Les Ecoles de Commerce et de Distribution ☐ Reussir le Baccalauréat

☐ Les Ecoles de Commerce et de Distribution ☐ Reussir le Baccalauréat

☐ Les Ecoles de Commerce et de Distribution ☐ Reussir le Baccalauréat

☐ Les Ecoles de Commerce et de Distribution ☐ Reussir le Baccalauréat

☐ Les Ecoles de Commerce et de Distribution ☐ Reussir le Baccalauréat

☐ Les Ecoles de Commerce et de Distribution ☐ Reussir le Baccalauréat

☐ Les Ecoles de Commerce et de Distribution ☐ Reussir le Baccalauréat

☐ Les Ecoles de Commerce et de Distribution ☐ Reussir le Baccalauréat

☐ Les Ecoles de Commerce et de Distribution ☐ Reussir le Baccalauréat

☐ Les Ecoles de Commerce et de Distribution ☐ Reussir le Baccalauréat

☐ Les Ecoles de Commerce et de Distribution ☐ Reussir le Baccalauréat

☐ Les Ecoles de Commerce et de Distribution ☐ Reussir le Baccalauréat

MONNAIES

Un dollar dopé par la confiance

Un dollar à plus de 10 francs ! Une telle hypothèse paraît parfaitement incongrue il y a seulement trois ou quatre ans. La plupart des experts s'appuyant sur de savants modèles économiques ne prévoyait-ils pas un déficit énorme et insurmontable du commerce extérieur de la France avec un dollar à 6 francs, puis à 7 francs, puis à 8 francs... Or, les paiements courants du pays se sont quasiment rééquilibrés en dépit - certains diront grâce - à un dollar supé-

par JACQUES LÉTANG (*)

Un tel décalage semble mettre en cause la rationalité de la science économique. C'est oublier que les enchaînements les mieux établis peuvent être modifiés considérablement par un changement des comportements. Difficiles à prévoir, ces derniers sont en effet à la base des bouleversements observés ces dernières années.

Le dollar à 10 francs, c'est un record historique absolu, redoublé en partie à la faiblesse intrinsèque du franc et aux dernières dévaluations de notre monnaie à l'intérieur du système monétaire européen. Il ne s'agit pas toutefois d'un phénomène purement français. L'ascension du dollar est générale, et il n'a pas retrouvé les niveaux des années 60 contre yen, deutschemark ou franc suisse, il s'en approche (voir tableau).

La période de flottement général, commencée en 1973, peut ainsi, d'une certaine façon, être considérée comme une grande parenthèse à l'issue de laquelle le dollar aurait presque retrouvé son statut antérieur. Alors, simple restauration d'un dollar fort après un affaiblissement momentané et accidentel ? Retour à la normale ?

Les choses ne sont pas aussi simples. Certes, les « charismes » - spécialistes de l'étude des graphiques - transposant aux changes les méthodes utilisées couramment pour évaluer la tendance des cours des valeurs mobilières ne se privent pas de triompher. Beaucoup d'entre eux avaient bien anticipé la remontée du dollar en se fondant sur l'analyse des courbes du passé. Le mouvement de baisse ne pouvait être



NICOLAS VIAL

contraire des soldes positifs insolents. Tokyo a annoncé par exemple un excédent commercial de plus de 40 milliards de dollars pour 1984.

La divergence est moins grande en ce qui concerne la comparaison des taux de croissance des agrégats monétaires, mais là encore elle ne plaide pas en faveur de la devise américaine.

Inversement, et contrairement aux théories qui n'accroient aux différences de taux d'intérêt qu'une influence relativement marginale et limitée au court terme, celles-ci ont eu un impact prolongé et considérable au bénéfice du dollar.

\$ dopé et la croissance

rieur à 9 francs. En outre, le franchissement du seuil psychologique des 10 francs se fait presque dans l'indifférence.

Le marché et plus généralement le public constatent qu'aucune catastrophe n'est survenue. Bien au contraire, ils se seraient pas autrement surpris que le billet vert file désormais vers les 11 francs. Que n'est-il passé pour que les schémas prévisionnels antérieurs se trouvent à ce point démentis par les faits ?

Européens demandent avec insistance la réduction du déficit des finances publiques américaines pour obtenir une baisse des taux d'intérêt et, partant, un arrêt de la hausse du dollar.

L'idée se fait jour toutefois, si l'on tire toutes les conséquences de la mutation déjà mentionnée, que les phénomènes jouent peut-être à l'envers. Selon cette grille de lecture, les entrées de capitaux aux Etats-Unis seraient, dans une certaine mesure tout au moins, non la conséquence mais la cause du solde négatif des paiements courants. Au centre de cette interprétation, il y aurait donc, en quelque sorte, un surfinancement spontané de la croissance américaine. L'appréciation du dollar qui en résulte déterminerait en retour un surcroît d'importations et un freinage des exportations. Le niveau élevé des taux d'intérêt américains serait alors un ingrédient utile, mais relativement secondaire, dans l'explication des entrées de capitaux. Il serait davantage un sous-produit de l'expansion vigoureuse de l'économie dans un contexte de politique monétaire assez rigoureuse (phénomène de collision) que le résultat d'une volonté délibérée d'attirer l'épargne exté-

L'examen de la balance des paiements des Etats-Unis est instructif à cet égard. Ainsi, en 1981 et 1982, il y a eu de substantielles entrées de capitaux privés en provenance des non-résidents, provoquées par le regain de confiance après la crise de crédibilité suscitée par l'administration Carter. Néanmoins, l'activité étant déprimée, elles avaient été presque compensées par les sorties du secteur bancaire au titre de prêts à l'étranger. Changement de décor en 1983 et 1984 avec la forte reprise de l'économie. Pour couvrir les besoins de la croissance et servir la demande interne de crédit (et également, il est vrai, du fait de la crise d'endettement des pays en voie de développement), les banques contractent fortement leur concours à l'extérieur, tandis que les entrées de capitaux suscitées par les entreprises américaines tendent à augmenter.

Dans cette optique, l'appréciation du dollar amorcée par un retour de la confiance dériverait donc, depuis 1983, de la différence des taux de croissance entre les Etats-Unis d'une part, l'Europe et le Japon d'autre part. On comprend mieux alors le paradoxe apparent des pays « vertueux », comme l'Allemagne et le Japon, qui voient leurs monnaies fondre en dépit d'excellentes performances sur le front des prix et du commerce extérieur. De fait, les entrées de fonds aux Etats-Unis ont pour contrepartie des sorties symétriques au Japon, en Allemagne et en Suisse. Or celles-ci dérivent sans doute moins de l'attrait des taux d'intérêt aux Etats-Unis que des opportunités de placements. La forte hausse du dollar dès la fin de 1984, en dépit d'une baisse sensible du loyer de l'argent, confirme d'ailleurs cette thèse.

Dans ces conditions, il est clair que le dollar restera vigoureux, voire continuera à monter, si les rythmes de croissance des principaux pays industriels restent différents. Une telle observation ne peut conduire pour autant à recommander sans précautions une politique de relance générale en Europe, et en France plus particulièrement. Les dangers d'une reprise isolée sont parfaitement clairs. En revanche, une action concertée avec, en tête, les pays les mieux placés, comme l'Allemagne et le Japon, aurait certainement des chances d'aboutir. Si la croissance n'y est pas active et si l'excès d'épargne ne peut s'y investir qu'à l'extérieur, le dollar sera encore poussé à la hausse. C'est un véritable cercle vicieux, car la réaction des pays dont la monnaie fléchit est alors, contre la logique, d'imposer une gestion encore plus restrictive de l'économie.

Une baisse progressive et modérée du dollar, en 1985 et 1986, serait certes souhaitable. Mais, si les conditions pour une telle évolution ordonnée n'étaient pas réunies, il vaudrait mieux à tout prendre pour l'Europe un dollar s'acheminant vers les 11 francs que retombant brutalement à 6 francs.

(*) Pseudonyme d'un économiste de banque.

MARCEL SCOTTO.

Cours moyens du dollar

Monnaies	1970	1973	1980	1982	1984	Janvier 1985
1 dollar (en francs).....	5,53	4,45	4,23	6,57	8,74	9,70
1 dollar (en DM).....	3,65	2,67	1,82	2,43	2,85	3,17
1 dollar (en yen).....	358	271,7	226,7	249,1	238	254
1 dollar (en francs suisses).....	4,31	3,17	1,67	2,03	2,38	2,68
1 dollar (en livres).....	0,42	0,41	0,43	0,57	0,75	0,89

L'importance des mouvements de capitaux

Autour de quels points peut-on essayer alors d'articuler une nouvelle interprétation de l'appréciation du dollar ?

Depuis de nombreuses années déjà, on assiste à une profonde mutation dans les relations financières internationales. Auparavant, l'offre et la demande d'une devise étaient déterminées principalement par les transactions commerciales et courantes. Elles dérivent maintenant dans une proportion de plus en plus large des mouvements de capitaux.

Or il semble que cette véritable inversion des facteurs n'ait pas été suffisamment intégrée dans les analyses.

Classiquement, il est d'usage de partir du solde des paiements courants pour envisager son financement. Dans cette optique, l'énorme déficit américain suppose effectivement le recours intensif à des capitaux extérieurs pour le couvrir. D'où des taux d'intérêt plus élevés qu'ailleurs pour les attirer. Cet enchaînement attribue l'origine première de ce déséquilibre extérieur à l'impasse du budget des Etats-Unis, elle-même cause d'une forte croissance économique et des importations. C'est en vertu de ce schéma que les

Bien que les variations de cours de la devise américaine n'aient jamais été en étroite corrélation comme pour d'autres monnaies, avec ces données fondamentales en raison même de sa nature de véhicule des transactions financières internationales, - elles n'en revêtent pas moins un tour étonnant et paradoxal depuis 1980 et encore plus depuis deux ans. C'est ainsi que, selon la plupart des experts qui calculent les taux de change réels (tenant compte des écarts d'inflation) et pondérés (par la structure des échanges extérieurs), la surévaluation du dollar serait actuellement comprise entre 30 et 40 %.

Les marchés, pourtant, ne se soucient guère de ces évaluations, et le dollar continue sa marche en avant que les interventions nombreuses et multiples des banques centrales depuis l'automne dernier ne parvien-

Pourtant, si l'on se réfère aux raisonnements économiques traditionnels qui s'efforcent de relier l'évolution des taux de change aux données économiques fondamentales, la montée du dollar apparaît davantage comme une rupture que comme un phénomène s'inscrivant dans la continuité.

De fait, les calculs théoriques de parité ou les modèles économétriques retiennent généralement, pour le long terme tout au moins, la comparaison des pouvoirs d'achat. Les taux de change sont censés s'ajuster pour compenser les écarts d'inflation entre les pays. Or, si les fortes tensions inflationnistes aux Etats-Unis ont bien provoqué la chute du dollar en 1979 et au début de 1980, ce critère ne peut justifier son rétablissement ultérieur. La hausse des prix est certes revenue à 4 % environ aux Etats-Unis, mais l'Allemagne n'y a pas échappé, les monnaies s'affaiblissent, ont fait nettement mieux avec une progression du coût de la vie ne dépassant pas 2 %.

Même constatation au regard d'un autre facteur souvent considéré comme déterminant : le solde du commerce extérieur et des paiements courants. Un excédent est habituellement le signe d'une bonne compétitivité d'un pays et d'une bonne gestion de l'économie. Là aussi, l'envoie du dollar de ces dernières années paraît quelque peu étonnant compte tenu de l'élargissement du déficit commercial américain : 61 milliards de dollars en 1983 et pas loin de 130 milliards l'année dernière. Pour les paiements courants, un solde négatif de 42 et 107 milliards respectivement pour 1983 et 1984. Dans le même temps l'Allemagne et le Japon affichaient au

Bruxelles (Communautés européennes). - Au cours de la réunion des ministres des finances de la CEE, qui s'est tenue le 11 février, le représentant onest-allemand, M. Stoltenberg, a confirmé les réticences de son gouvernement à accepter un renforcement du Système monétaire européen (SME).

Selon lui, il faut remplir deux conditions essentielles avant de franchir une nouvelle étape dans la coopération monétaire européenne. La première porte sur la libération des marchés des capitaux à propos de laquelle des pays comme la France et l'Italie n'ont pas effectué, d'après M. Stoltenberg, de progrès suffisants ; la seconde concerne une plus grande convergence des politiques économiques conduites par les Etats membres.

S'agissant de l'utilisation de l'ECU par les entreprises dans les transactions commerciales - l'ECU privé - le ministre ouest-allemand a déclaré que cette question relevait du domaine de la Bundesbank. La Banque fédérale, dont le gouver-

neur, M. Poehl, n'a toujours marqué son opposition à l'extension du rôle de l'ECU, assimilé l'unité de compte européenne à une indexation contraire à la loi monétaire de 1948.

Le président de la Commission européenne s'est déclaré prêt, quant à lui, à prendre l'initiative dans les prochaines semaines pour tenter d'accroître la portée du SME. Il a indiqué qu'il attendrait les résultats des travaux du comité monétaire de la CEE (qui réunit de hauts fonctionnaires nationaux) et des Banques centrales pour formuler ses propositions.

M. Delors sait très bien qu'entre la difficulté allemande, il doit convaincre les Britanniques opposés jusqu'à présent à ce que la livre sterling entre dans le mécanisme européen. Il doit aussi convaincre les Italiens de réduire la marge de fluctuation de la lire (6 % par rapport au taux pivot) au niveau de celle autorisée pour les autres monnaies participant au SME (2,25 %).

MARCEL SCOTTO.

CEE

Les Dix en désaccord sur le renforcement de la coopération monétaire

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). - Au cours de la réunion des ministres des finances de la CEE, qui s'est tenue le 11 février, le représentant onest-allemand, M. Stoltenberg, a confirmé les réticences de son gouvernement à accepter un renforcement du Système monétaire européen (SME).

Selon lui, il faut remplir deux conditions essentielles avant de franchir une nouvelle étape dans la coopération monétaire européenne. La première porte sur la libération des marchés des capitaux à propos de laquelle des pays comme la France et l'Italie n'ont pas effectué, d'après M. Stoltenberg, de progrès suffisants ; la seconde concerne une plus grande convergence des politiques économiques conduites par les Etats membres.

S'agissant de l'utilisation de l'ECU par les entreprises dans les transactions commerciales - l'ECU privé - le ministre ouest-allemand a déclaré que cette question relevait du domaine de la Bundesbank. La Banque fédérale, dont le gouver-

neur, M. Poehl, n'a toujours marqué son opposition à l'extension du rôle de l'ECU, assimilé l'unité de compte européenne à une indexation contraire à la loi monétaire de 1948.

Le président de la Commission européenne s'est déclaré prêt, quant à lui, à prendre l'initiative dans les prochaines semaines pour tenter d'accroître la portée du SME. Il a indiqué qu'il attendrait les résultats des travaux du comité monétaire de la CEE (qui réunit de hauts fonctionnaires nationaux) et des Banques centrales pour formuler ses propositions.

M. Delors sait très bien qu'entre la difficulté allemande, il doit convaincre les Britanniques opposés jusqu'à présent à ce que la livre sterling entre dans le mécanisme européen. Il doit aussi convaincre les Italiens de réduire la marge de fluctuation de la lire (6 % par rapport au taux pivot) au niveau de celle autorisée pour les autres monnaies participant au SME (2,25 %).

MARCEL SCOTTO.

CEE

Les Dix en désaccord sur le renforcement de la coopération monétaire

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). - Au cours de la réunion des ministres des finances de la CEE, qui s'est tenue le 11 février, le représentant onest-allemand, M. Stoltenberg, a confirmé les réticences de son gouvernement à accepter un renforcement du Système monétaire européen (SME).

Selon lui, il faut remplir deux conditions essentielles avant de franchir une nouvelle étape dans la coopération monétaire européenne. La première porte sur la libération des marchés des capitaux à propos de laquelle des pays comme la France et l'Italie n'ont pas effectué, d'après M. Stoltenberg, de progrès suffisants ; la seconde concerne une plus grande convergence des politiques économiques conduites par les Etats membres.

S'agissant de l'utilisation de l'ECU par les entreprises dans les transactions commerciales - l'ECU privé - le ministre ouest-allemand a déclaré que cette question relevait du domaine de la Bundesbank. La Banque fédérale, dont le gouver-

neur, M. Poehl, n'a toujours marqué son opposition à l'extension du rôle de l'ECU, assimilé l'unité de compte européenne à une indexation contraire à la loi monétaire de 1948.

Le président de la Commission européenne s'est déclaré prêt, quant à lui, à prendre l'initiative dans les prochaines semaines pour tenter d'accroître la portée du SME. Il a indiqué qu'il attendrait les résultats des travaux du comité monétaire de la CEE (qui réunit de hauts fonctionnaires nationaux) et des Banques centrales pour formuler ses propositions.

M. Delors sait très bien qu'entre la difficulté allemande, il doit convaincre les Britanniques opposés jusqu'à présent à ce que la livre sterling entre dans le mécanisme européen. Il doit aussi convaincre les Italiens de réduire la marge de fluctuation de la lire (6 % par rapport au taux pivot) au niveau de celle autorisée pour les autres monnaies participant au SME (2,25 %).

MARCEL SCOTTO.

CEE

SOCIAL

La déprime des syndicats

(Suite de la première page.)

Ainsi en 1947, il y eut 23,4 millions de journées perdues par suite de conflits du travail pour l'ensemble des activités économiques à l'exclusion de l'agriculture et des administrations publiques. Un record ! Dans les années qui suivirent, la combativité demeura très élevée : 11,9 millions de journées perdues en 1948, 11,7 millions en 1950, 9,7 millions en 1953 (l'offensive se concentrant en plein mois d'août contre des décrets modifiant les statuts de la fonction publique) et même 6 millions en 1963. Puis ce fut l'explosion de 1968. Mais depuis 1976 (1), la baisse de la combativité est quasi continue : 5 millions en 1976, 3,65 millions en 1979, 1,67 million en 1980, 2,33 millions en 1982, 1,48 million en 1983, sans doute autour de 1,3 million en 1984.

On se trouve donc dans une situation d'absence globale de combativité qui illustre le climat de déprime d'une classe ouvrière étiolée, étiolée, soumise aux effets d'une société à plusieurs vitesses. Déprime paradoxale ? Les raisons de mécontentement sont nombreuses, fortes et variées. Le pouvoir d'achat stagne ou baisse, et les salaires n'ont pas le sentiment que les sacrifices demandés apportent des résultats économiques solides. La majorité des conflits portent sur les salaires mais avec un ampleur faible, une participation des salariés moindre que par le passé et des résultats très limités. La déception à l'égard du gouvernement de gauche, entretenue avec de plus en plus d'insistance par le PC et la CGT, est indéniable de la part de ceux-là mêmes qui l'avaient porté au pouvoir. Malgré le cadre plus favo-

nable créé par les lois Auroux et le réveil pour 1985 dans la fonction publique, la politique contractuelle est souvent en hibernation, notamment dans les branches professionnelles, et ne s'élargit guère au-delà des salaires, domaine où la marge de négociation est pratiquement nulle.

Et pourtant, en dépit du désenchantement politique et de l'austérité économique et sociale, rien ne bouge ou si peu. La peur du chômage n'explique pas tout. C'est un frein connu à l'action syndicale mais il jouera d'autant moins à l'avenir que la protection sociale des chômeurs continuera à s'amenuiser. Dans les entreprises où il y a des plans sociaux de formation ou de reclassement, la majorité des licenciés se résignent. La fatalité l'emporte sur la résistance.

Des opérations « coup de poing »

Le mécontentement envers un pouvoir à qui on confère tout de même un label de gauche hésite à s'exprimer dans la rue et se réfugie dans une expression politique, avec en particulier une montée des abstentions lors des élections. Parallèlement, la pédagogie de la crise, entamée par M. Barre et poursuivie par M. Delors après la « pause » des réformes sociales, gagne du terrain au grand dam de la CGT. Non seulement cette dernière, avec sans doute autour d'un million d'adhérents, est affaiblie, mais la désaffection à l'égard d'appareils syndicaux accusés d'avoir perdu leur crédibilité face à un pouvoir de gauche ou d'être trop éloignés des préoccupations des salariés, se confirme.

Au milieu de cette déprime générale, qui peut se manifester aussi par plus d'absentéisme ou une moindre attention à la qualité du travail, les salariés qui se mobilisent ne rejettent pas les actions « dures » signe que là où on ne se résigne pas, on désespère. Ce sont des opérations « coups de poing ». Un petit groupe de salariés de l'usine CIT-Alcatel de Guingamp (Côtes-du-Nord) a envahi le bureau du député et maire socialiste. Dans le Sud-Ouest, des salariés d'une menuiserie ont protesté contre leur licenciement en bloquant quatre trains de voyageurs entre Pau et Tarbes. Des manifestations de l'usine Thomson-CSF de Lamion ont « emprunté » pendant quelques heures le mobilier et des dossiers d'élus locaux.

L'action syndicale change, de registre. Des formes nouvelles apparaissent qui n'ont plus grand-chose à voir avec les grandes manifestations professionnelles. Chacun a le regard rivé sur sa propre situation, celle de sa catégorie, de son entreprise, voire de son bassin d'emploi. Les solidarités inter-professionnelles s'étiolent et rendent plus difficiles les coordinations et les actions « de masse » chères aux syndicats.

Une telle situation est également préoccupante. Les syndicats ne contrôlent pas plus la déprime de la majorité que la colère des minorités. Pour sortir de cette impasse, M. Krasucki administre des « remèdants » en pratiquant l'incantation. La CGT sait pourtant, après avoir manqué depuis l'autisme ses mobilisations chez Citroën, chez Renault et à Creusot-Loire, qu'une grève générale ne se décrète pas d'en haut, et que les conditions ne

sont pas réunies. Gagner ici et là des électeurs — le mouvement étant loin d'être uniforme — ne donne pas pour autant des militants prêts à en découdre avec le gouvernement. Il y a fort peu de chances pour qu'on rejoue en 1985 le scénario de 1947 ou de 1953.

La CGT peut cependant, là où elle est bien implantée, lancer une grève dure en orchestrant bien l'effet médiatique — au moins aussi important que le nombre de salariés effectivement mobilisés. D'autres mouvements peuvent éclater sans elle. La France salariale ne paraît pas prête à s'embraser, mais la multiplication de petits foyers de tension, la marginalisation d'un nombre croissant de jeunes salariés, ou de chômeurs risquent à terme de nuire à l'équilibre social.

MICHEL NOBLECOURT.

(1) Depuis 1975, le ministère du travail établit une distinction entre conflits généralisés et conflits localisés (dans une entreprise ou un établissement). Les chiffres donnés ici pour 1976, 1979, 1980, 1982, 1983 et 1984 totalisent conflits généralisés et conflits localisés.

● Fonction publique : la CGC ne signe pas. — La fédération CGC de la fonction publique a confirmé, le 11 février, sa décision de ne pas signer le projet de relevé salarial dans la fonction publique pour 1985. « Compte tenu du sort subi par les précédents contrats salariaux, la fonction publique CGC ne peut souscrire au projet (...) qui comporte trop d'insuffisances, d'ambiguïtés et d'effets néfastes pour l'encadrement ».

LES PROJETS SUR L'EMPLOI SE SUCCEDENT

Le temps du « social-spectacle » ?

Il ne se passe plus de semaine sans que l'on annonce la mise à l'étude d'une nouvelle mesure sociale, capable de résorber la montée du chômage... et de dégonfler les statistiques. Avant-hier apparaissaient les contrats formation reclassement, hier un projet pour faciliter le développement du travail à temps partiel. L'on imagine pour demain une amélioration de l'indemnité versée aux chômeurs en fin de droits et on s'attend à ce que les TUC, les fameux travaux d'utilité collective, puissent être prolongés au-delà de la période d'un an de stage initial, ment prévue ou, encore, transformés en emplois pour les jeunes (M. Delebarre a évoqué les deux hypothèses le 11 février).

Au-delà des chiffres du chômage, qui justifient une telle fébrilité, deux raisons expliquent l'écoulement multiplication des propositions de toutes sortes. Longtemps conditionnée par la poursuite des négociations sur la flexibilité entre les partenaires sociaux, la politique sociale du gouvernement ne peut rester « encastrée » après un échec vieux maintenant de deux mois. Ensuite, les échéances électorales, d'abord avec les cantonales puis avec les législatives, imposent d'agir vite : il reste peu de semaines « utiles » avant le début de la campagne dans un cas, et peu de temps avant que des mesures fassent sentir leurs effets en 1986.

Récemment, le ministre du travail M. Michel Delebarre, invitait donc les partenaires sociaux du travail temporaire à poursuivre leurs négociations à propos de l'interim (le Monde du 9 février) et soulignait, dans le même temps, que le temps partiel reste insuffisamment

développé en France, en annonçant que, « le cas échéant », il serait « prêt à proposer des dispositions encourageant un plus grand recours au temps partiel ».

L'une de ces mesures concernerait l'extension, à ce type d'emploi, des aides offertes à l'entreprise par l'Etat (de 1000 à 1500 F selon les cas) pour les contrats de solidarité réduction du temps de travail. Une autre viserait à éliminer les inconvénients, pour le salarié, du travail à temps partiel. Il ne serait plus pénalisé s'il devait être indemnisé par l'assurance chômage à l'issue de cette période.

Mais, parce que tous les sujets sont désormais imbriqués, on constate que toutes les tentatives font naître instantanément des réactions sceptiques ou réservées de la part des organisations syndicales ou patronales. Ainsi le CNFP, à propos de temps partiel, fait déjà savoir que « ce n'est pas comme cela qu'il faut faire » et qu'il conviendrait de « stimuler l'offre » des entreprises en renforçant l'ordonnance de 1982, notamment sur les seuils sociaux. En clair, le patronat voudrait voir appliquer les mesures prévues par le protocole sur la flexibilité.

De son côté, après une intervention de la CFDT dans le même sens, M. Bergeron, secrétaire général de FO, demande, dans une lettre adressée au président de la République, « un relèvement substantiel » des indemnités versées aux chômeurs en fin de droits. En écho, les services du premier ministre laissent entendre qu'ils étudient des mesures.

Tout cela débouchera-t-il rapidement ? Rien n'est moins sûr, tant les dossiers paraissent joints et même déterminés par des enjeux plus importants. La CFDC, pour sa part, semble exotisée. Elle vient de publier un communiqué pour mettre en cause le « social-spectacle ».

A. L.

SUPPRESSIONS D'EMPLOIS DANS LES TRÉFLERIES D'USINOR

Les comités d'entreprise de trois des six sociétés regroupées dans Usinor-Tréfleries-Fical (près de Lens), Usinor (à Bourges-Bresse, Gorce, Le Havre et Châteauneuf), et la Société des treillis et pannes soudées, se réunissent, ce mardi 12 février, pour examiner un plan de restructuration pour les activités de fil et câbles en acier d'Usinor.

Celui-ci prévoit de spécialiser les sites par produits et de regrouper les productions. Il entraînera 593 suppressions d'emplois dès 1985, notamment chez Tecmor, avec application des dispositions de la convention générale de la protection sociale de la sidérurgie.

Mais le plan social accompagnant cette restructuration doit s'étendre jusqu'à 1988, et, selon les syndicats, 950 emplois au total seraient supprimés. Actuellement, le secteur concerné compte 3 660 salariés.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● N° 3 de la chaîne suisse, Sandoz élargit son implantation aux Etats-Unis. — Le groupe Sandoz a signé un accord de principe avec la firme américaine Martin Marietta (aérospatiale, armement, matériels de travaux publics) en vue de lui racheter sa filiale Master Builders (MB), premier fabricant mondial de spécialités chimiques destinées à l'industrie du bâtiment. MB a réalisé en 1984 un chiffre d'affaires de 150 millions de dollars (1,5 milliard de francs). Cette acquisition permettra à Sandoz de renforcer son implantation outre-Atlantique (6 milliards de francs de chiffre d'affaires l'an dernier). Pour Martin Marietta, cette opération s'inscrit dans le cadre de la politique de « restructuration » sur ses activités les plus rentables, menées depuis quelques temps. En 1984, le groupe avait déjà vendu ses activités dans l'aluminium pour 400 millions de dollars et une usine de coke de pétrole (le Monde du 19 octobre 1984).

● Thomson va construire une usine à Conflans-Sainte-Honorine. — LGT (Laboratoire général de télécommunications), filiale du groupe Thomson, va construire une usine de neuf cents personnes à Conflans-Sainte-Honorine. Elle regroupera des activités aujourd'hui dispersées à Châlon et à Genevilliers. Cette implantation a été décidée pour compenser la fermeture dans cette ville de l'usine LTT (Lignes télégraphiques et téléphoniques), société en difficulté, dont la CGE a le contrôle (le Monde du 29 décembre 1984).

LA PREUVE PAR 7385.

Baisser les prix de l'essence dans une poignée de points de vente, c'est certainement un bon truc publicitaire pour attirer des clients dans son épicerie. Mais baisser les prix de l'essence sur toutes les routes de France, c'est autrement plus fort et plus intéressant pour le consommateur. C'est pourquoi TOTAL, Première Compagnie Française d'Energie, a décidé d'appliquer les prix compétitifs dans les 7 385 stations de son réseau. Au total, vous êtes sûr d'y trouver votre compte.

TOTAL

مكتبة جامعة القاهرة

AGRICULTURE ÉNERGIE

Le projet de réforme du développement agricole soulève une vive contestation

M. Rocard joue au centre

Le ministère de l'Agriculture s'apprête à publier un décret qui réorganise les structures du développement agricole. Plusieurs organisations et mouvements ont fait connaître le 11 février leur vive opposition à cette réforme.

Le projet de réforme du développement agricole est largement contesté. Le développement, c'est-à-dire la formation et, théoriquement, l'amélioration des conditions de vie en agriculture. S'il est un secteur où l'effort de formation a été considérable, c'est bien l'agriculture. Le budget qui lui est consacré n'est pas négligeable : 2 milliards de francs par an environ, alimentés en partie par des taxes sur les produits.

L'accroissement de la production agricole montre que ce développement a été un succès. Les difficultés économiques et financières des producteurs indiquent aussi que ce succès n'est pas total.

En décembre 1982, le ministère de l'Agriculture organisait des États généraux du développement agricole. La base s'exprimait : deux cent mille agriculteurs et habitants du monde rural, dans des instances diverses, notamment au niveau des « pays » agricoles, disaient ce que devait être leur développement.

Enfin, le projet de réforme du développement agricole est largement contesté. Le développement, c'est-à-dire la formation et, théoriquement, l'amélioration des conditions de vie en agriculture. S'il est un secteur où l'effort de formation a été considérable, c'est bien l'agriculture. Le budget qui lui est consacré n'est pas négligeable : 2 milliards de francs par an environ, alimentés en partie par des taxes sur les produits.

Le projet de réforme du développement agricole est largement contesté. Le développement, c'est-à-dire la formation et, théoriquement, l'amélioration des conditions de vie en agriculture. S'il est un secteur où l'effort de formation a été considérable, c'est bien l'agriculture. Le budget qui lui est consacré n'est pas négligeable : 2 milliards de francs par an environ, alimentés en partie par des taxes sur les produits.

L'accroissement de la production agricole montre que ce développement a été un succès. Les difficultés économiques et financières des producteurs indiquent aussi que ce succès n'est pas total.

En décembre 1982, le ministère de l'Agriculture organisait des États généraux du développement agricole. La base s'exprimait : deux cent mille agriculteurs et habitants du monde rural, dans des instances diverses, notamment au niveau des « pays » agricoles, disaient ce que devait être leur développement.

Enfin, le projet de réforme du développement agricole est largement contesté. Le développement, c'est-à-dire la formation et, théoriquement, l'amélioration des conditions de vie en agriculture. S'il est un secteur où l'effort de formation a été considérable, c'est bien l'agriculture. Le budget qui lui est consacré n'est pas négligeable : 2 milliards de francs par an environ, alimentés en partie par des taxes sur les produits.

Le projet de réforme du développement agricole est largement contesté. Le développement, c'est-à-dire la formation et, théoriquement, l'amélioration des conditions de vie en agriculture. S'il est un secteur où l'effort de formation a été considérable, c'est bien l'agriculture. Le budget qui lui est consacré n'est pas négligeable : 2 milliards de francs par an environ, alimentés en partie par des taxes sur les produits.

L'accroissement de la production agricole montre que ce développement a été un succès. Les difficultés économiques et financières des producteurs indiquent aussi que ce succès n'est pas total.

En décembre 1982, le ministère de l'Agriculture organisait des États généraux du développement agricole. La base s'exprimait : deux cent mille agriculteurs et habitants du monde rural, dans des instances diverses, notamment au niveau des « pays » agricoles, disaient ce que devait être leur développement.

Enfin, le projet de réforme du développement agricole est largement contesté. Le développement, c'est-à-dire la formation et, théoriquement, l'amélioration des conditions de vie en agriculture. S'il est un secteur où l'effort de formation a été considérable, c'est bien l'agriculture. Le budget qui lui est consacré n'est pas négligeable : 2 milliards de francs par an environ, alimentés en partie par des taxes sur les produits.

Le projet de réforme du développement agricole est largement contesté. Le développement, c'est-à-dire la formation et, théoriquement, l'amélioration des conditions de vie en agriculture. S'il est un secteur où l'effort de formation a été considérable, c'est bien l'agriculture. Le budget qui lui est consacré n'est pas négligeable : 2 milliards de francs par an environ, alimentés en partie par des taxes sur les produits.

L'accroissement de la production agricole montre que ce développement a été un succès. Les difficultés économiques et financières des producteurs indiquent aussi que ce succès n'est pas total.

En décembre 1982, le ministère de l'Agriculture organisait des États généraux du développement agricole. La base s'exprimait : deux cent mille agriculteurs et habitants du monde rural, dans des instances diverses, notamment au niveau des « pays » agricoles, disaient ce que devait être leur développement.

Enfin, le projet de réforme du développement agricole est largement contesté. Le développement, c'est-à-dire la formation et, théoriquement, l'amélioration des conditions de vie en agriculture. S'il est un secteur où l'effort de formation a été considérable, c'est bien l'agriculture. Le budget qui lui est consacré n'est pas négligeable : 2 milliards de francs par an environ, alimentés en partie par des taxes sur les produits.

Le projet de réforme du développement agricole est largement contesté. Le développement, c'est-à-dire la formation et, théoriquement, l'amélioration des conditions de vie en agriculture. S'il est un secteur où l'effort de formation a été considérable, c'est bien l'agriculture. Le budget qui lui est consacré n'est pas négligeable : 2 milliards de francs par an environ, alimentés en partie par des taxes sur les produits.

L'accroissement de la production agricole montre que ce développement a été un succès. Les difficultés économiques et financières des producteurs indiquent aussi que ce succès n'est pas total.

En décembre 1982, le ministère de l'Agriculture organisait des États généraux du développement agricole. La base s'exprimait : deux cent mille agriculteurs et habitants du monde rural, dans des instances diverses, notamment au niveau des « pays » agricoles, disaient ce que devait être leur développement.

Enfin, le projet de réforme du développement agricole est largement contesté. Le développement, c'est-à-dire la formation et, théoriquement, l'amélioration des conditions de vie en agriculture. S'il est un secteur où l'effort de formation a été considérable, c'est bien l'agriculture. Le budget qui lui est consacré n'est pas négligeable : 2 milliards de francs par an environ, alimentés en partie par des taxes sur les produits.

LONDRES RENONCE À ACHETER LE GAZ NORVÉGIEN DE SLEIPNER

Après plus d'un an de négociations, la Grande-Bretagne a finalement renoncé à acheter à la Norvège le gaz naturel provenant du gisement de Sleipner, qui aurait dû assurer un cinquième des besoins britanniques au cours de la prochaine décennie.

Le ministre britannique de l'Énergie, M. Peter Walker, a annoncé, lundi 11 février, au Parlement, que le gouvernement avait décidé de ne pas approuver le projet d'accord - d'un montant total d'environ 300 milliards de francs - négocié entre British Gas et la compagnie norvégienne Statoil. M. Walker a assuré que les réserves de gaz découvertes récemment en mer du Nord britannique étaient si considérables qu'il ne sera plus nécessaire d'importer du gaz dans les années 1990 à l'échelle envisagée jusqu'à l'été dernier.

Les nouvelles découvertes devraient, n-t-il précisé, accroître les réserves britanniques de 15,3 %.

M. Walker n'a pas exclu des possibilités d'importation, moins volumineuses dans l'avenir. Le gisement de Sleipner contient environ 200 milliards de mètres cubes de réserves. Il semble improbable que ces besoins éventuels puissent être assurés par la Norvège. Le gouvernement d'Ole, qui attendait la décision britannique pour autoriser la mise en développement de Sleipner, le dernier grand gisement norvégien de gaz situé dans des eaux relativement profondes, devait en effet repousser cette exploitation à plus tard. Il devait favoriser la mise en exploitation de champs pétroliers moins importants, en attendant de trouver un client sûr pour écouler le gaz de Sleipner.

(Publié)

COMMUNE DE LEVALLOIS-PERRET

Mise en œuvre de l'élaboration du Plan d'Occupation des Sols (P.O.S.)

M. le Maire de Levallois-Perret, par arrêté n° 5 en date du 8 janvier 1985, a mis en œuvre la procédure d'élaboration du P.O.S. A cet effet, il a arrêté la liste des services et personnes publiques qui y seront associés.

Le présent arrêté peut être consulté en mairie.

Le Monde

RÉALISE CHAQUE SEMAINE UNE ÉDITION INTERNATIONALE

spécialement destinée à ses lecteurs résidents à l'étranger

Exemplaires spécimen sur demande

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Parc à thème "Astérix"

Le groupe ACCOR, le groupe de la GÉNÉRALE DES EAUX, les ÉDITIONS ALBERT RENÉ et la COMPAGNIE FINANCIÈRE BARCLAYS annoncent la création d'une filiale commune.

La Société Française d'Études, de Réalisation et de Gestion (SFERG)
14, rue de Castiglione - 75001 PARIS
Tél. : (1) 296 1595

Cette société aura principalement pour vocation de réaliser des parcs d'attractions et de loisirs. Un important projet sur le thème d'ASTÉRIX est à l'étude. Son implantation est prévue sur le territoire français ; plusieurs sites sont actuellement envisagés.

La Présidence de la SFERG est confiée à M. ÉRIC LICOYS, Directeur Général de la COMPAGNIE FINANCIÈRE BARCLAYS. La Direction Générale est assurée par M. Patrice TOURNIER.

BTP BANQUE DU BÂTIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS

Le conseil d'administration de la Banque du bâtiment et des travaux publics (la BTP), qui s'est réuni le 8 février 1985 sous la présidence d'Alain Trepozz, a pris connaissance des résultats provisoires de 1984.

Il a constaté avec satisfaction que les bénéfices seraient sensiblement supérieurs à ceux inscrits dans le plan de développement qui prévoyait une hausse de 15 % par rapport à 1983.

Ces bons résultats sont dus en grande partie à une forte croissance de l'activité financière de la Banque (32 % d'augmentation des dépôts et des capitaux).

gérés par rapport à 1983) et à des gains importants de productivité.

Cette augmentation des bénéfices sera obtenue malgré un accroissement sensible des provisions justifié par la situation difficile des entreprises du secteur du bâtiment et des travaux publics.

Le conseil d'administration a également examiné le budget de 1985 qui est présenté à la fois comme un budget de rigueur (maîtrise des frais généraux, poursuite des gains de productivité) et de croissance. La BTP s'efforce ainsi de confirmer son rôle de soutien aux entreprises du secteur.

COMPAGNIE MÉTALLURGIQUE ET MINIERE (C.M.M.)

Les premiers éléments comptables relatifs à la clôture de l'exercice 1984 permettent d'affirmer que le chiffre d'affaires consolidé sera d'environ 154 millions de francs, soit 30 % de plus qu'en 1983 à structure comparable, et que les résultats seront en progression par rapport à ceux de l'exercice précédent.

La Société annonce d'autre part la conclusion récente d'un accord avec la société canadienne TUBES SOLAC, qui exploite, dans la région de Montréal, une usine produisant des tubes soudés de petits diamètres destinés à différentes industries de transformation au Canada et aux États-Unis, notamment à celles du mobilier et du cycle. Aux termes de cet accord, C.M.M. acquerra une participation minoritaire dans le capital de TUBES SOLAC et pourra contribuer à ses approvisionnements.

BANQUE PETROFIZAZ

Inscrite sur la liste des banques publiées au Journal officiel du 17 novembre 1984, la banque Petrofizaz poursuit en 1985, avec les sociétés financières de son groupe, le développement et la diversification de ses activités.

L'exercice 1984 a enregistré une croissance de 31,5 % des crédits à la consommation et de 18 % des crédits moyens versés à l'équipement du foyer. Pour assurer parallèlement le développement des concours aux entreprises, la banque Petrofizaz vient d'obtenir de la part des établissements de crédit l'extension aux opérations de crédit-bail mobilier des activités de sa filiale « Comité ».

Pour faire face à ces tâches nouvelles, la direction de la banque Petrofizaz vient de se renforcer par l'arrivée, en qualité de directeur, aux côtés de M. Gilbert Trapanard, président-directeur général et de M. Jean de La Motte de Broton, administrateur-directeur général adjoint, de M. Elodie Yeterian, précédemment directeur des filiales de crédit et de crédit-bail du groupe Morin-Pons, puis directeur régional à Lyon de la société auxiliaire de crédit.

CÉSSION DE GARANTIE

La Banque nationale de Paris, société anonyme au capital de 1.932.580.000 francs, dont le siège social est à Paris, 16, boulevard des Capucins, 75009 Paris, inscrite au registre du commerce de Paris sous le n° B 662 042 449, informe le public que, à la suite de la cession d'activité de M. Auguste Porthe, la garantie qu'elle avait accordée à M. Auguste Porthe le 7 mai 1973 comme à l'expiration d'un délai de trois jours francs de la présente publication (article 44 du décret du 20 juillet 1972).

Conformément aux dispositions de l'article 45 du même décret, cette garantie s'applique à toutes les opérations ayant pour origine un versement ou une remise effectuée pendant la période de garantie pour les opérations visées par la loi du 2 janvier 1970 et restant couvertes par la Banque nationale de Paris, à condition d'être produites par le cédant dans les trois mois à compter de la présente publication au siège de l'Agence Duplex, 26, boulevard de Grenelle, 75015 Paris, de la Banque nationale de Paris.

Epargne Long Terme

Sicav du Crédit Mutuel
RC PARIS 8 329 848 216
Siège Social: 88-90, rue Cardinet 75017 PARIS

SITUATION AU 28 DÉCEMBRE 1984

Nombre d'actions en circulation	95.938
Actif net (en FF.)	96.271.511
Valeur liquidative d'une action (valeur de rachat)	1.129,24
Progression sur la période écoulée	+ 5,70 %

(Sicav ouverte au public le 15 juin 1984)

Depositaire : Caisse Centrale du Crédit Mutuel

Epargne Industrie

SICAV DU CRÉDIT MUTUEL
RC PARIS 8 313 711 150
88-90, rue Cardinet 75017 PARIS

Situation au 28 décembre 1984

Nombre d'actions en circulation	3.457.223
Actif net en millions de francs	1.479,28
Valeur liquidative de l'action en francs	426,68
Dernier dividende global en francs	33,01
Date de paiement	30 mars 1984

BUDAPEST • CHICAGO • LOS ANGELES • NEW YORK •

SINGAPOUR • ZÜRICH • MUNICH • FRANCFORT SUR MAIN • LONDRES • BUDAPEST •

FRANCFORT SUR MAIN • LONDRES • LOS ANGELES • NEW YORK • BRUXELLES • PARIS •

FRANCFORT SUR MAIN • LONDRES • LOS ANGELES • NEW YORK • BRUXELLES • PARIS •

FRANCFORT SUR MAIN • LONDRES • LOS ANGELES • NEW YORK • BRUXELLES • PARIS •

FRANCFORT SUR MAIN • LONDRES • LOS ANGELES • NEW YORK • BRUXELLES • PARIS •

FRANCFORT SUR MAIN • LONDRES • LOS ANGELES • NEW YORK • BRUXELLES • PARIS •

FRANCFORT SUR MAIN • LONDRES • LOS ANGELES • NEW YORK • BRUXELLES • PARIS •

FRANCFORT SUR MAIN • LONDRES • LOS ANGELES • NEW YORK • BRUXELLES • PARIS •

FRANCFORT SUR MAIN • LONDRES • LOS ANGELES • NEW YORK • BRUXELLES • PARIS •

FRANCFORT SUR MAIN • LONDRES • LOS ANGELES • NEW YORK • BRUXELLES • PARIS •

FRANCFORT SUR MAIN • LONDRES • LOS ANGELES • NEW YORK • BRUXELLES • PARIS •

FRANCFORT SUR MAIN • LONDRES • LOS ANGELES • NEW YORK • BRUXELLES • PARIS •

FRANCFORT SUR MAIN • LONDRES • LOS ANGELES • NEW YORK • BRUXELLES • PARIS •

FRANCFORT SUR MAIN • LONDRES • LOS ANGELES • NEW YORK • BRUXELLES • PARIS •

FRANCFORT SUR MAIN • LONDRES • LOS ANGELES • NEW YORK • BRUXELLES • PARIS •

FRANCFORT SUR MAIN • LONDRES • LOS ANGELES • NEW YORK • BRUXELLES • PARIS •

FRANCFORT SUR MAIN • LONDRES • LOS ANGELES • NEW YORK • BRUXELLES • PARIS •

FRANCFORT SUR MAIN • LONDRES • LOS ANGELES • NEW YORK • BRUXELLES • PARIS •

FRANCFORT SUR MAIN • LONDRES • LOS ANGELES • NEW YORK • BRUXELLES • PARIS •

FRANCFORT SUR MAIN • LONDRES • LOS ANGELES • NEW YORK • BRUXELLES • PARIS •

FRANCFORT SUR MAIN • LONDRES • LOS ANGELES • NEW YORK • BRUXELLES • PARIS •

FRANCFORT SUR MAIN • LONDRES • LOS ANGELES • NEW YORK • BRUXELLES • PARIS •

FRANCFORT SUR MAIN • LONDRES • LOS ANGELES • NEW YORK • BRUXELLES • PARIS •

FRANCFORT SUR MAIN • LONDRES • LOS ANGELES • NEW YORK • BRUXELLES • PARIS •

FRANCFORT SUR MAIN • LONDRES • LOS ANGELES • NEW YORK • BRUXELLES • PARIS •

FRANCFORT SUR MAIN • LONDRES • LOS ANGELES • NEW YORK • BRUXELLES • PARIS •

FRANCFORT SUR MAIN • LONDRES • LOS ANGELES • NEW YORK • BRUXELLES • PARIS •

FRANCFORT SUR MAIN • LONDRES • LOS ANGELES • NEW YORK • BRUXELLES • PARIS •

FRANCFORT SUR MAIN • LONDRES • LOS ANGELES • NEW YORK • BRUXELLES • PARIS •

FRANCFORT SUR MAIN • LONDRES • LOS ANGELES • NEW YORK • BRUXELLES • PARIS •

FRANCFORT SUR MAIN • LONDRES • LOS ANGELES • NEW YORK • BRUXELLES • PARIS •

FRANCFORT SUR MAIN • LONDRES • LOS ANGELES • NEW YORK • BRUXELLES • PARIS •

FRANCFORT SUR MAIN • LONDRES • LOS ANGELES • NEW YORK • BRUXELLES • PARIS •

FRANCFORT SUR MAIN • LONDRES • LOS ANGELES • NEW YORK • BRUXELLES • PARIS •

FRANCFORT SUR MAIN • LONDRES • LOS ANGELES • NEW YORK • BRUXELLES • PARIS •

FRANCFORT SUR MAIN • LONDRES • LOS ANGELES • NEW YORK • BRUXELLES • PARIS •

FRANCFORT SUR MAIN • LONDRES • LOS ANGELES • NEW YORK • BRUXELLES • PARIS •

FRANCFORT SUR MAIN • LONDRES • LOS ANGELES • NEW YORK • BRUXELLES • PARIS •

FRANCFORT SUR MAIN • LONDRES • LOS ANGELES • NEW YORK • BRUXELLES • PARIS •

FRANCFORT SUR MAIN • LONDRES • LOS ANGELES • NEW YORK • BRUXELLES • PARIS •

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

DÉBATS

- La préparation de la réforme électorale : « Pièges », par François Luchaire ; « La deuxième colonne », par Maurice Duvoy.
- LI : le Guide mondial des droits de l'homme. Courrier des lecteurs.

ÉTRANGER

3. ASIE
4. DIPLOMATIE
- 4.5. PROCHE-ORIENT
5. EUROPE
- 6-7. AMÉRIQUES
7. AFRIQUE

POLITIQUE

8. La politique autour de M. La Pen.
9. La préparation des élections cantonales.
10. La situation en Nouvelle-Calédonie.

DOSSIER

11. Les élections cantonales.

CULTURE

12. EXPOSITION : photographes anglais au Palais de Tokyo.
13. CINÉMA : Rouge gorge, de Pierre Zucca.
14. LETTRES : mort du romancier Conrad Detrez.
15. COMMUNICATION.

89 FM

à Paris

ABO « le Monde »

232-14-14

Mardi 12 février, 19 h 20

Film d'aventures ou film politique ?

IGNACIO RAMONET et CHRISTIAN ZIMMER répondent aux questions des auditeurs et des lecteurs. Débat animé par FRANÇOIS KOCH.

SOCIÉTÉ

16. JUSTICE : les ravisseurs de M. Revel-Boumont étaient-ils des criminels de droit commun ou des militants politiques ?
17. MÉDECINE.
18. ÉDUCATION.
19. MÉDECINE.
20. RELIGION.

ÉCONOMIE

21. MONNAIES : un dollar dopé par la confiance et la croissance.
22. SOCIAL : les projets sur l'emploi se succèdent.
23. AGRICULTURE : le projet de réforme du développement agricole soulève une vive contestation.
24. ÉTRANGER : le Japon exporte massivement ses capitaux aux États-Unis.

RADIO-TELEVISION (15)

INFORMATIONS

« SERVICES » (18) :

Météorologie ; Mots croisés ; « Journal officiel ».

Assomées classées (19 à 28) ; Carnet (17) ; Programmes des spectacles (13-14) ; Marchés financiers (33).

SOLDES

PARDESSUS et IMPERS.

MAINTENUS, ROBES, PULLS, CHEMISES.

PRIX EXCEPTIONNELS.

avec la garantie d'un grand maître tailleur.

PANTALONS 890 F.

COSTUMES et PARDESSUS MESURE 1 750 F.

NOUVELLE COLLECTION 3 000 chemises.

Lingerie drapée anglaise.

Fabrication traditionnelle.

Boutique Femme.

TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX SUR MESURE.

UNIFORMES ET VÊTEMENTS MILITAIRES.

Prêt-à-porter Homme.

LEGRAND Tailleur.

27, rue de la République, Paris - Opéra.

Téléphone : 742-70-41.

De lundi au samedi de 10 h à 18 h.

A B C D E F G

La libération des prix des carburants

Après avoir vivement diminué depuis deux semaines, les prix des carburants devraient augmenter de quelques centimes par litre, ce mardi 12 février, du fait de la hausse des taxes prévues dans le budget de l'État : + 7 centimes par litre pour l'essence ordinaire et le super, + 4 centimes pour la gazole. Les augmentations devraient être répercutées intégralement sur les consommateurs. Le fuel domestique, dont les prix n'ont pas été libérés, voit ses tarifs augmenter de 10,20 F par hectolitre - à 399,70 F - en raison de la majoration des taxes et de la hausse des coûts du dollar.

Par ailleurs, à compter du 1^{er} mai, la taxe de café (le « petit noir ») augmentera de 15 à 20 centimes, selon que le prix pratiqué est inférieur ou supérieur à 2,70 F. Les prix de toutes les bières pourront être également majorés de 20 centimes lorsqu'ils sont inférieurs ou égaux à 9 F, quelle que soit la contenance.

Toujours moins

Toujours moins ! Quinze jours après la libération des prix des carburants, on ne sait à qui donner la palme de la baisse. A Shell, avec son « Loto » (5 millions de francs à dépenser en douze semaines) et une diminution moyenne de prix de 7 à 8 centimes par litre dans le quart de ses stations ? A Total, qui, le premier, vient d'engager le fer sur les autoroutes en y abaissant ses tarifs de 9 centimes dans un tiers de son réseau, vite imité par Elf-Arco et Shell ? Aux centres Leduc, « champions » de la libération, assurant pratiquement dans la région parisienne les prix les plus bas « et de loin... » ?

Au secrétaire d'État à l'énergie, on fait la moue. Certes la concurrence a du bon, mais après quarante ans de blocage, la libération a d'abord provoqué une pagaille telle qu'il est quasiment impossible de s'y retrouver.

Une seule assurance : les prix des carburants ont diminué depuis le 31 janvier, dans tous les points « chauds » : stations et entrées de villes, zones de chalandises des supermarchés, certaines autoroutes. En tout, un millier de stations peu ou prou alignées sur les grandes surfaces - avec des prix allant de 5,30 F à 5,40 F par litre de super, - plus deux ou

trois mille points de vente pratiquant des tarifs moins élevés qu'avant la libération - le minimum était alors de 5,58 F le litre de super. A la fin de la semaine dernière, la baisse moyenne s'élevait à 10 centimes par litre, avec des écarts importants d'une région à l'autre.

Pour les consommateurs, le bien est donc globalement positif. Pour combien de temps ? Les hausses fiscales prévues par le budget pour les mois jusqu'en avril - plus de 7 centimes par litre en février sur le super - seront répercutées plus ou moins par les distributeurs. En outre, l'escalade des cours du dollar et le raffermissement des prix des produits pétroliers sur les marchés internationaux risquent de freiner rapidement l'enthousiasme des « casseurs de prix » en réduisant leur marge de manœuvre. Ainsi, la gazole, soumise à une concurrence moins vive, devrait-elle augmenter, dès cette semaine, d'environ 9 centimes par litre, du fait de la hausse des taxes (+ 4 centimes) et de celle des prix internationaux (+ 5 centimes). « Sans la libération, il aurait progressé de 18 centimes », assure-t-on chez Shell.

VÉRONIQUE MAURUS.

LA MONNAIE ÉLECTRONIQUE

Le Conseil national du commerce dénonce le « cartel tarifaire » des banques

Le Conseil national du commerce (CNC), par la voix de son président, M. Jacques Derragne, a dénoncé, lundi 11 février, le « cartel tarifaire » constitué par les banques pour la mise en place de la monnaie électronique (monétique), dans le secteur des cartes à puce magnétiques et à mémoire. Il a décidé de saisir la commission de la concurrence.

« Pour M. Derragne, qui était entouré de représentants de la confédération générale des PME et de la Fédération nationale de l'industrie hôtelière (1 500 000 adhérents), la création concertée, par les banques, d'un bureau de commissions versées par les commerçants sur les paiements effectués par cartes de 50 % à 2,50 % est « en contradiction avec le droit de la concurrence », d'où les saisines précédemment évoquées.

Le président de CNC souhaite épuiser toutes les possibilités de négociation et éviter le boycottage des cartes de paiement. Mais s'il ajoute : « S'il faut le faire, nous le ferons ».

« Décès d'un conseiller général de l'Aude. - M. Jean-Paul Raymond, conseiller général du canton d'Auzat (Aude), a été victime d'un accident le dimanche 11 février. M. Raymond s'est vraisemblablement endormi au volant de sa voiture et celle-ci s'est écrasée contre un platane. Agé de quarante-deux ans, Jean-Paul Raymond était maire d'Auzat. Il avait été élu conseiller général avec l'étiquette du Parti socialiste en 1979, succédant à son père, Axel Raymond. Il était candidat aux prochaines élections cantonales. (Corresp.)

(Publicité)

NOUVEAU

L'appareil photo qui va révolutionner la photo

Avec le MINOLTA 7000 rien n'est plus pareil dans le domaine du REFLEX 24 x 36. Jamais encore la photo n'avait été aussi facile et performante. Le MINOLTA 7000 possède : la mise au point automatique avec toute une gamme d'objectifs MINOLTA, dont 5 zooms, l'automatisme multiprogramme avec moteur intégré, le réglage de la sensibilité par « codage DX ». Compact et léger, comme son prix « discount » : 3.980 F avec son objectif 1,7/50.

Un appareil disponible à découvrir immédiatement en avant-première chez

IMAGES

le spécialiste MINOLTA

31 et 24, rue Saint-Augustin

75002 PARIS - Tél. (1) 742.42.42

Métro : Opéra ou 4-Septembre

Le cinéaste Henry Hathaway est mort

Un demi-siècle d'aventures

Le cinéaste américain Henry Hathaway, auteur notamment des *Trois Lancers du Bengale*, est mort lundi 11 février au centre médical UCLA de Los Angeles. Il était âgé de quatre-vingt-six ans.

En 1933, le festival de Deauville rendait hommage à Henry Hathaway, vétéran de Hollywood, qui avait alors atteint quatre-vingt-cinq ans. Il était à lui seul tout un pan de l'histoire du cinéma américain. Né le 13 mars 1898 à Sacramento (Californie), il avait pour grand-père un Belge, Henry Léopold de Sienne, venu s'installer à San Francisco. Son père, administrateur de théâtre, avait changé ce nom trop aristocratique pour celui de sa femme, la comédienne Jean Hathaway. Ainsi, le futur

cinéaste Henry Hathaway débuta à dix ans comme acteur dans des films d'Allen Owen, puis fut accessoiriste à la Universal et la Goldwyn.

Assistant à la Paramount après la guerre, Hathaway part pour les Indes afin de recueillir des images documentaires. De retour à Hollywood en 1926, il resta assistant, acquiesçant à sa technique et devenant réalisateur en 1932.

Henry Hathaway réalisa d'abord huit films avec Randolph Scott. Il dirigea pour la première fois Gary Cooper dans *C'est pour toujours* (1934) et le retrouva avec les *Trois Lancers du Bengale* (1935), film d'aventure exotique qui remporta un grand succès populaire. Tout de suite après, il fit de Gary Cooper le héros romantique de *Four Sons*, *Historia*, d'après un roman de Daphne Du Maurier - d'un amour défiant le temps, la prison et la mort.

« Au repos en dehors de Moscou »

M. TCHERNENKO NE RECEVRA PAS LE PREMIER MINISTRE GREC

Moscou (AFP). - Un porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères a exclu, mardi 12 janvier, la possibilité d'une entrevue à Moscou du « numéro un » soviétique, M. Constantin Tchernenko, avec le premier ministre grec, M. Papandréou, en visite en URSS. M. Constantin Tchernenko « se repose actuellement en dehors de Moscou », a-t-il indiqué à l'AFP, précisant qu'en conséquence « une rencontre avec le premier ministre grec était exclue ».

LE MARCHÉ DE L'AUTOMOBILE EST TOUJOURS EN CHUTE

Avec 129 234 immatriculations, le marché de l'automobile est encore en chute de 4,4 % au mois de janvier (par rapport à un mois de janvier 1983 déjà déclinant). Renault, avec 38 851 voitures vendues, chute plus vite que le marché (- 8,1 %) ; Citroën (- 18,4 %) et Talbot (- 35,8 %) aussi, tandis que Peugeot continue de se porter bien (+ 1,4 %), avec 43 373 véhicules vendus. Cela permet à PSA de détenir 33,5 % du marché contre 30 % pour Renault.

Une fois de plus les étrangers, en se basant sur des 2,6 %, tirent les vers du nez. Le club sportif, qui publie ces résultats, s'interroge sur le rôle de « la progression ininterrompue des charges qui pèsent sur les usagers ».

M. Pisani invite les chefs communitaires. - M. Edgard Pisani a envoyé à tous les grands chefs de Nouvelle-Calédonie et des îles une invitation à se rendre à l'île des Pins, au sud du territoire, pour une réunion de discussion, jeudi 14 février.

Le rendez-vous a été fixé à mercredi après-midi à l'aérodrome de Magenta, à Nouméa, tous les frais de déplacement et de séjour étant pris en charge par l'État. Il semble, toutefois, que cette réunion ne va pas attirer la majorité des grands chefs : beaucoup d'entre eux ont en effet déjà fait savoir que, pour diverses raisons (santé, famille, autres réunions), ils ne se rendraient pas à l'île des Pins.

Le sixième anniversaire de la révolution en Iran

LE SIÈGE DU PARTI DE M. BAZARGAN A ÉTÉ SACCAGÉ PAR DES MANIFESTANTS

Téhéran, (AFP). - La démonstration de force militaire préparée pour célébrer avec éclat, lundi 11 février, l'anniversaire de la victoire de la révolution islamique, le 11 février 1979, a été perturbée par une foule enthousiaste de plusieurs dizaines de milliers de jeunes gens, qui, rompant les cordons de police, ont empêché le déroulement normal du défilé. Pas plus les exhortations du chef de l'État, l'hojatoleslam Ali Khamenei, que les appels lancés par l'un des organisateurs au « peuple herbolle » (le peuple du Parti de Dieu), n'ont pu les ramener à la discipline. Le président Khamenei a quitté rapidement la place en hélicoptère, ainsi que l'hojatoleslam Ahmad Khomeini, le fils de l'imam Khomeini.

M. Ahmad Khomeini avait lu un message du « Guide de la révolution », dans lequel celui-ci déclarait notamment : « la guerre avec l'Irak est le problème essentiel du pays aujourd'hui ». « Chers combattants, vous êtes toujours victorieux, que vous parveniez à la victoire ou que vous soyez martyrs, invalides ou prisonniers », a-t-il ajouté.

Au moment même où se déroulait cette cérémonie, quelque trois cents manifestants pénétraient en force au siège du MLI (Mouvement pour la libération de l'Iran) pour empêcher une conférence de M. Mehdi Bazargan sur la révolution. Ce dernier a été évacué sans sang par les milices de quartier, mais plusieurs de ses partisans ont été molestés, et les bureaux du mouvement saccagés. Les comités de la Révolution islamique (milice de quartier) sont alors intervenus et ont fait évacuer les manifestants.

Dimanche soir, trois roquettes avaient été tirées contre le bureau du procureur de la Révolution islamique de Téhéran, sans causer de dommages importants, suivant les témoignages recueillis lundi sur place par l'AFP.

Cette action a été revendiquée à Paris par les Mondjalid du peuple, qui ont affirmé dans un communiqué que les « deuxième et troisième étages de l'immeuble ont été détruits par le feu ».

(Lire p. 5 l'article de Jean Guéyès.)

Sur le vif

L'heure, c'est l'heure

Vous avez vu depuis deux jours le froid qu'on se paye ? Un froid de loup, venu tout droit des sables de Sibérie. On nous a expliqué ça lundi soir, au journal télévisé, certes à l'appui. Et il n'y a pas que le froid, il y a la bise, une bise qui souffle en rafales sèches et glacées. Bref, il fait un temps à ne pas mettre un chien dehors. Et c'est le moment précis que choisit la préfecture pour fermer le métro aux sahariens.

Moi, quand j'ai entendu ça, je suis tombée les bras en croix. Parce qu'enfin, d'accord, ils sont pas forts à la météo, ils se plantent une fois sur deux, mais ce coup-là, la nouvelle vague de froid, ils l'avaient annoncée à grand fracas. Pas bien sorcier ! Toute l'Angleterre est sous la neige depuis la semaine dernière. On parle en Belgique, en Hollande et en Allemagne. Et il aurait fallu attendre un doigt mouillé pour savoir d'où venait le vent du Grand Nord.

Alors, je ne comprends pas. Pourquoi n'avoir pas accepté de surseoir à une mesure qui ne pouvait pas plus mal tomber ? Ils ont attendu un mois ? Et alors ? Elle est pesante l'administration, elle est lourde.

elle est lente, je sais bien. Mais gourd à ce point, ça relève du tour de force. C'est pas possible, elle l'a fait exprès.

C'est comme EDF, qui a choisi d'attendre la veille du redoux pour annoncer qu'elle acceptait de ne plus couper le chauffage des inséparables. Vous me direz, c'est la faute à pas de chance. Elle a bon dos, la chance ! Non, c'est la faute à pas de cour et pas de tête. Pas de tête politique. Retourner les trois cents personnes qui campaient chaque nuit aux stations Luxembourg et Nation, en leur signalant, ô combien, qu'il y a peut-être trente lits encore disponibles à Hyatt-Saint et une centaine d'autres à Linné-Brevinnes, dans le Val-de-Marne, c'est vraiment se moquer du monde. Je vois d'ici la bobine des trois ronds-de-cuir qui ont pris cette décision dans la cabine d'un bureau douillet, si brusquement on venait leur fermer le radiateur : non, mais ça va pas ! Pourquoi vous faites ça ? Parce que c'était prévu pour le 11 février. Regardez vos calendriers.

CLAUDE SARRAUTE.

Missilex TV
TELEX

AVEC VOTRE MINITEL...
- 24 H SUR 24 H. AU BUREAU... CHEZ VOUS...
EN VOYAGE... ÉMETTEZ ET RECEVEZ VOS TELEX.

Pour en savoir plus, appelez

NUMERO VERT 16.05.11.13.33

APPEL GRATUIT

كتاب من القرآن